Le Forum des citoyens sur l'avenir du Canada

CANADA

Citizen's Forum on Canada's Future

Le Forum des citoyens sur l'avenir du Canada

Rapport à la population et au gouvernement du Canada

PRIVY COUNCIL LIBRARY
BIBLIOTHÈQUE DU CONSEIL PRIVÉ
008058

JL27/.C575
Spicer, Keith, 1934-
Report to the people and
government of Canada /
ADJJ c. 2 aa PCO

PROPERTY OF - PROPRIÉTÉ DU
PRIVY COUNCIL OFFICE
BUREAU DU CONSEIL PRIVÉ
LIBRARY
BIBLIOTHÈQUE

Le Forum des citoyens sur l'avenir du Canada

Rapport à la population et au gouvernement du Canada

On peut se procurer ce rapport, enregistré sur cassette audio à l'intention des personnes handicapées de la vue, en téléphonant à:
La Magnétothèque: (514) 524-6831

©Approvisionnements et Services Canada 1991
En vente au Canada par l'entremise des Librairies associées et autres librairies ou par la poste auprès du:

Centre d'édition du gouvernement du Canada
Approvisionnements et Services Canada
Ottawa, (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue CP32-57/1991
ISBN 0-662-58394-9
Imprimé au Canada

Le Forum des citoyens
sur
l'avenir du Canada

CANADA

Citizens' Forum
on
Canada's Future

Bureau du Président

Chairman's Office

À SON EXCELLENCE
LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL EN CONSEIL

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE

En conformité du décret CP 1990-2347, daté du 1er novembre 1990, j'ai l'honneur de vous soumettre le rapport du Forum des citoyens sur l'avenir du Canada.

Respectueusement,

Keith Spicer
Président
le 27 juin 1991

C.P. 1991, Succursale "B"
Ottawa, Canada K1P 1A2

P.O. Box 1991, Station "B"
Ottawa, Canada K1P 1A2

(613) 993-1864 FAX: (613) 990-3769

Le Forum des citoyens sur l'avenir du Canada était composé des membres suivants:

Richard Cashin*

Carole Corcoran

Fil Fraser

Thomas Kierans

James Matkin

Robert Normand*

Raymond Sirois

Keith Spicer, président

Roger Tassé

Susan Van De Velde

Elsie Wayne

Helena Zukowski

*Les remarques personnelles commencent à la page 157.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos du président 1

PARTIE I

Notre mission et nos méthodes 17

1. Le contexte 19
2. La tâche 20
3. Les outils 21
4. L'analyse 28
5. Le processus 29
6. L'impact 35

PARTIE II

Ce que nous avons entendu 37

1. Introduction 39
2. Les principaux enjeux 39
3. L'identité et les valeurs canadiennes 40
4. Le Québec et l'unité canadienne 58
5. Les langues officielles 74
6. La question autochtone 84
7. La diversité culturelle 96
8. L'économie canadienne 101
9. La responsabilité des leaders et la démocratie participative 108
10. Conclusion 120

PARTIE III

Ce que nous en pensons 125

1. Introduction 127
2. Les perspectives d'édification d'un nouveau Canada 130
3. Et si le Québec devenait indépendant...? 134
4. Les autochtones, des parents pauvres? 135
5. Constatations et suggestions 136
6. Conclusion 155

Remarques additionnelles 157

Annexe A: Mandat 167

Annexe B: Méthodologie et principaux thèmes 173

Avant-propos du président

«L'ignorance a le mépris facile» — le poète québécois Félix Leclerc.

«Un de ces jours, tout le monde au Canada sera Canadien». — le chef Dan George, de la bande indienne de Capilano.

Les Canadiens se plaisaient à croire qu'ils possèdent le génie du compromis, et nombre d'entre eux espèrent qu'il en est toujours ainsi. Il est au moins aussi facile de prouver que notre don consiste, plutôt, à transformer chaque atout en problème.

Vu de loin, que ce soit par les yeux des étrangers ou ceux de nos concitoyens expatriés, le Canada, c'est le paradis. Les files d'immigrants — en quête de liberté, de tolérance et de prospérité — qui se pressent aux portes de nos consulats nous le disent. Les Nations Unies aussi, elles qui, en plus de nous faire confiance régulièrement pour aider à maintenir la paix dans le monde, nous placent au deuxième rang mondial, après le Japon, pour ce qui est du «développement humain» (alphabétisme, instruction, espérance de vie, prospérité nationale).

Or, de l'intérieur, le Canada évoque une vision dantesque de l'enfer. C'est le message que nous entendons de la bouche de presque toutes nos élites — personnalités politiques, hauts fonctionnaires, journalistes, gens d'affaires, syndicalistes, voire nos artistes qui, en dehors du Québec, se montrent éloquents concernant l'avenir du Canada, mais souvent en proie à une voluptueuse anxiété, tandis qu'au Québec ils affichent une indifférence... étudiée.

Soyons honnêtes: nous sommes tous plus ou moins coupables de décrier le Canada. Notre façon à nous de parader notre patriotisme, c'est de dire pis que pendre de cette nation sans nationalité, si vaste et si fragile. Les seuls à ne pas entonner le refrain sont les immigrants récents — qui n'ont pas encore eu le temps d'apprendre la chanson.

À bien y regarder, le Canada est un confondant défi de perspective — perspective de l'esprit et du coeur. Vous pouvez tenter de l'appréhender de Rimouski ou de Weyburn ou — si vous insistez vraiment pour voir les choses de loin — de Tuktoyaktuk. Mais pour vraiment saisir qui nous sommes et ce que nous avons entre les mains, le mieux est sans doute de nous regarder par les yeux de l'humanité.

L'automne dernier, nous avons été douze à ne pas avoir loisir de prendre du recul pour mettre le Canada en perspective. Hélas, le gouvernement nous a, disons, assignés à domicile pour tenter une sorte d'opération chirurgicale à âme ouverte sur 26 millions de Canadiens.

Aujourd'hui, après une douce éternité de huit mois, parfois déchirants mais toujours enrichissants, comment le Forum nous apparaît-il, à nous qui avons eu le privilège d'écouter les Canadiens d'aussi près?

En dépit de toutes nos erreurs de jeunesse, pour lesquelles on nous a prodigué une publicité qui honorait la liberté de presse, je crois que nous avons su inventer, sur le tas, un processus démocratique que les Canadiens ont trouvé libérateur. Malgré ses faiblesses (que nous claironnions nous-mêmes!) et avec le bénéfice des leçons apprises, ce processus pourrait bien s'avérer une planche de salut tendue par le peuple pour aider les politiciens de tous bords à franchir quelques gouffres sur le chemin de nouvelles solutions, si celles-ci existent.

Nous avons fait de notre mieux, dans le temps qui nous a été donné, pour écouter attentivement les citoyens. Nous avons tenté d'améliorer le climat du dialogue entre nos populations cloisonnées, souvent furieuses et déboussolées, éparpillées sur des milliers de kilomètres bordés par trois océans.

Nous rapportons aujourd'hui, de notre mieux, les valeurs et les rêves que les Canadiens nous ont dit partager. Nous nous faisons l'écho, sans trop de distorsions, espérons-nous, des convictions — parfois contradictoires — qu'ils ont exprimées.

Enfin, nous avançons ici quelques opinions et suggestions qui nous sont propres. Nous tentons par là de

traduire concrètement les valeurs et les rêves que les citoyens ont exprimés si éloquemment, et de dépasser certaines de leurs contradictions pour en tirer quelques grandes orientations pour l'avenir.

Nous pensons que la plupart des participants, et de nombreux autres Canadiens, sauront reconnaître leurs espoirs dans le parcours ainsi esquissé.

À ceux qui doutaient que leurs opinions viendraient jamais à l'oreille du gouvernement, nous sommes heureux de signaler qu'il a déjà anticipé ce rapport, ne fût-ce qu'en paroles. Tout le monde s'accorde à dire que le rapport thématique préliminaire, rédigé par notre personnel et publié le 20 mars, n'a pas laissé indifférents les hauts responsables gouvernementaux.

Vint alors, en mai, le Discours du Trône, où le gouvernement énonçait les grandes lignes de son programme et reprenait quelques-unes des idées que les citoyens ont exprimées publiquement par l'entremise du Forum.

Tous ces beaux discours — que nous ne sommes pas las d'entendre — ne sont point des actes, mais peut-être encourageront-ils les citoyens qui pensaient que notre rapport accumulerait la poussière plutôt que les louanges. Leurs idées se sont d'ores et déjà frayé un chemin dans le vocabulaire politique national, avant même que nous puissions publier ce rapport.

J'ai parlé de compromis. Tout notre rapport en est un. Je ne revendique pas sa paternité... exclusive. C'est une oeuvre collective, l'aboutissement d'un long cheminement suivi par douze citoyens possédant une optique et des convictions souvent radicalement différentes. Tous ont jugé qu'il valait la peine de batailler pour s'entendre sur quelques principes fondamentaux. Si notre compromis approche de cet accord minimal dont les politiciens devront accoucher pour conserver un pays, peut-être les Canadiens y entendront-ils, nuancée de réalisme, une petite musique d'espoir.

En plus de rappeler qu'un rapport de comité ne gagnera jamais le Goncourt (ou, au gré de votre choix constitutionnel, le prix du Gouverneur général), ce consensus suscite en quelques-uns d'entre nous le désir d'ajouter des observations personnelles. Deux de mes

collègues le font à la fin de ce rapport. J'ai le privilège de les précéder avec cet avant-propos.

Un mot, d'abord, sur la question cruciale de la réconciliation entre nos deux grandes communautés, l'anglophone et la francophone, cette dernière concentrée à 90 p. cent au Québec.

Au cours du printemps, j'ai constaté, pour ma part, qu'une conscience de soi anglophone, plus réfléchie et plus authentique, est en train de surgir et de grandir rapidement, sous l'effet d'une double réalisation: celle de problèmes profondément enracinés et celle du risque que le Québec opte pour l'indépendance.

Cette réaction en est parfois une de peur et d'incompréhension, parfois une de colère. Mais surtout, je discerne dans le dialogue des citoyens une assurance nouvelle des anglophones et, entre autres promesses, l'esquisse d'un échange plus franc et plus ouvert avec le Québec.

Ce mouvement, des dirigeants avisés pourront le canaliser vers des positions constructives dans lesquelles les Québécois, comme les Canadiens anglophones, se reconnaîtront. Les Québécois s'entendront probablement plus facilement avec un Canada anglophone plus sûr de lui, plus cohérent et mieux campé sur ses principes qu'avec la constellation de juridictions et de positions «canadiennes-anglaises» qui ont rendu notre système politique si distrayant pour les politicologues, si payant pour les avocats et si déroutant pour nous tous.

Du côté francophone, on distingue à la fois une grande confiance dans le Québec — teintée par plus de circonspection et d'ouverture d'esprit qu'on ne le croit à l'extérieur — et une grande inquiétude des communautés francophones ailleurs au Canada.

Il y a une façon logique d'appréhender l'interdépendance des Québécois et de leurs frères et soeurs dispersés.

Un Québec culturellement fort n'est pas quelque «exigence nouvelle», comme certains le pensent, ni contraire au bilinguisme fédéral officiel. Le Québec et le bilinguisme fédéral — sans parler des quelques ser-

vices provinciaux bilingues en dehors du Québec — sont, et ont toujours été, les deux faces de la même médaille: l'instauration, dans la pratique , du fair-play au profit de tous les citoyens parlant nos deux grandes langues de travail, le français et l'anglais.

Le bilinguisme fédéral et la ruée des parents anglophones sur les programmes scolaires d'immersion en langue française contribuent tous deux, de façon complémentaire, à satisfaire l'aspiration bien naturelle des Québécois au respect, en sus de servir les intérêts propres des anglophones.

Mais c'est le Québec qui est au coeur de la question. Le Québec est la seule entité en Amérique du Nord où les francophones peuvent se sentir complètement libres, respectés et protégés. Là, parce qu'ils sont en majorité et contrôlent les institutions clés, ils peuvent défendre la saine prédominance de leur langue et de leur culture — celle-ci étant entendue au sens le plus large, englobant toutes les façons qu'ont les Québécois d'être eux-mêmes. Cela, ils le peuvent déjà dans une très large mesure à l'intérieur de la structure canadienne actuelle; et ils le pourront pleinement dans un Canada renouvelé.

À l'évidence, la vitalité des communautés francophones ailleurs au Canada ne dépend pas seulement de leurs propres efforts et de la compréhension des gouvernements provinciaux. Elle repose également sur les piliers jumeaux que sont la politique linguistique fédérale (même souffrant de défauts d'application réparables) et un Québec culturellement fort. Tous deux ont besoin de l'appui ferme et sans équivoque du gouvernement fédéral.

Il n'y a pas contradiction entre la force culturelle du Québec et le bilinguisme fédéral, et le choix ainsi présenté est faux. Les deux doivent aller de pair si l'on veut rendre justice dans notre pays aux deux communautés — anglophones du Québec y compris. À mesure que les Québécois et leur vingt millions d'alliés — souvent réticents et même parfois irascibles — du Canada anglophone comprendront mieux cette nécessité dans le contexte *nord-américain* global, je pense qu'ils se rejoindront plus souvent sur la même longueur d'onde. Et

c'est là le point de départ obligé de toute nouvelle entente durable.

Nous avions réservé une place de choix aux autochtones dans notre consultation. Nous avons prêté une oreille attentive au petit nombre d'entre eux que nous avons pu toucher et écouté respectueusement le silence des autres. Lui aussi nous a dit certaines choses que vous lirez dans ce rapport.

Je suis depuis longtemps convaincu que les Premières nations — loin de poser *seulement* un défi moral et un «problème» au Canada — doivent faire partie intégrante de toute solution.

Premièrement, elles peuvent nous aider à sentir cet immense territoire que nous partageons et nous apprendre à le respecter. Deuxièmement, les autochtones tendent à aborder les différends d'une manière plus consensuelle, moins conflictuelle, une approche que nos politiciens seraient bien inspirés de suivre. Enfin, avec leur culture riche et variée, les peuples autochtones peuvent inscrire notre vie et notre destinée au Canada dans une dimension spirituelle plus profonde.

En ce qui concerne la réforme constitutionnelle, j'exhorterai le gouvernement à reconsidérer son rejet d'une assemblée constituante, sous quelque forme que ce soit, ou d'un processus similaire qui permette aux citoyens de se sentir partie prenante à l'élaboration de la Constitution. Le gouvernement devrait, au contraire, encourager au sein du public un débat, sur la base d'une meilleure information des citoyens, concernant les avantages et les inconvénients de cette idée et les diverses formes concrètes qu'on pourrait lui donner. La forme retenue, quelle qu'elle soit, devrait être assortie de la garantie inviolable que ni le Québec, ni aucune région, puisse être écrasé par des votes majoritaires: un consensus extrêmement grand devrait être la règle impérative.

Nombre de Canadiens, particulièrement en dehors du Québec, s'interrogent sur tel ou tel aspect essentiel de cette approche, tout en la trouvant attrayante.

C'est aussi mon cas, estimant qu'on pourrait au moins, ainsi, cerner les principes d'une nouvelle constitution avant sa rédaction finale. Et cette méthode pour-

rait conférer à la loi fondamentale davantage de crédibilité que n'en permet le discrédit dont souffre le système politique actuel. Le seul fait, pour le gouvernement, d'annoncer que sa religion n'est pas faite, inviterait universitaires et journalistes à exposer aux citoyens tout l'éventail des arguments concrets qui militent pour ou contre une telle assemblée. De cette façon, les Canadiens pourraient soit épouser quelque variante de cette idée, soit l'écarter entièrement.

Je pense également que, si nous parvenons à élaborer une nouvelle constitution, elle devrait être soumise d'une façon ou d'une autre à la ratification du peuple. Une telle consultation pourrait prendre la forme d'un référendum, exigeant de fortes majorités d'avis favorable au Québec et dans toutes les régions; ou encore la forme d'un Forum des citoyens qui serait manifestement non-partisan et procéderait à une consultation plus complète. Deux mises en garde: un tel processus devrait être précédé par une négociation des plus exhaustives et être conçu de telle manière qu'il nous unisse plus qu'il ne nous divise.

Quelque variation sur le thème de l'assemblée constituante et de la ratification populaire de nos règles du jeu constitutionnelles semble nécessaire pour redonner au peuple le sentiment d'être maître de sa démocratie. Il lui sera alors beaucoup plus facile de faire confiance à un système politique qu'il a contribué à façonner et qui a sa large approbation, de même qu'aux élus qui le représentent en son sein.

Le Sénat. J'ai longtemps considéré la notion d'une assemblée législative non élue comme un affront à la démocratie. Le comportement scandaleux de certains sénateurs, ces dernières années, n'a pas seulement éclaboussé les nombreuses personnes de qualité qui siègent dans cette enceinte; il a ébranlé aussi la foi des Canadiens dans tout le régime politique. Je suis partisan d'une étude sérieuse de formules telles qu'un Sénat «triple E» (élu, efficace et à représentation égale) ou, peut-être mieux encore, quelque variante du *Bundesrat* allemand — chambre haute de type «Conseil des provinces» — dont les chefs de gouvernement provinciaux et leurs principaux ministres seraient membres d'office.

Une telle formule — qui n'est pas la seule possible — pourrait donner aux provinces beaucoup plus de poids auprès du gouvernement central, faciliter la coordination fédérale-provinciale des politiques, le tout au grand jour, avec des politiciens jouissant de la légitimité conférée par l'élection, débattant publiquement, au lieu de faire les choses dans l'ombre, entre eux ou par l'intermédiaire de leurs éminences grises. À défaut d'une réforme fondamentale, je pense, comme mes collègues, qu'il faut abolir le Sénat.

Les territoires du Nord. Le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest, très faiblement peuplés mais riches d'un potentiel presque inimaginable, restent notre dernière frontière. Il faut que la voix de leurs habitants soit mieux entendue à Ottawa et à la table des négociations constitutionnelles. Nous devons apprendre à mieux connaître les défis, le potentiel et la culture du Nord et faire en sorte que, dans l'imaginaire des Canadiens, le Nord devienne symbole d'unité. Notre pays, c'est l'hiver...

Pour ce qui est du premier ministre, je considère que notre consensus de la Partie II traduit insuffisamment la colère dont il est la cible et que la Partie III n'en analyse pas suffisamment les raisons, ni la signification. Je trouve que notre texte présume un peu trop facilement qu'être premier ministre et vilipendé vont de pair; et, de la même façon, il traite un peu trop allègrement le premier ministre comme juste un «politicien parmi d'autres» qui méritent des reproches.

Qui domine attire toujours la foudre, bien entendu. Et il est vrai que les Canadiens n'ont guère d'estime non plus pour les chefs de l'opposition, pas plus que pour la plupart des premiers ministres provinciaux.

Or, qui possède un grand pouvoir doit assumer la responsabilité de ce qu'il en fait. Et je pense que, du point de vue de la plupart des citoyens, notre rapport exonère un peu trop le premier ministre. Toujours est-il qu'aujourd'hui le pays le voue aux gémonies. Il se trouve que je le respecte bien plus que ne le font beaucoup d'autres, mais je considère néanmoins que notre version consensuelle minimise le mécontentement dont il est l'objet.

Cela dit, je me dois d'ajouter que le premier ministre — même lorsque la transparence de notre processus ne lui permettait plus d'ignorer que notre rapport s'en prendrait violemment à lui et à plusieurs de ses politiques — a tenu la parole qu'il m'avait donnée au début: ce rapport sera universellement distribué aux Canadiens sous plusieurs formes accessibles (voir nos versions radio et télévision, nos suppléments de presse insérés dans des journaux de tout le pays, notre rapport jeunesse et notre rapport en braille).

En ce qui concerne l'environnement, je suis partisan d'en faire l'une de nos grandes priorités nationales, en équilibre *raisonnable* avec les besoins économiques légitimes des Canadiens. Les politiques et mesures de contrôle devraient protéger les éléments vitaux que sont l'air et l'eau; les ressources renouvelables comme les forêts; les sites historiques; et les espèces menacées.

Nul ne peut douter que les Canadiens tiennent à leur société industrielle avancée et à leur haut niveau de vie, lesquels comportent certains coûts environnementaux. Mais les pouvoirs publics, à tous les niveaux, doivent mettre en oeuvre de meilleurs mécanismes de consultation afin de concilier économie et écologie. Étant donné la forte polarisation de l'opinion à cet égard, la sensibilisation du public à cette nécessité est essentielle.

Une dernière remarque sur le Forum lui-même. Le gouvernement a dû le constituer en catastrophe et lui a imposé une structure peu maniable. La tâche du Forum n'en a pas été facilitée et il en a éprouvé d'autant plus de mal à prendre ses distances par rapport au gouvernement.

L'automne dernier, la situation exigeait peut-être que le gouvernement lui mette le pied à l'étrier. Toutefois, idéalement, tout nouveau forum des citoyens devrait être créé, géré et financé par les citoyens eux-mêmes. L'idée d'un forum des citoyens sous administration gouvernementale est un non-sens.

Une impression personnelle, enfin, que je crois partagée par la plupart de mes collègues, sinon tous.

Ayant sillonné le pays dans tous les sens, arpenté l'asphalte des grandes villes et la terre des campagnes

les plus reculées, rencontré des gens de toutes origines et conditions, j'ai perçu chez les Canadiens une grande communauté de valeurs et d'idéaux.

Cette communauté ne connaît pas de frontière, puisqu'elle englobe aussi bien les Canadiens d'ascendance britannique que les Québécois et les autres francophones, les Canadiens d'autres origines, les autochtones. Tous, nous avons suffisamment en commun pour nous lier beaucoup plus fortement qu'aujourd'hui. Si l'on songe que la carte démographique du Canada, c'est le Chili posé horizontalement et parsemé d'îlots de population séparés par des centaines de kilomètres d'espace inhabité, cette communauté de valeurs et d'idéaux ne laisse pas de surprendre.

Quels sont ces valeurs et idéaux?

La liberté et la dignité dans la diversité, sans exclusive d'aucune culture ou race; une démocratie sourcilleuse; la solidarité sociale; une société ordonnée où l'on peut vivre en sécurité; un environnement propre; la notion, tacitement admise, de «Nord»; un rôle de pilier de la paix, plus indépendant, dans un monde toujours plus interdépendant; le désir d'aimer ce pays, un peu, beaucoup, passionément ou pas du tout. Ou comme le disait Yvon Deschamps dans un tout autre contexte: «n'importe où, n'importe quand, n'importe comment, n'importe combien».

Chaque province, chaque territoire a des allégeances et des intérêts propres à protéger, mais toutes et tous doivent être libres de le faire selon leurs réalités — que ce soient celles du Nord, de l'Ouest, de l'Atlantique, du Québec ou de l'Ontario.

Le Canada est en proie à des crises jumelles — l'une structurelle, l'autre, plus profonde et plus délicate, spirituelle.

Pour façonner un projet de société, il faut savoir conjuguer esprit et structure. Mais l'esprit — c'est-à-dire les idées, les idéaux, les rêves et la confiance partagés — aura raison à long terme de toute structure, aussi ingénieuse soit-elle.

La malédiction de notre système politique aura été de privilégier la structure encore et toujours — et l'on

s'étonne ensuite que nul n'ait vu autre chose dans le Canada que des formules d'amendement, des clauses dérogatoires et un essaim de bureaucrates cramponnés à leurs domaines réservés.

Nous sommes aujourd'hui plongés dans une crise spirituelle telle qu'il nous faut trouver, très vite, des structures nouvelles avec l'espoir qu'elles dureront très longtemps.

De l'écoute de milliers de Canadiens, dont certains se sentaient tellement aliénés qu'ils récusaient le nom même de Canadien, j'ai tiré quelques conclusions.

Les citoyens réclament qu'on les écoute d'abord, puis que les gouvernements gouvernent avec vision et courage, au lieu de le faire à coup de sondages d'opinion et de se livrer à des jeux partisans stériles; cette exigence renferme une contradiction que les bons politiciens sont payés pour résoudre.

Pour peu que nos dirigeants fassent preuve de bon sens, d'imagination, de générosité et de beaucoup de courage, proclament le cessez-le-feu dans leurs incessantes querelles de jurisdiction et tentent de construire pour nous une paix durable sur fond mondial, ils sauront donner forme pratique et équitable aux espoirs d'avenir de la plupart des Canadiens, quelles que soient les structures requises pour cela.

Nous tous — les citoyens comme les politiciens — devons faire notre part en prenant personnellement la responsabilité et l'initiative de poursuivre le dialogue entre tous les Canadiens.

Nous tous devons profiter de ce dialogue pour écouter, apprendre et, au besoin, faire ce qu'il y a de plus difficile au monde: changer d'avis.

Ce pays se meurt d'ignorance et de notre refus obstiné d'apprendre. Avec leur suffisance paresseuse et cynique, nos responsables n'ont que trop longtemps ridiculisé, avec les qualificatifs de «simplistes» et «naïves», les solutions pratiques évidentes à ces problèmes: des possibilités de voyages et d'échanges largement ouvertes, par exemple, et un meilleur enseignement d'un minimum d'histoire commune.

Deux hommes, dont la simplicité d'esprit et la naïveté n'échappent à personne, ont ainsi réussi ce tour de force de réconcilier les ennemis héréditaires qu'étaient la France et l'Allemagne. Ils s'appelaient Charles de Gaulle et Konrad Adenauer.

Seule une remise en cause courageuse dans une perspective mondiale, une nouvelle façon de penser à coeur et esprit ouverts, peuvent transmuer la crise actuelle en promesse d'avenir. Sachant combien les hommes répugnent à changer, connaissant le conservatisme traditionnel des Canadiens et les stéréotypes néfastes qui passent aujourd'hui pour la vérité, cette remise en cause ne sera pas chose facile, loin de là.

Mais ce pays en vaut la peine. Le monde entier le dit et la plupart des Canadiens le pensent.

Nombre d'entre nous avons abordé ce travail avec scepticisme: scepticisme quant à la mission, aux moyens, au résultat, aux autres commissaires. Nous n'étions pas tous convaincus que, même si nous faisions oeuvre utile, le gouvernement nous écouterait. Nous n'étions pas tous convaincus que, même si nous étions écoutés, un baume puisse être trouvé pour panser les plaies de notre société, ni qu'il soit possible de prévenir ce qui paraissait alors être l'éclatement inévitable du Canada.

J'arrive à la fin de notre part dans cette tâche — qui n'est que le commencement d'un commencement — nettement plus optimiste. Les centaines de milliers de citoyens qui ont investi dans le Forum leur temps et leur énergie, leurs idées et leur créativité, se sont avérés moins moroses, cyniques et fermés que nous le craignions. Leurs positions n'étaient pas aussi polarisées, leurs lignes de bataille n'étaient pas des tranchées.

Il reste beaucoup à faire et maintes difficultés à surmonter. Nous pensons que notre travail esquisse à tout le moins des orientations que la plupart des Canadiens veulent voir notre pays emprunter. Après tout, il y a place pour tout le monde dans ce canot mythique qu'est le Canada, pourvu que nous sachions rouvrir nos esprits et respecter la dignité des autres à travers leur différence.

Autre chose encore. Tout en conservant nos valeurs, nous devons chacun assumer une plus grande part de responsabilité pour notre bonheur personnel. Nous devons cesser d'attendre des politiciens et bureaucrates qu'ils satisfassent jusqu'à notre moindre caprice et nous livrent *toute* la marchandise sur le champ, de préférence sous emballage-cadeau.

Les suggestions du Forum visent à aider les politiciens à esquisser les choix difficiles qui feront ou déferont ce pays. Nous avons voulu, même au prix d'une douche froide de vérités désagréables, les aider à nous guérir en formulant une nouvelle stratégie d'espoir.

Je reste sceptique sur beaucoup de choses, mais pas sur le Canada. Je crois ce que les gens nous ont dit: nous pouvons tous survivre ensemble, ici, dans cette contrée inimaginable. Notre génie pour le compromis, qui a depuis longtemps fait ses preuves, peut et doit nous permettre — et nous permettra sans aucun doute — de nous adapter à des relations nouvelles entre nous, même d'une nouveauté étonnante.

Cette idée d'un Canada qui inspirerait l'humanité est magnifique. Elle mérite qu'on la défende avec beaucoup plus de flamme et de passion que n'en témoignent la majorité d'entre nous, même nos chefs politiques.

Le Canada a été, est, et sera toujours un défi de perspective. Trop souvent archipel d'envies et d'angoisses, nous oublions au milieu des querelles mesquines qui nous obsèdent combien la vision d'un Canada harmonieux reste consolante aux yeux du monde. Consolante et source d'inspiration.

Quelle somme d'énergie, d'imagination, d'honnêteté et d'amour gaspillons-nous, oublieux de ce que le Canada représente pour le monde. De quelles réalisations ne serions-nous pas capables, pour nous-mêmes, nos enfants, le monde entier, si nous savions saisir l'occasion de la crise morale dans laquelle nous sommes plongés aujourd'hui pour amorcer une renaissance spirituelle.

La prédiction de Sir Wilfrid Laurier annonçant que le XX^{e} siècle appartiendrait au Canada ne s'est réalisée que partiellement. Nous avons vécu pendant toutes ces

décennies une maturation pénible, de l'enfance innocente à une adolescence difficile, de l'adolescence à une jeune maturité inquiète. Pourvu que nous sachions raison garder, et viser le point de fuite de la perspective de nos problèmes, nous pouvons faire nôtre le XXI^{e} siècle en donnant le jour à une civilisation modèle — patrie mûre et accueillante pour l'humanité toute entière.

Si nous décidons de saisir cet idéal, nos compromis mal ficelés pourront décevoir certains qui aimeraient, souvent pour d'excellentes et saines raisons, brandir drapeaux et oriflammes. Nous nous devons d'abord de rester fidèles à qui nous sommes réellement. Et aussi à tout ce que nous avons en commun: nos coeurs battent davantage à l'unisson que nos oreilles n'osent l'entendre.

Un poète canadien, Patrick Anderson, a dit que le Canada est «le vent qui cherche un drapeau». Peut-être, un jour, si nous dominons nos peurs et apprenons à nous connaître comme de simples êtres humains, quelque brise du Nord trouvera notre drapeau — tous nos drapeaux — et nous rappellera cette élémentaire vérité: un pays commence et finit par son peuple.

K.S.

Un mot de remerciement

Ma gratitude est acquise à tous ces compagnons d'armes qui m'ont aidé à donner forme, vaille que vaille, à ce miracle improbable qu'a été le Forum: mes collègues qui, après de longs mois de travail et de débat sont parvenus à un consensus minimal sur lequel les politiciens pourront bâtir; notre personnel, qui a fait preuve d'un dévouement sans borne sous la férule bienveillante de notre directeur général, David Broadbent; nos animateurs et directeurs régionaux, moteurs de notre entreprise; et nos merveilleux bénévoles, personnification du service public. Je suis reconnaissant aussi aux Églises, aux groupes philantropiques et aux sociétés commerciales qui ont fait preuve de tant de générosité.

Mes remerciements les plus chaleureux et mon respect vont surtout aux centaines de milliers de Canadiens tout autre chose que 'moyens' — jeunes et moins jeunes, de toutes origines et opinions — qui ont contribué leurs idées et leurs rêves. C'est à vous, ainsi qu'à tous les citoyens du Canada, que ce rapport est dédié.

Partie I

Notre mission et nos méthodes

1. Le contexte

Le 1er novembre 1990, le gouvernement fédéral annonçait la création du Forum des citoyens sur l'avenir du Canada, lui donnant mission d'écouter les Canadiens pour savoir quel genre de pays ils souhaitent, pour eux-mêmes et pour leurs enfants.

Le premier ministre a décrit le Forum comme étant «un organisme indépendant, composé d'éminents Canadiens qui ouvriront un dialogue avec les gens de tout le pays et contribueront à susciter un nouveau consensus sur le Canada et son avenir collectif». Il a par ailleurs qualifié la situation au Canada d'"urgente" et le problème de «sérieux».

En 1982, le Parlement canadien et neuf assemblées législatives provinciales ont adopté la Loi constitutionnelle qui prévoyait le rapatriement de Grande-Bretagne de notre Constitution, le 17 avril 1982. La seule assemblée provinciale à avoir refusé son accord était celle du Québec. De nouvelles négociations aboutirent au projet de Loi constitutionnelle de 1987, qui traitait tout particulièrement des exigences du Québec, et qu'adoptèrent les 11 premiers ministres d'alors. Le Québec réintégrait le bercail, mais la nouvelle Loi constitutionnelle, appelée Accord du lac Meech, devait être ratifiée par le Parlement du Canada et par les dix assemblées législatives provinciales dans les trois ans. Or, le délai du 23 juin 1990 expira sans que l'on soit parvenu à obtenir l'approbation unanime nécessaire. Ce fut la fin.

Avec l'échec de l'Accord du lac Meech, les Québécois se sont sentis trahis et rejetés, personnellement, par ce qu'ils allaient dorénavant appeler, peut-être pour se démarquer davantage, «le reste du Canada». D'autres Canadiens se sont sentis impuissants, ignorés et abandonnés, isolés les uns des autres et dégoûtés par les décideurs en place.

Même si ce ne sont pas eux qui ont tué l'Accord, les peuples autochtones du Canada s'y sont opposés, en grande partie parce qu'on n'était pas parvenu à régler la question de l'autonomie gouvernementale des autochtones dans le cadre des quatre conférences des premiers ministres intervenues entre 1983 et 1987. Tout comme le Québec s'est senti trahi par l'échec de l'Ac-

cord du lac Meech, les autochtones se sont sentis trahis par le processus constitutionnel.

Au cours de l'été et l'automne 1990, les tensions suscitées par l'inaction et l'indifférence face aux revendications des autochtones ont atteint le point de rupture. De fâcheux incidents, sans précédent dans l'histoire récente du Canada, éclatèrent en divers endroits du pays, attirant ainsi l'attention, chez nous comme à l'étranger, sur la situation des autochtones du Canada.

2. La tâche

Ne disposant que de huit mois pour mener à bien son travail, le Forum s'est attaché à recueillir et à focaliser les idées des citoyens sur *leur* vision du pays et à favoriser le dialogue en réduisant la méfiance. Voilà quel était, en gros, notre mandat (dont le texte au complet figure à l'annexe A).

Nous avons dû reconnaître rapidement que nous n'avions ni le temps ni les compétences nécessaires pour faire une étude exhaustive du dossier autochtone, ce que nous avons alors expliqué au premier ministre, qui en a convenu.

Le Forum avait pour tâche d'amener les Canadiens à discuter entre eux des questions importantes auxquelles notre pays, tout perplexe qu'il est, se trouve confronté: un Québec en quête de nouveaux rapports avec le reste du Canada, doléances et aspirations des autochtones, langues officielles, diversité ethnique et culturelle, valeurs canadiennes fondamentales, économie et place du Canada dans le monde.

Le Forum a entamé ses travaux en posant la question suivante: «Voulons-nous tous continuer de vivre ensemble?» Et, dans l'affirmative, comment? Si les simples citoyens pouvaient contribuer activement à façonner l'avenir de leur pays, à quoi ressemblerait le Canada de leurs rêves?

Il n'allait pas s'agir d'une commission royale comme les autres. En effet, au lieu de demander aux citoyens de venir témoigner devant le Forum, le Forum allait partir à leur rencontre — dans leur salon et leur cuisine, dans des écoles et des universités, dans des sous-sols d'église et de temples, dans des fermes et des

réserves, dans des salles de conseil et des chambres de commerce, dans des clubs sportifs, dans des bureaux de syndicats, dans des parcs, dans des théâtres, et même dans des trains, des prisons et des centres d'accueil pour sans-abris.

Entre le coup d'envoi, donné le 1er novembre 1990, et la rédaction du présent rapport, promis pour le 1er juillet 1991, jour de la Fête du Canada, près de 400 000 Canadiens ont participé au Forum et plus de 300 000 élèves des niveaux élémentaire et secondaire ont participé au Forum des élèves. Aucune commission d'enquête canadienne n'avait jamais connu un taux de participation aussi élevé: discussions de groupes, appels à la ligne 1-800, mémoires, lettres et considérations personnelles auxquels il faut ajouter plusieurs milliers de travaux d'art réalisées pour le Forum, ainsi que de courtes pièces ou saynètes (dont quatre ont été jouées au Centre national des arts), quelques chansons et même plusieurs centaines de poèmes. Les participants ont presque tous parlé de leur expérience à leur famille, à leurs amis et à leurs collègues, et c'est ainsi que leur enthousiasme contagieux a été communiqué à un nombre incalculable de personnes.

3. Les outils

Pour que le processus de consultation soit aussi accessible que possible, le Forum avait décidé d'aller rencontrer les citoyens là où ils se sentiraient le plus à l'aise. Nous voulions rejoindre ceux et celles pour qui il n'aurait pas été facile de comparaître devant une commission royale traditionnelle. Cette fois-ci, nous tenions à ce que tous les Canadiens aient l'occasion de se faire entendre.

a) La «Boîte à idées»

Notre première initiative fut l'installation, en l'espace de six jours, d'une ligne téléphonique sans frais, la «Boîte à idées», avec un numéro pour les appels en français et un autre pour les appels en anglais, permettant aux Canadiens, où qu'ils soient, d'appeler pour poser des questions, formuler des avis et se défouler de leurs frustrations et griefs. La «Boîte à idées» nous a

aidés à prendre le pouls du pays et de nombreux interlocuteurs nous ont adressé des suggestions utiles pour la conduite de nos travaux.

Nous avons éprouvé, au début, quelques difficultés à répondre à tous les appels, ce qui irrita certains, mais le système fonctionna parfaitement après quelques mises au point. Cette «Boîte à idées» a fourni aux citoyens un moyen pratique d'entrer en contact avec le Forum; leurs propos rappelaient le ton enflammé des émissions de radio à lignes ouvertes, bien que dans les mois suivants, les téléphonistes, nantis d'une solide formation, aient été en mesure d'engager avec leurs interlocuteurs des discussions plus longues et plus constructives. Les téléphonistes rapportaient ce qu'ils ou elles entendaient sur des formulaires spéciaux à l'intention des analystes professionnels du Forum, qui les examinaient avec le même soin que les rapports des groupes de discussion.

Dans l'ensemble, ces conversations téléphoniques n'avaient ni la profondeur ni la vivacité des discussions de groupe, mais en dépit de ses faiblesses, ce mécanisme de communication immédiate avec le Forum, accessible à tous, a été grandement apprécié et nous permettait de confirmer les conclusions que nous tirions des discussions de groupe, des mémoires et des lettres.

Fin avril, au moment où nous avons dû fermer la «Boîte à idées», nous avions reçu 75 069 appels, certains brefs et d'autres ayant duré jusqu'à une demi-heure.

b) Les discussions de groupe

Très vite, nous avons élaboré des cahiers spéciaux à l'intention des groupes dans le but de faire du Forum une commission d'enquête populaire et personnalisée, du genre «faites-le-vous-même». C'était la pierre angulaire du processus. Ces cahiers proposaient des questions destinées à inciter les gens à prendre position et à réfléchir sur les enjeux et à favoriser des échanges francs et ouverts entre participants. Nous avions préalablement mis les questions à l'essai auprès de groupes de citoyens témoins, dont beaucoup avaient appelé la «Boîte à idées» pour offrir bénévolement leurs services. Au fil du temps, les questions sont devenues des points de discussion, remaniés de façon à être plus faciles à

cerner et à susciter davantage de réactions et de franchise.

Nous avons constitué une équipe d'animateurs spécialement formés qui se sont réunis une fin de semaine, début janvier, sur le campus enneigé de Trent University, à Peterborough, pour un stage de formation intensif et passionnant. Nous avions fait venir des experts pour parler aux animateurs des problèmes de langue, du dossier autochtone, du régionalisme, du multiculturalisme, de droit constitutionnel et d'économie. Ils ont également expliqué le processus du Forum et la manière de conduire une discussion de groupe. Nombre des anciens du «collège des animateurs» allaient devenir plus tard des coordonnateurs régionaux dans leur province ou territoire, et recruter et former d'autres animateurs et bénévoles. Nous avons ouvert aussi des petits bureaux régionaux dans toutes les provinces et territoires. À en juger d'après les rapports qui ont été renvoyés, si nombre de groupes de discussion ont eu recours aux animateurs du Forum spécialement formés, beaucoup d'autres se sont constitués spontanément, avec des animateurs choisis au sein du groupe ou sans animateur du tout. Bien des groupes n'ont pas trouvé le temps d'envoyer un rapport; c'est peut-être la discussion qui importait le plus à leurs yeux.

La toute première liste de points de discussion que nous avions proposée début janvier collait de très près à notre mandat officiel. Mais, comme nous l'avions prévu dès le départ, il nous a vite fallu la simplifier (à la mi-février) et l'adapter à la perception populaire des questions-clés. Au bout du compte, les citoyens n'en ont fait qu'à leur tête. Un grand nombre d'entre eux ont tenu à utiliser la première liste, plus complexe. D'autres ont écarté nos deux listes, désireux qu'ils étaient d'avoir une discussion sans contrainte aucune. Quelques-uns, et ce fut le cas à Pointe-de-l'Église, en Nouvelle-Écosse, ont balayé tous les documents préparés par le Forum pour les remplacer par des textes de leur cru, qu'ils préféraient.

Les citoyens nous ont vite fait savoir qui allait mener le bal. Les réunions se sont déroulées de façon très variable. Certains groupes étaient hésitants et peu loquaces au départ, d'autres démarraient tout de suite dans la colère et la confrontation. En revanche, dans la

quasi-totalité des cas, on assistait, au cours de la deuxième ou troisième heure, à des effusions de coeur, voilées ou bruyantes selon le cas. Les gens s'écoutaient, discutaient, parlaient du sujet ou en sortaient à leur guise, riaient souvent, pleuraient parfois. Ils discutaient d'abord poliment, puis plus franchement, mais toujours avec égards les uns pour les autres. Au terme de presque toutes les réunions, les participants se disaient soulagés, stimulés, reconnaissants, voire réjouis. Il s'agissait le plus souvent d'échanger des opinions et des idées, sans que l'on recherche nécessairement un consensus.

Toujours à l'issue de ces rencontres, l'animateur ou, dans la majorité des cas, le rapporteur élu par le groupe, était prié de remplir un rapport de groupe. Des analystes professionnels les examinaient méticuleusement en se reportant à une grille qui finit par comprendre plus de 2 000 mots-clés. D'autre part, chaque participant était libre de remplir un rapport individuel, ce que firent nombre d'entre eux. En plus d'analyser les deux catégories de rapports selon la méthode expliquée à l'annexe B, nous avons compilé et classé, selon 38 thèmes principaux, plusieurs milliers de citations dont celles figurant dans le présent rapport.

Le Forum a lancé un appel à de nombreuses organisations nationales: églises, clubs philantropiques, groupes de jeunes, associations professionnelles, syndicats, etc. En réponse, ces organisations ou leurs affiliés, nous demandèrent 10 839 cahiers de discussion pour distribution à leurs membres.

Plus de 150 organisations nationales importantes — multiculturelles, religieuses, philanthropiques et diverses — firent activement la promotion des groupes de discussion auprès de leurs membres. Les municipalités furent invitées à organiser des échanges avec des localités d'autres régions du pays. Près d'une vingtaine d'échanges ont ainsi été organisés pendant la durée du Forum.

Le Forum a ainsi pu, grâce au concours d'un certain nombre d'organismes nationaux et de municipalités, rejoindre des citoyens de toutes les couches de la société.

Dans le cadre du programme d'extension du Forum, on a organisé, sur plus de 42 campus d'universités et de

collèges, des discussions de groupe réunissant quelque 15 000 participants en tout. On a également organisé des «groupes homogènes» réunissant des personnes de régions différentes mais ayant des intérêts communs — ingénieurs et ingénieurs, agriculteurs et agriculteurs, résidents de petites localités du Québec et résidents de petites localités d'ailleurs au pays... Quelque 30 citoyens francophones de Saint-Boniface, de Vanier, de Québec et de Moncton ont participé à une discussion-conférence téléphonique. Enfin, des Canadiens en poste à l'étranger, d'autres établis aux États-Unis, en Europe, au Brésil, en Yougoslavie et au Japon, des employés de l'ACDI travaillant en Afrique et des étudiants canadiens inscrits à l'université d'Oxford, en Angleterre, se sont eux aussi réunis en groupes de discussion.

Le 31 mai 1991, date à laquelle nous avons cessé de compiler des statistiques afin de pouvoir préparer le rapport, nous savions que 7 681 discussions de groupe avaient été tenues, cela nous ayant été confirmé par les rapports de groupe des 180 667 participants à ces discussions et par les animateurs.

En revanche, comme nous l'avons déjà signalé, nous savons qu'un grand nombre de groupes n'ont jamais rédigé ni envoyé de rapport. D'après un sondage que nous avons mené dans les diverses régions, entre le quart et la moitié des groupes qui avaient reçu des cahiers de discussion ne les ont jamais renvoyés. Cela étant et s'appuyant sur les chiffres au 31 mai, on peut considérer que le nombre total de discussions de groupe dépasse les 13 000 et qu'environ 315 000 personnes y ont participé.

c) Lettres, mémoires et considérations personnelles

Les Canadiens désireux de s'épancher davantage ou de soumettre des explications plus détaillées nous ont fait parvenir 7 056 lettres et mémoires, dont plusieurs font une cinquantaine de pages et dont certains comportent des notes en bas de page. Tous sont réfléchis, témoignent d'un grand intérêt pour le sort du pays et sont en général touchants.

Le Forum a également préparé des cahiers spéciaux pour individus. Nous estimons que quelque 3 000 personnes ont choisi ce mode de participation.

d) Le Forum des élèves

Un forum distinct, le Forum des élèves, a permis aux jeunes, aux élèves des niveaux élémentaire et secondaire, de discuter de l'avenir de leur pays. (Leur rapport, intitulé *Les jeunes prennent la parole* est publié séparément.) Ils se sont servi des cahiers de discussion adaptés aux différents groupes d'âge qui avaient été conçus et distribués par la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants grâce à une aide financière consentie par le Forum. L'analyse de ces rapports, effectuée par quelque 249 bénévoles, a nécessité 4 607 heures de travail.

Les élèves du niveau élémentaire ont fait nombre de déclarations émouvantes, portant à réflexion, à leur aînés et les élèves du secondaire nous ont surpris par la sagesse et la profondeur de leurs propos.

Cette consultation spéciale de la jeunesse du pays, à laquelle le syndicat des enseignants du Québec n'a pas voulu participer, visait en tout premier lieu à respecter le droit des jeunes d'exprimer leurs opinions en tant que citoyens. Le processus avait toutefois également pour objet de les sensibiliser à la crise que vit le pays et de nous aider à mieux comprendre **leurs** préoccupations, notamment l'environnement, le rôle du Canada en tant que gardien de la paix dans le monde et la nécessité de faire preuve d'une plus grande tolérance.

Les participants au Forum des élèves nous ont fait parvenir plus de 20 000 dessins et collages exprimant avec force leurs sentiments à l'égard du Canada. Certaines ont été exposées au Musée canadien des civilisations pour marquer la parution du présent rapport et de celui des élèves.

Le 31 mai 1991, nous avions reçu des rapports de 4 575 classes, témoignant de la participation de 106 393 élèves.

Bon nombre de classes qui ont tenu des discussions ont omis de nous renvoyer leur rapport, comme ce fut le cas d'un nombre important de groupes de discussion d'adultes. Un sondage, mené par le Forum auprès des directeurs d'école et des enseignants, a révélé que le nombre de classes qui ont tenu des discussions mais qui n'ont pas envoyé de rapport est à peu près deux fois plus élevé que le nombre de classes qui nous l'ont re-

mis. Aussi, on estime que, d'après les statistiques arrêtées le 31 mai, plus de 13 000 classes, soit quelque 300 000 élèves, ont participé au Forum des élèves.

Soulignons au passage que de nombreux participants au Forum principal étaient eux aussi d'âge scolaire: ils étaient venus tout seuls ou avec leurs parents.

Les rapports du Forum des élèves ont été analysés en utilisant la même méthode et avec la même méticulosité que ceux du Forum principal. Toutefois les statistiques et les conclusions ont été consignées séparément afin d'éviter toute ambiguïté attribuable à la très grande fourchette d'âge des participants au Forum des élèves. (Voir l'annexe B pour une explication plus détaillée de la méthode d'analyse utilisée).

e) Autres formes de participation

Outre les 75 069 personnes qui ont appelé la «Boîte à idées», les 315 000 participants aux discussions de groupe, les 10 000 correspondants et les 300 000 élèves qui ont participé au Forum des élèves, bon nombre de Canadiens ont suivi sur place ou à la télévision les discussions de groupe du Forum ainsi que des conversations et des débats inspirés par celui-ci.

La première télé-tribune du Forum a eu lieu à Saint-Jean au Nouveau-Brunswick, lors du lancement officiel du Forum en janvier. Elle a mis en contact des participants réunis à Saint-Jean et des résidents de Montréal, Toronto, Calgary, Vancouver et Yellowknife. Après les deux télé-tribunes tenues en janvier et en février, la série a clôturé en mai avec quatre télé-tribunes axées sur des thèmes-clés. À l'occasion de chacune, on a assuré la liaison entre des participants de diverses régions du pays. Toutes les télé-tribunes ont été diffusées en direct en anglais et en français.

Même si ces forums télévisés, dotés de petits budgets et diffusés par câble par le «Réseau des citoyens», n'ont pas attiré les foules, elles ont incité beaucoup de citoyens installés chez eux, devant leur poste de télévision, à se poser de nouvelles questions et poussé nombre d'entre eux à participer directement à des discussions dans le cadre d'autres activités du Forum.

Malgré la guerre qui sévissait de l'autre côté de la planète, menaçant la paix mondiale et mobilisant nos forces armées, les travaux du Forum et l'avenir du

Canada ont occupé une place importante dans les actualités tout au long de cet hiver et de ce printemps de mécontentement.

4. L'analyse

Les indications provenant de toutes ces sources furent rassemblées dans la base de données nationale du Forum et passées en revue par une équipe d'analystes, avant d'être communiquées au public. Il importe de faire ressortir ici que le Forum des citoyens se voulait une consultation en profondeur et un dialogue — et non un sondage d'opinion. Les participants n'ont pas été choisis par un ordinateur selon la méthode d'échantillonnage aléatoire; ils sont venus parce qu'ils voulaient parler de leur pays et de l'avenir du Canada. Les analystes ont passé au crible un volume étonnant de propos, avec des techniques capables de capter les nuances tout en étant suffisamment flexibles pour s'adap-ter à la grande diversité des avis.

Lorsqu'arrivèrent les premiers rapports des groupes de discussion, les analystes codaient déjà les lettres et les mémoires selon une liste initiale de quelque 300 mots-clés caractérisant les vues exprimées par les citoyens. Cette liste finit par atteindre le nombre de 2 000 mots, ce qui signifie que ceux qui ont pris le temps d'écrire ont contribué à façonner l'outil d'analyse. Tous les rapports étaient lus. Plus de 35 p. 100 d'entre eux furent également analysés de façon détaillée au moyen de la grille de mots-clés. Sur la base de ces résultats, les analystes ont lu les 65 p. 100 de rapports restants, notant les similitudes et les différences et tout écart notable par rapport aux tendances établies, prélevant des milliers de citations susceptibles d'illustrer les thèmes du rapport.

Nous avons aussi lancé un programme de communication et de publicité. Une série d'annonces télévisées de 30 secondes, en anglais et en français, tournées par des acteurs bénévoles, a stimulé l'intérêt envers le Forum et la participation à ses activités. Au moment de cette campagne, les appels à la ligne «Boîte à idées» dépassèrent le chiffre de 2 000 par jour.

Le personnel du Forum a rédigé un document de travail sur l'état de ses travaux fin mars, résumant ce que les citoyens avaient dit entre le 13 janvier et le 10 mars. Ce texte, qui fit la une des journaux, décrivait la rage, le dé-senchantement et le désir de changement radical manifestés par les participants. Ce rapport valut au Forum le respect du grand public et assit sa crédibilité, apportant la preuve qu'il répercutait fidèlement ce que les citoyens lui disaient.

Le Forum s'est efforcé d'être aussi ouvert que possible, son président et ses commissaires sillonnant le pays d'un bout à l'autre, parfois seuls, parfois par équipes de deux ou trois. Ils expliquaient le processus aux participants, répondaient aux questions des journalistes, maintenaient le Forum dans les feux de l'actualité et assistaient aux discussions de groupe pour écouter et, parfois, contredire.

L'un des commissaires a suivi une discussion de groupe à l'Île-à-la-Crosse, un village perdu d'Indiens et de métis dans le nord de la Saskatchewan. Les gens étaient assis autour d'un feu, faisant passer, de main en main, une plume d'aigle à qui voulait prendre la parole. Ils ont parlé avec sincérité de leurs craintes et aspirations intimes et, à la fin de la discussion, ils ont lancé au commissaire de passage: «Va et dis-leur».

5. Le processus

On ne saura jamais exactement combien de personnes le Forum a touchées, et l'on ne jaugera jamais avec précision son impact sur le pays. Mais, cahin-caha, il a rempli sa mission.

La démarche fut honnête. Elle a abouti parce que les citoyens eux-mêmes l'ont *voulu*. Sauf chez les Québécois francophones et les autochtones, ils se sont emparés du processus.

Il convient de dire quelques mots des interlocuteurs du Forum. Nous avons bénéficié d'une excellente participation dans toutes les régions du Canada. Toutefois, il convient de signaler que celle des Québécois francophones a été moindre que nous l'espérions, plus faible en proportion que leur part de la population canadienne. Néanmoins, les quelque 45 000 Québécois qui ont parlé

au Forum (11, 2 p. 100 de l'ensemble de nos participants) représentent une masse considérable. Il est possible qu'au Québec, où la Commission Bélanger-Campeau concluait ses audiences au moment où nous entamions nos travaux, les citoyens ressentaient moins le besoin de venir s'exprimer au Forum que les autres Canadiens.

Nous avons été surpris par le nombre d'indépendantistes qui sont venus assister à nos réunions au Québec, pour poser des questions ou écouter. Ils étaient suffisamment intéressés pour participer; quelques-uns semblaient vouloir tâter le terrain, afin de voir d'un peu plus près si les aspirations du Québec pourraient être satisfaites dans le cadre de quelque nouvelle formule fédérale.

Nous n'avons pas eu non plus la participation d'autant d'autochtones que nous l'aurions souhaité. Ceux que nous avons touchés tendaient à se réunir entre eux, dans leur territoire. Nombre d'entre eux considéraient le Forum avec méfiance, comme on peut s'attendre de gens qui se sentent rejetés en marge, sans espoir réel que leurs griefs soient résolus.

Le Forum aurait facilement pu être un fiasco. Nous avons commis des erreurs. Au début, les commissaires se sont disputés sur les budgets, la stratégie, les méthodes et les priorités, puis allaient tout raconter en technicolor aux médias. Ce fut une gageure que d'amener à travailler en harmonie des fonctionnaires des professionnels créatifs, des commissaires et des bénévoles. Nous manquions de temps. Nous nous sommes heurtés aux barrières habituelles du climat et de la géographie. Même de réunir ensemble onze commissaires à temps partiel, qui avaient chacun d'autres responsabilités, n'était pas chose facile.

On nous a vilipendés, accusés de jeter l'argent par les fenêtres sans souci du contribuable aux prises avec une récession. Le comble fut d'être sommés de comparaître devant un comité parlementaire, à mi-mandat, pour répondre de hauts crimes... ou du moins de hautes dépenses. Nous nous sommes heurtés au cynisme tenace de ceux qui voyaient en nous les valets d'un gouvernement impopulaire. Dans les premiers temps, nous avons eu à faire face à une vague de méfiance et de colère englobant les politiciens, les gouvernements, les

fonctionnaires et les médias, et nous avons eu l'impression d'être devenus le déversoir instantané de toutes les frustrations.

Au cours des premières semaines, alors que nous improvisions au fur et à mesure, nous avons été en butte à une presse hostile, incompréhensive, déroutée par les méthodes non orthodoxes, parfois expérimentales, du Forum. On nous a critiqués lorsque les journalistes ont été exclus de certains groupes de discussion, alors que le processus garantissait expressément aux citoyens le droit de se réunir hors de leur présence. La plupart des groupes étaient ravis que les médias couvrent leurs débats, mais quelques-uns ont opté pour une discussion en privé, dans l'intimité. Les activités du Forum n'étaient pas pour les médias un sujet facile à couvrir.

Le cadre dans lequel s'inscrivait notre processus de consultation est donné par le nom même du Forum des citoyens sur l'avenir du Canada. Il s'agissait là d'une tentative, jamais encore vue, d'entrer en communication avec les masses et il nous a fallu inventer pour cela des méthodes originales.

La pièce maîtresse du processus était le groupe de discussion. Souvent, les contributions les plus émouvantes étaient le fait de personnes qui restent d'habitude cantonnées en silence dans la dernière rangée d'une grande salle. La plupart des débats réunissaient de six à vingt personnes et duraient environ trois heures, encore que certains groupes aient persévéré toute une fin de semaine. Nombres d'entre eux ont décidé spontanément de se réunir de nouveau, et presque tous ont débouché sur la formation d'autres encore, en une espèce de génération spontanée.

À Winnipeg, une discussion dans une école de malentendants s'est déroulée entièrement, et avec flamme, en langage gestuel. À Ottawa, des groupes ont réuni des aveugles, et un autre des athlètes olympiques. À Prince-Albert, en Saskatchewan, les anciens d'une réserve voisine se sont joints aux pensionnaires d'un foyer de personnes âgées pour une discussion qui a rassemblé 40 participants.

Une liaison radio, établie à partir de Sioux Lookout, en Ontario, a mis en communication les autochtones de quatre villages isolés pour une discussion des textes du

Forum qui avaient été traduits en langue crie et ojibway. À Vancouver, il y eut des discussions de groupe entre sans-abri. Il y en a eu entre pêcheurs à Terre-Neuve, entre indépendantistes au Québec, entre Acadiens au Nouveau-Brunswick, entre Inuit à Resolute et même entre journalistes de la presse écrite.

Plusieurs stations de télévision et de radio, dont la chaîne YTV, spécialisée dans les émissions pour les jeunes, ont tenu leur propre forum sur les ondes. Le magazine *Canadian Living* a consacré tout un numéro à une discussion de groupe entre Canadiens, originaires de toute les régions du pays, établis à Toronto. En mars, à Miami, au Manitoba, des agriculteurs rassemblés aux premières heures de la matinée, dont beaucoup au bord de la faillite, ont mis de côté leurs préoccupations locales pour discuter des grands problèmes de l'avenir du Canada. Les sources de sagesse plus traditionnelles n'ont pas été ignorées non plus: nous avons bénéficié des avis de gens d'affaires et d'universitaires, individuellement et par le biais d'organisations telles que les chambres de commerce.

Le processus du Forum n'a cessé d'évoluer et de s'affiner. Les citoyens ont trouvé de meilleures façons de faire. Ainsi, des maires proclamèrent des «Journées du Forum des citoyens» à l'exemple de Brandon (au Manitoba) où 472 personnes sont venues se réunir en groupes. Dans ces grands rassemblements, qui ont vu siéger jusqu'à 40 groupes individuels, les participants se retrouvaient en séance plénière à la fin de leurs délibérations, les porte-parole de chaque table résumant ses conclusions.

Vers la fin de la phase de consultation, en avril, le Forum organisa un programme d'échanges, des Québécois se rendant par train de Montréal à Toronto et des Ontariens faisant le chemin inverse à bord de wagons spéciaux. Les voyageurs y participaient à des discussions de groupe pendant le trajet et étaient accueillis à leur arrivée par des particuliers qui les hébergeaient. Il y eut des échanges similaires entre des habitants de Wainwright, en Alberta, et de Marieville au Québec, et entre la ville de Waterloo en Ontario et la ville de Waterloo au Québec.

Les discussions de groupe attiraient toutes sortes de gens. On y a vu, bien sûr, certains lobbyistes et prê-

cheurs pour leur paroisse, dont les préoccupations étroites ne tardaient pas à céder la place à des interrogations plus grandes. Mais le processus encourageait principalement les spontanés et les inorganisés — tous les «non-officiels» ou les «non-représentatifs».

Le caractère intime des groupes clouait habituellement le bec aux parleurs professionnels. Certes, ils avaient leur tour de parole, comme tout le monde, mais le rythme et la dynamique du groupe parvenaient à les contenir, à couper l'herbe sous le pied des plus bavards et à instaurer un équilibre fertile.

Les anecdotes qui mériteraient d'être contées sont innombrables.

Quelques jours après le lancement officiel au Nouveau-Brunswick, en janvier, le président et les commissaires entreprirent un «blitz» dans les Maritimes, assistant à des discussions de groupe à Saint-Jean, Truro, St-Andrews, Edmunston, Sydney, Antigonish, Charlottetown, Campbellton, Fredericton, Amherst, Bridgewater, Moncton, Caraquet et Halifax. Les choses se passèrent bien presque partout, mais n'allèrent pas sans malentendus ni confusion.

Ainsi, plus d'une centaine de personnes se présentèrent dans un auditorium d'école pour une session du Forum qui avait été annoncée à la radio comme une discussion de groupe ouverte à 15 participants. La notion de la discussion de groupe n'était pas encore bien comprise et certaines personnes pensèrent qu'on voulait les exclure d'une «audience» officielle de commission royale. Elles ne cachèrent pas leur mécontentement — à la grande joie des journalistes de la télévision.

Heureusement, il y avait sur place suffisamment d'animateurs formés pour accueillir la foule. Ils emmenèrent cinq groupes dans différentes salles de classe pour y discuter, ce qui supposait pour certains une longue marche à pied vers des bâtiments voisins, par un vent glacial. Le groupe qui resta dans l'auditorium exigea d'avoir son «audience de commission royale» et, l'un après l'autre, ses membres montèrent sur scène pour y prononcer leurs discours, dont certains furent présentés au Forum à titre de mémoire officiel. Ceux qui restèrent après les discours formèrent leur propre groupe de discussion. Deux heures plus tard, chacun

rentra chez soi emportant un cahier du Forum, prêt à organiser d'autres discussions de groupe.

À Toronto, une bénévole se proposa de réunir et d'animer autant de groupes de discussion qu'elle comptait d'années. Mission accomplie: Mme Vera Reed, 74 ans, anima 77 groupes dans son appartement, la plupart composés de personnes âgées.

Début avril, à Drayton Valley, en Alberta, un homme se présenta au Forum pour rendre ses médailles de guerre, qu'il avait amenées avec lui. Pourquoi? Parce qu'il avait maintenant honte d'être Canadien, de voir se déchirer le pays pour lequel il avait combattu. Il s'appelait Les Scribner, était âgé de 72 ans et se souvenait comment un camarade canadien-français lui avait sauvé la vie, avant de périr en mer. Il lança: «Heureusement qu'il ne peut voir que je dois renoncer maintenant à ma fierté. Notre pays est une maison divisée, au bord de la rupture. Je suis venu remettre mes décorations à ce Forum. Elles n'ont plus de sens, si le Canada cesse d'être un». L'auditoire lui fit une ovation et insista pour qu'il garde ses médailles.

Aussi riches et fascinantes — et importantes — qu'aient été les discussions, les rapports soumis au Forum qui en résultaient capturaient rarement l'intensité, la vivacité, l'esprit et la saveur des échanges. La place allouée dans les formulaires de rapport ne permettait pas toujours de communiquer l'essence d'un débat de trois heures. Ainsi que nous l'avons vu, tous les groupes ne nous ont pas retourné les formulaires de rapport. À certains le débat face à face avait suffi, d'autres pensaient peut-être que les rapports étaient une perte de temps.

De façon générale, nous aurions souhaité trouver et mettre en oeuvre à grande échelle de meilleurs moyens de rectifier les manques d'information flagrants. Et nous aurions voulu susciter des échanges de vue, une éducation réciproque, de plus grande envergure encore.

Enfin, nous devons reconnaître que nous n'avons pas fait un aussi bon travail que nous l'aurions souhaité. Nous avons cherché à approfondir le dialogue en soumettant aux groupes des points de discussion objectifs et concis mais, à part quelques excellentes expériences en Colombie-Britannique, nous n'avons généralement pas pu transmettre aux décideurs les vues des

participants. Le temps nous a tout simplement manqué. Le besoin du public, au début, de donner voix à sa colère, les rumeurs de scandale et le scepticisme général à notre endroit ont amputé notre calendrier de consultation de précieuses semaines.

Il faut bien comprendre une chose, en ce qui concerne notre méthode d'analyse. Notre consultation n'était pas un sondage d'opinion. Elle a mis en jeu plus de 400 000 personnes — 400 000 personnes qui se souciaient suffisamment de l'avenir du Canada pour faire l'effort de participer. Notre base de données n'a pas été scientifiquement établie, en ce sens que l'échantillon n'était pas aléatoire, mais elle a été scientifiquement analysée. Est-ce que les opinions d'un échantillon de Canadiens pris au hasard sont plus utiles que celles de participants actifs à une consultation? Au public de juger.

Et nous devons reconnaître que, sur bien des points, nos participants ne sont parvenus à aucun consensus. Mais ils sont d'accord sur un nombre surprenant d'idées fondamentales. Ce sont ces points de convergence et de divergence qui forment la base de notre rapport.

6. L'impact

Nous avons entendu réclamer le changement, nous avons entendu exhorter au maintien de notre réputation durement gagnée d'être l'un des meilleurs pays au monde — dont les attributs se déclinent liberté, ordre, tolérance, hospitalité, paix, beauté. Et l'on nous a dit encore et encore que nous pouvons faire mieux. Le cri le plus souvent entendu, un cri du coeur, est l'exigence d'une plus grande participation des Canadiens ordinaires au gouvernement de leur pays. Leur colère et leur frustration sont évidentes et elles sont dangereuses.

Le Forum a été un catalyseur, mettant les gens en présence, toutes catégories sociales confondues, et les écoutant. Sa démarche a été une sorte de thérapie collective, où les citoyens pouvaient se défouler. Les participants voyaient leurs opinions bousculées, ébranlées, confirmées ou modifiées. Habituellement, ils en sortaient avec la soif d'en apprendre davantage sur leur

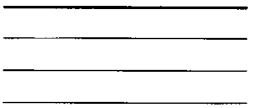
pays, sur les Canadiens éloignés, leurs voisins et eux-mêmes. À tout le moins, ils ont redécouvert le plaisir d'une bonne conversation.

Le processus multidimensionnel du Forum fut comme un film, un film d'aventures épiques. Les avis exprimés dans les groupes de discussion du Forum n'étaient pas ceux de personnes répondant à un coup de téléphone surprise, entre la salle à manger et la cuisine, où on leur demandait de répondre à un questionnaire; les participants arrêtaient leur position après plusieurs heures de dialogue animé et une longue réflexion. En dépit de tous ses faux pas et de ses erreurs, le Forum a peut-être bien réinventé l'art de consulter les citoyens sur les grandes questions qui façonnent leur vie et leur avenir.

Il a aussi produit des résultats tangibles, qui découlent directement et indirectement de la lame de fond activée par les citoyens. Ainsi le gouvernement fédéral a annoncé la création d'une commission royale sur les affaires autochtones, que d'aucuns réclamaient certes depuis longtemps; on a pu lire dans le discours du trône du mois dernier que «le caractère unique du Québec doit être affirmé, comme doivent être reconnus les intérêts particuliers de l'Ouest, des provinces de l'Atlantique, de l'Ontario, du Nord et des Canadiens autochtones»; qu'il convient de «légiférer pour permettre aux Canadiens et aux Canadiennes de participer davantage à la réforme constitutionnelle»; de «changer la façon dont le Parlement fonctionne et dont les gouvernements mènent leurs affaires»; que l'heure est maintenant venue de surmonter l'antagonisme, l'apathie et l'incompréhension qui sapent l'unité canadienne.

Le Forum des citoyens sur l'avenir du Canada fut une entreprise sans précédent. Il a suscité de grandes attentes, et peut-être une soif nouvelle de dialogue. En ce sens, le processus *était* le rapport.

Partie II



Ce que nous avons entendu

1. Introduction

Nous tenterons, dans cette partie, de rendre justice aux centaines de milliers de Canadiens qui se sont exprimés au cours de nos travaux. Pour le faire parfaitement pour donner à saisir l'avalanche d'avis qui nous ont été communiqués, il nous faudrait des milliers de pages. Mais nous espérons que les participants au Forum se reconnaîtront dans ce condensé. Nous essayerons d'isoler les points de convergence dans ce que nous avons entendu à travers le pays, sans taire les divergences qui se manifestent entre les participants.

Pour faciliter la lecture et la compréhension du texte, nous omettons d'y inscrire des données chiffrées sur les opinions des citoyens. Une série de tableaux statistiques à l'appui des vues exprimées sur les principaux sujets figure à l'annexe B.

«... vous ne pourrez pas dire que les gens s'en fichent.»

Nous voulons donner acte de la confiance que nous ont manifestée les participants au Forum et espérons traduire fidèlement dans cette partie du rapport la passion et l'éloquence qu'ils ont mis à exprimer leurs espoirs et leurs craintes sur l'avenir du Canada.

2. Les principaux enjeux

Les animateurs des groupes de discussion du Forum, s'inspirant de notre guide de discussion, commençaient généralement par demander quels étaient les grands problèmes auxquels le Canada serait confronté dans les années à venir. Nous leur avions suggéré de procéder ainsi afin que notre rapport puisse refléter fidèlement les préoccupations réelles des Canadiens au lieu de nous cantonner aux seuls sujets mentionnés dans notre énoncé de mission.

«Nous l'aimons, notre pays, et croyons qu'il est grand temps d'intervenir vigoureusement pour qu'il puisse guérir de ses maux.»

Un certain nombre de thèmes se dégagent des rapports des groupes de discussion, ainsi que des lettres, mémoires et appels téléphoniques que nous avons reçus. Nous passerons en revue, de façon détaillée, ceux qui revenaient le plus souvent, à savoir:

a) l'identité et les valeurs canadiennes
b) le Québec et l'unité canadienne
c) les langues officielles
d) la question autochtone
e) la diversité culturelle

f) l'économie du Canada
f) la responsabilité des leaders et la démocratie participative.

Il y a une trame commune à ces différents thèmes qui apparaissent, dans une large mesure, inséparables les uns des autres. En effet, les problèmes liés au leadership et à la démocratie colorent la manière dont les citoyens envisagent les solutions aux autres difficultés et leur degré d'optimisme sur le plan économique; les préoccupations relatives à l'intégration culturelle influencent la perception de la question autochtone, des langues officielles et du multiculturalisme; les valeurs canadiennes, notre image de nous-mêmes, ne sont pas sans infléchir la manière dont les citoyens voient les problèmes et les solutions dans tous les domaines de la vie sociale. Il importera, à la lecture de ce qui suit, de ne pas perdre de vue cette interdépendance.

De manière générale, les points de vue que nous avons entendus sur les grands enjeux devant lesquels notre pays se trouve aujourd'hui placé trahissent une profonde anxiété. L'impression d'urgence ressentie par les participants face à ces problèmes, et leur crainte que les dirigeants politiques s'avèrent incapables de les résoudre, étaient souvent palpables. Les Canadiens qui ont parlé au Forum tiennent à ce que leurs dirigeants connaissent leurs préoccupations et saisissent bien les solutions qu'ils préconisent — solutions qui sont l'expression de valeurs canadiennes profondément ancrées et auxquelles ils sont attachés.

3. L'identité et les valeurs canadiennes

«Ce sont des valeurs ... qui peuvent définir le Canada.»

Les citoyens qui se sont adressés au Forum se sont longuement arrêtés sur ce que cela représente à leurs yeux que d'être Canadien. Ce faisant, ils ont esquissé une conception de l'identité nationale et un ensemble de valeurs canadiennes fondamentales qu'ils voudraient voir gouverner notre vie personnelle aussi bien que politique et sociale. Certaines de ces valeurs nous ont été présentées comme des caractéristiques propres; d'autres sont définies par référence à nos voisins américains: nous sommes, comparativement, "davantage ceci" et "moins cela" que les Américains. Quelle que soit la manière

dont ils formulent leurs valeurs et leur sentiment d'identité, il est évident que les participants au Forum ressentent avec force l'existence d'une identité canadienne propre qui nous distingue en tant que peuple, non seulement des Américains mais aussi de toutes les autres nationalités. Dans le chapitre ci-après nous ferons le bilan de nos particularités, telles que les perçoivent les Canadiens qui se sont adressés à nous.

Les valeurs canadiennes

Nombre de Canadiens ont dépeint avec éloquence au Forum, de vive voix ou par écrit, les valeurs fondamentales qu'ils jugent être les éléments essentiels de la société canadienne. Certains en privilégiaient une ou deux; d'autres brossaient un tableau complet de la société à laquelle ils aspirent, tel ce participant qui a dit: *«"La paix, l'ordre et le bon gouvernement" ne sont plus des valeurs appropriées pour le Canada. L'égalité civique et sociale, le respect des différences, la quête de la paix, le respect de l'environnement et l'état de citoyen du monde, ce sont là des valeurs mieux faites pour le Canada d'aujourd'hui et de demain. Ce sont des valeurs que chacun peut faire siennes et respecter, quelle que soit sa région, sa langue, sa culture, sa situation économique et sociale, des valeurs qui peuvent définir le Canada» (tr.).* Un certain nombre d'interlocuteurs nous ont parlé spécifiquement de l'importance de valeurs communes pour l'édification d'une nation: *«Le Canada est certainement viable et mérite d'être préservé sous des formes nouvelles et avec des valeurs communes réaffirmées. Nous pouvons devenir, aux yeux du monde et de nous-mêmes, un modèle de société que le pluralisme linguistique et culturel n'empêche pas de fonctionner harmonieusement» (tr.).*

«Nous pouvons devenir ... un modèle de société que le pluralisme linguistique et culturel n'empêche pas de fonctionner harmonieusement.»

Voici la liste des valeurs fondamentales de la société canadienne, telles qu'elles se dégagent très nettement des vues exprimées par les participants de toutes les régions du Canada:

a) Pour l'égalité et l'équité, base d'une société démocratique

L'un des messages qui nous est parvenu le plus clairement, c'est que l'égalité et l'équité doivent être les principes directeurs de notre société.

Un groupe de Terre-Neuve nous a dit: *«Nous croyons que la plupart des Canadiens veulent une société qui...protège les intérêts nationaux tout en garantissant les droits individuels... qui protège les libertés, de telle façon que les individus puissent vivre comme ils l'entendent aussi longtemps qu'ils n'empiètent pas sur les droits des autres...qui protège le droit de tous les Canadiens d'être traités de façon juste et équitable: les femmes, les minorités ethniques, les divers groupes linguistiques, les autochtones, les différentes religions, etc...» (tr.).*

«L'espoir que je nourris ... c'est de voir un pays ... où chaque personne est assurée de posséder les mêmes chances...»

Il faut, nous disent les citoyens, préserver soigneusement l'équilibre entre les droits individuels et les droits collectifs. L'égalité et la justice ne sont pas incompatibles avec la tolérance et l'accommodement, bien au contraire, ainsi que nous l'a déclaré un habitant de Colombie-Britannique: *«L'espoir que je nourris pour le Canada...c'est de voir un pays où les gens se sentent à l'aise les uns avec les autres, sont tolérants et compréhensifs envers autrui, où chaque personne est assurée de posséder les mêmes chances, responsabilités et privilèges» (tr.).* Certains estiment que la balance entre droits individuels et droits collectifs penche en faveur de la protection des droits des groupes minoritaires: ainsi, un groupe de discussion ontarien nous a dit: *«Nous apprécions la liberté religieuse... nous respectons la culture des autres, mais nous ne voulons pas qu'on nous l'impose, comme dans le cas des uniformes de la GRC» (tr.).* Un autre, au Manitoba, a estimé: *«Les minorités ont le droit de s'exprimer, mais la majorité doit prévaloir» (tr.).*

«Les minorités ont le droit de s'exprimer, mais la majorité doit prévaloir.»

C'est particulièrement dans le contexte de la question autochtone que s'exprime l'attachement à la notion de justice pour tous. Les participants nous ont dit, à maintes et maintes reprises, que nous avons traité injustement nos peuples autochtones et cette inéquité — contraire à l'un de nos principes fondamentaux — amène les participants à la conclusion quasi unanime

qu'il faut réparer les torts du passé. *«Les autochtones ont été traités injustement par le passé, l'assimilation n'est pas une solution» (tr.)*, nous a indiqué un groupe de discussion en Ontario. Un autre, à Penticton, en Colombie-Britannique, a joint sa voix à celle de beaucoup d'autres dans le pays pour estimer: *«Les autochtones n'ont pas été traités avec justice...» (tr.).*

Aux yeux des citoyens qui nous ont parlé, les principes de justice et d'équité ne s'arrêtent pas aux individus et groupes de la société, mais doivent englober également les provinces. Nous en reparlerons plus en détail dans la partie du rapport concernant le Québec et l'unité canadienne, mais il vaut la peine de le relever ici, car c'est à la lumière de cette même valeur fondamentale que les participants jugent la solution aux aspirations du Québec dans le contexte d'une fédération juste et égalitaire. *«Nous n'admettons pas qu'une province réclame plus que sa juste part» (tr.)*, nous a dit un groupe de discussion au Nouveau-Brunswick, résumant ainsi l'opinion de la vaste majorité des participants à ce sujet.

«Nous n'admettons pas qu'une province réclame plus que sa juste part.»

Les citoyens qui se sont adressés au Forum connaissent l'importance de la notion de démocratie et y sont profondément attachés. Un participant de l'Ontario a défini ainsi la démocratie canadienne: *«La démocratie signifie un consensus continu entre tous les habitants du Canada; un dialogue entre tous afin que nous apprenions à nous connaître le mieux possible...nous devons atteindre à l'égalité des êtres humains dans notre vie quotidienne, par le pardon et la compréhension. Nous n'avons pas encore renoncé et devons appliquer notre intelligence collective à trouver des solutions et non à créer d'autres problèmes encore» (tr.).*

«Nous devons atteindre à l'égalité des êtres humains...»

b) Pour la consultation et le dialogue

Nous nous considérons comme un peuple qui règle ses différends de manière pacifique et à l'amiable, plutôt que par la confrontation: nous privilégions la consultation et le dialogue comme moyens de parvenir à des règlements consensuels. Les participants n'attendent pas seulement des gouvernants qu'ils se comportent ainsi: ils pensent aussi que nombre des difficultés que connaît le pays pourraient être réduites ou éliminées par un meilleur dialogue entre Canadiens. Un étudiant d'Ottawa nous a dit, déplorant le manque de dialogue entre

«Ce n'est pas parce que nous érigeons des barrières que les gens sont différents...»

Canadiens francophones et anglophones: *«Nous dressons des cages et disons que ceci est une culture, et cela est une culture. Ce n'est pas parce que nous érigeons des barrières que les gens sont différents de part et d'autre» (tr.).*

Beaucoup considèrent que tous les Canadiens doivent travailler main dans la main au règlement de nos problèmes, qu'il faut améliorer la communication entre tous pour remédier à l'incompréhension apparente qui existe entre les divers groupes, régions ou provinces. Ce point de vue a été exprimé avec plus de conviction encore par les participants au Forum des élèves que par les adultes: et nombre de jeunes aspirent à un pays plus harmonieux que celui que nous connaissons actuellement. Un élève de cycle intermédiaire, au Manitoba, nous a dit: *«Si, dans dix ans, un étranger en visite au Canada me demandait pourquoi mon pays est connu, j'aimerais pouvoir répondre..."je pense que le Canada est célèbre pour ses relations pacifiques, à l'intérieur comme à l'extérieur"» (tr.).*

«Je pense que le Canada est célèbre pour ses relations pacifiques, à l'intérieur comme à l'extérieur.»

À cet égard, un nombre considérable d'adultes et de jeunes pensent qu'il faudrait largement intensifier les programmes d'échanges entre Canadiens de toutes les régions et de tous âges. En particulier, les participants au Forum des élèves sont très attachés à la consultation et au dialogue comme moyens de résoudre les différends et très favorables à l'idée de meilleures possibilités d'échanges. Une pétition portant 3 982 signatures de jeunes de 11 à 19 ans (comprenant aussi un petit nombre de parents et d'enseignants), réunies par la Société éducative de visites et d'échanges au Canada (SEVEC), préconise que l'on organise des échanges entre jeunes Canadiens, que chacun apprenne la langue et découvre la culture de l'autre afin de promouvoir le respect, la compréhension et la tolérance. D'autres se font l'écho de la même revendication:

«... le gouvernement a subventionné mon voyage scolaire au Québec... Je suis rentré et j'ai appris le français...»

Un élève de Vancouver, âgé de 16 ans, en visite d'échange à Québec: *«Il est vraiment important d'avoir des programmes d'échanges car le meilleur moment pour apprendre une langue, c'est quand on est jeune. Et ce sont deux cultures différentes. Une fois qu'on*

passe un certain temps ici, on commence à parler à soi-même en français et à rêver en français...» (tr.).

Un Torontois originaire de Terre-Neuve: «*Lorsque j'étais enfant, le gouvernement a subventionné mon voyage scolaire au Québec. Je n'étais jamais sorti de la province. C'était comme d'aller en Italie. Je suis rentré et j'ai appris le français. J'ai conservé les amis que je me suis faits là-bas. N'est-ce pas là ce que nous attendons de ce pays?» (tr.).*

Un autre point de vue exprimé souvent, et avec ferveur, c'est que l'on a trop négligé d'amener les Canadiens à mieux se connaître et se comprendre. Les citoyens ont déploré tant et plus leur manque de connaissances et d'informations fiables concernant leur histoire, leur pays et leurs concitoyens des autres régions ou des autres groupes culturels. Ils en tiennent largement responsables le système éducatif et les médias.

En traitant de questions telles que la place du Québec dans la Confédération, notre histoire et notre système politique, ou le règlement des revendications autochtones, les participants ont souvent reproché au système éducatif de ne pas les avoir dotés d'une connaissance suffisante de notre histoire et de notre évolution culturelle. «*Nos manuels et vidéos scolaires passent sous silence les apports des divers groupes ethniques» (tr.)*, nous a dit un groupe de Toronto, en Ontario. «*Je suis atterré de constater l'ignorance de notre histoire qui sévit chez beaucoup de nos adolescents» (tr.)*, a dit un autre participant. «*Comment les gens pourraient-ils éprouver fierté et loyauté à l'égard de quelque chose qu'ils connaissent si mal?» (tr.).* Les élèves, eux aussi, ont indiqué qu'il faudrait prêter davantage attention à ces aspects. Nombre de participants, particulièrement en dehors du Québec, ont exprimé le souhait d'un programme national d'enseignement de l'histoire canadienne, ou d'une norme éducative nationale en général, tel ce groupe de Haileybury, en Ontario, qui estime: «*Il faut une même norme éducative pour tout le Canada — un système scolaire public mettant l'accent sur le patriotisme, les droits civiques moraux et la tolérance due aux autres groupes*

«Comment les gens pourraient-ils éprouver fierté et loyauté à l'égard de quelque chose qu'ils connaissent si mal?»

«Il faudrait faire de l'instruction civique une matière principale dans nos écoles.»

raciaux» (tr.). Un correspondant sur la ligne 1-800 du Forum a résumé la pensée de beaucoup d'autres en disant: *«Il faudrait faire de l'instruction civique une matière principale dans nos écoles. Il faut cultiver et perpétuer les traditions canadiennes» (tr.).*

Les protestations ont également été nombreuses contre les coupures budgétaires opérées dans les programmes qui contribuent à une meilleure compréhension. L'ancien programme Katimavik a été cité en exemple à cet égard: *«Peu de Canadiens connaissent le Canada d'une côte à l'autre, et tant de Canadiens n'ont aucune idée des différentes cultures que l'on rencontre au Canada. Katimavik pourrait être un début» (tr.),* a fait valoir un habitant du Yukon. Les échanges entre provinces et régions, et particulièrement entre le Québec et d'autres parties du Canada, ont souvent été présentés comme une façon d'améliorer notre connaissance les uns des autres; de tels échanges pourraient soit être parrainés par le gouvernement, soit relever de l'initiative privée, comme c'est le cas des programmes de sport amateur qui font voyager de jeunes Canadiens dans d'autres régions: *«Le hockey est un trait d'union» (tr.),* nous a dit un correspondant sur la ligne 1-800. *«Dans les tournois, nous oublions nos divergences. Que l'on organise donc des tournois interprovinciaux chaque année, pour promouvoir l'unité nationale...» (tr.).*

«Le hockey est un trait d'union.»

De manière générale, nos interlocuteurs ont conscience que nous n'en savons pas assez sur nous-mêmes et les uns sur les autres en tant que Canadiens, et qu'une meilleure connaissance est l'un des rares chemins possibles vers plus de compréhension et la résolution consensuelle des problèmes. Ainsi que l'a exprimé un participant à la télé-tribune de Whitehorse qui s'est présenté comme autochtone: *«Peut-être, lorsqu'on se décidera enfin à réécrire les manuels d'histoire de ce pays, afin que l'on y parle de nous et de tout ce que nous avons contribué au Canada, les gens commenceront-ils à comprendre que nous ne sommes pas un problème, que nous sommes des êtres humains, que nous avons une riche histoire et de bonnes traditions et valeurs» (tr.).* La même soif de connaissances sur nous-mêmes a été manifestée par les Canadiens de toutes les autres régions et cultures.

c) *Pour l'accommodement et la tolérance*

Les participants au Forum reconnaissent l'existence de divers groupes en leur sein et le besoin pour ces derniers de préserver leur culture propre tout en adhérant à la société, aux valeurs et aux institutions du pays dans lequel ils vivent. Ils reconnaissent de même l'existence de divers intérêts régionaux et culturels, légitimes mais concurrents, à l'intérieur du Canada. De plus , ils souscrivent explicitement à l'idée que les Canadiens doivent se montrer accommodants et tolérants à l'égard de tous les groupes et régions — à la condition que ces derniers en fassent autant.

«L'égalité individuelle, l'égalité des chances et l'égalité des résultats doivent tous opérer dans le cadre du respect de la diversité.»

Cette valeur se concrétise principalement par la disposition à satisfaire l'aspiration des peuples autochtones à plus d'autodétermination et à laisser s'exprimer la diversité ethnique et culturelle d'ensemble du Canada: un participant du Manitoba nous a dit que *«les autochtones veulent bien être Canadiens, se ranger derrière le drapeau canadien, mais veulent jouir de droits égaux, gérer leurs propres affaires, éduquer leurs jeunes, et aussi être représentés à Ottawa, être traités comme les autres Canadiens, voir leurs langues respectées au même titre que l'anglais. Qu'y a-t-il de mal à cela? Ils se soucient autant du Canada que nous et même davantage, puisqu'ils étaient là les premiers» (tr.)*; un autre, au Nouveau-Brunswick, a estimé: *«Être en faveur de la diversité ne signifie pas préconiser les ghettos culturels...L'égalité individuelle, l'égalité des chances et l'égalité des résultats doivent tous opérer dans le cadre du respect de la diversité» (tr.).*

«Il est facile de craindre ce que l'on ne connaît pas, mais on ne peut avoir peur d'un visage souriant...»

Nombre de participants, au Québec comme ailleurs, souhaitent un plus haut degré de tolérance et d'accommodement à l'égard des deux grands groupes linguistiques et des aspirations des différentes provinces et régions, le Québec compris. Ils recommandent souvent, comme moyen de parvenir à cette tolérance accrue, des mesures destinées à étoffer la connaissance que les Canadiens possèdent les uns des autres. C'est ce que nous ont dit un certain nombre de participants à un échange parrainé par le Forum — pour lequel les billets aller-retour furent fournis gracieusement par les Lignes Aériennes Canadiennes Internationales — entre les habitants de Marieville, au Québec, et de Wainwright, en

Alberta. L'un de ces derniers, qui s'est rendu à Marieville, a exprimé cette idée sans détour: *«Nous pensons qu'il faudrait adopter une loi pour que tout le monde fasse un voyage au Québec. Il est facile de craindre ce que l'on ne connaît pas, mais on ne peut avoir peur d'un visage souriant ou d'une poignée de main...Ces gens ont besoin que le reste du Canada les respecte et les estime un peu. Je pense que nous pouvons le faire sans nous diminuer nous-mêmes» (tr.).*

d) Pour la diversité

Les participants au Forum ont indiqué de façon répétée que la diversité représente l'un des attributs du Canada auxquels ils tiennent le plus. Cette diversité comporte plusieurs facettes: les différences linguistiques, régionales, ethniques et culturelles sont toutes appréciées et célébrées par la plupart des personnes qui se sont exprimées au Forum. Bien que beaucoup pensent que le Canada resterait une nation distincte si le Québec n'était plus membre de la fédération, la marque distinctive supplémentaire que représentent la langue et la culture françaises est largement appréciée.

«La diversité ethnique et culturelle représente une broderie décorative... Si nous voulons vraiment avoir un pays, nous devons être Canadiens d'abord.»

En outre, les participants reconnaissent la contribution des Canadiens d'origine autre que française ou anglaise. Bien peu contestent que les autochtones, en raison du fait qu'ils étaient les premiers habitants de ce pays, occupent une place à part: *«S'il y a quelqu'un de distinct, ce sont bien les peuples autochtones du Canada» (tr.)*, a déclaré un participant du Manitoba. On reconnaît que le Canada est une nation d'immigrants et l'on s'en réjouit; toutefois, ainsi qu'on le verra dans la partie du rapport traitant de la diversité culturelle, l'emploi de fonds publics pour financer les programmes en faveur des langues et cultures ancestrales se heurte à une opposition considérable. L'équilibre à trouver entre, d'une part, l'évolution vers une société de plus en plus multiculturelle et, d'autre part, la nécessité de bien asseoir l'identité canadienne, a provoqué maints débats entre les participants et donné lieu à des propos tels que celui tenu par cet intervenant de l'Ontario: *«La diversité ethnique et culturelle représente une broderie décorative sur notre tissu national, mais il ne faut pas qu'elle devienne riche au point de cacher le tissu et l'affaiblir sous la multitude des coups d'aiguille. Si nous voulons*

vraiment avoir un pays, nous devons être Canadiens d'abord» (tr.).

e) Pour la compassion et la générosité

Les participants au Forum ont profondément à coeur le caractère compatissant et généreux du Canada, tel qu'en témoignent notre éventail complet de services sociaux universels, notre système de soins de santé, nos régimes de retraite, notre accueil des réfugiés et nos programmes de péréquation économique régionale. Ces attributs sont considérés comme partie intégrante de l'identité canadienne et doivent, de ce fait, être traités avec respect par ceux qui en ont la responsabilité.

«... chacun a le droit d'attendre des autres qu'ils respectent sa part individuelle de l'intérêt général.»

Un mémoire de l'Église unie du Canada résume bien, en une formule lapidaire, le point de vue de la plupart des participants au Forum à cet égard: *«Le postulat éthique fondamental a été réaffirmé à maintes reprises: chacun a le droit d'attendre des autres qu'ils respectent sa part individuelle de l'intérêt général» (tr.).*

Un participant de l'Ontario a exprimé la même idée, dans la perspective de ce qu'elle signifie pour le pays: *«L'un de nos traits distinctifs, c'est que le Canada a toujours donné priorité à l'intérêt général (en d'autres termes, l'intérêt de la communauté immédiate et élargie) sur l'intérêt de l'individu dans la course incessante des hommes (et moins souvent des femmes) à l'ascension sociale. Ce sens de la communauté... a largement contribué à donner au Canada un visage plus humain» (tr.).*

f) Pour la préservation de la beauté naturelle du Canada

L'immensité de nos espaces nordiques nourrit de longue date la légende et les mythes canadiens, et nos participants nous ont dit tenir grandement aux espaces naturels intacts du pays, à leur avis menacés par l'insuffisance de la protection de l'environnement.

«Tous les Canadiens aiment la nature.»

«Tous les Canadiens adorent la nature», nous a dit un participant de Thameswell, en Ontario. *«Cela nous vient peut-être des premiers Canadiens, les autochtones. Eux, comme nous, ont toujours recherché la nature, l'ont défendue, l'ont célébrée dans leurs chants, leurs arts et leurs contes. Nous sommes maintenant les*

gardiens des derniers espaces naturels qui restent sur terre et nous prenons cette responsabilité très à coeur» (tr.).

Plus de la moitié des groupes de discussion ont, dans leur rapport, isolé l'environnement comme un problème majeur. Bien que nous ne soyons pas une commission sur l'environnement, il est manifeste que les Canadiens qui se sont adressés au Forum souhaitent que nous communiquions sans détour leur inquiétude à cet égard aux pouvoirs publics de tous les niveaux. Un groupe de discussion de Nouvelle-Écosse a capté le sentiment de maints participants en disant: *«Il faut préserver la beauté de notre pays...par des lois plus strictes contre la pollution et les autres dommages environnementaux» (tr.).* Pour beaucoup, l'environnement prime sur tout le reste; selon le mot d'un autre participant: «*Si l'on ne s'attaque pas à ce problème immédiatement, très bientôt tout le reste importera peu» (tr.).* Les participants au Forum connaissent leurs responsabilités individuelles en matière de protection de l'environnement, mais aimeraient être mieux assurés que les pouvoirs publics attachent autant d'importance au problème que les citoyens. Ainsi, un groupe de discussion de Mill Bay, en Colombie-Britannique, a considéré que: *«...le Canadien moyen est disposé à faire des efforts pour assainir l'environnement, mais il faut également que notre gouvernement s'y intéresse davantage. Il faut qu'il introduise une législation qui sanctionne les pollueurs...Il faut éduquer davantage le public et joindre le geste à la parole» (tr.).*

«Il faut préserver la beauté de notre pays... par des lois plus strictes contre la pollution...»

L'environnement ne laisse pas non plus de préoccuper les jeunes Canadiens qui ont pris part au Forum des élèves. La beauté naturelle est l'un des attributs positifs du Canada que nos jeunes enfants discernent le plus couramment. Les élèves plus âgés ont souvent suggéré des mesures de protection de l'environnement: *«Il n'est pas normal que seulement les grandes villes aient des endroits pour recycler les papiers et les métaux»* a fait savoir un élève du secondaire supérieur au Québec. *«Il faudrait que les enfants parlent avec les adultes des forêts tropicales, de faire du recyclage, de réduire les usines, d'arrêter de polluer l'air»*, nous a dit un groupe d'élèves du cycle secondaire inférieur de Cornwall, en Ontario; *«...nous ne pouvons pas nous en remettre aux*

«Il faut que notre gouvernement s'intéresse davantage à l'environnement.»

autres, chacun doit faire sa part» estime un autre de Coquitlam, en Colombie-Britannique. *«Il incombe à chacun d'aider à préserver la Terre, car après tout il n'y en a qu'une seule» (tr.).*

g) *Notre image dans le monde: artisans de liberté, de paix et de non-violence*

Les participants au Forum attachent une grande importance à la vision que les Canadiens ont d'eux-mêmes, et que le monde a de nous: celle d'une peuple libre, épris de paix et de non-violence. Ils prônent majoritairement la non-violence et sont fiers du rôle joué de longue date par le Canada dans le maintien de la paix dans le monde.

«Nous devrions rester le Canada que nous avons toujours été, un pays pacifique et tranquille.»

Un groupe de Canadiens vivant à Lagos, au Nigéria, a fait remarquer que: *«Les Canadiens sont généralement respectés partout dans le monde. Leurs valeurs et idéaux se reflètent dans les politiques et activités internationales de notre pays et sont souvent chaleureusement loués et appréciés à l'étranger» (tr.).* Un correspondant sur la ligne 1-800 estime: *«Le Canada ne devrait pas chercher à être une puissance mondiale comme les États-Unis. Nous devrions rester le Canada que nous avons toujours été, un pays pacifique et tranquille» (tr.).* Souvent, les participants ont fait part de leur profond attachement au pays en évoquant la manière dont il est perçu de l'extérieur. *«Comment pourrait-on ne pas être optimiste quand on vit dans un pays envié du monde entier?» (tr.),* avons-nous entendu en Alberta. *«Pour moi, le Canada est un pays qui possède une conscience, un pays que des millions de gens partout dans le monde rêvent d'habiter. Il est incompréhensible que certains Canadiens rêvent de le détruire» (tr.).*

«... l'un des rares pays au monde où on peut encore rêver... et où les rêves ont des chances de se réaliser.»

Un participant de Colombie-Britannique a su rendre notre vocation de champions de la paix et de la non-violence: *«...des méthodes telles que l'incitation ou la participation à des émeutes, rébellions, blocus armés et non armés et autres recours à la violence...n'ont pas leur place au Canada. À mon sens, si l'on veut restaurer et renforcer l'ordre et la démocratie qui caractérisaient si bien le Canada, il faut bannir tout recours à l'anarchie et à la violence» (tr.).*

Nos interlocuteurs, et particulièrement les Canadiens de fraîche date, apprécient grandement la liberté dont on jouit chez nous et veulent la préserver. L'un d'eux nous a dit à Willowdale, en Ontario, qu'un Canadien *«est une personne, quelle que soit son origine ethnique, qui...est libre de s'épanouir à sa façon» (tr.).* Un autre, de Hinton, en Alberta, a déclaré que pour lui, le Canada est *«...l'un des rares pays au monde où on peut encore rêver...et où les rêves ont des chances de se réaliser» (tr.).*

Les institutions unificatrices

Les coupures budgétaires imposées ces dernières années à la Société Radio-Canada et à Via Rail ont été évoquées sans cesse par les participants, qui y voient une marque flagrante de l'indifférence gouvernementale à l'égard des symboles nationaux. Avec les changements d'uniforme de la GRC et, citées moins souvent, les réductions de service opérées par Postes Canada, ces décisions témoignent, à leurs yeux, de ce que le gouvernement néglige ou détruit activement les institutions qui devraient contribuer à l'unité canadienne, tout en suivant par ailleurs des politiques qui accentuent les divisions (particulièrement le financement de programmes multiculturels et la politique des langues officielles).

«On m'enlève mon pays.»

Un membre d'un groupe de discussion à Toronto a déploré: *«On m'enlève mon pays. Je vois des coupures dans le réseau de communications dont ce pays a besoin pour se parler à lui-même. Radio-Canada se meurt, Via Rail dépérit et il est question de jeter la culture sur la table des négociations avec le Mexique» (tr.).* D'aucuns réclament que l'on fasse plus pour l'expression culturelle canadienne: *«Faut-il s'étonner que nos citoyens ne sachent trop qui ils sont ni quelle sorte de pays ils souhaitent? Cela fait au moins 50 ans qu'on les abreuve d'émissions de télévision et de films presque tous étrangers» (tr.).* D'autres participants font le lien entre nos institutions et programmes nationaux menacés et le péril supplémentaire que représenterait, à leurs yeux, une nouvelle distribution du pouvoir entre les provinces et le gouvernement fédéral: *«Tout l'éventail des programmes cofinancés, depuis les paiements de transfert entre provinces jusqu'à l'assurance-mala-*

«Tout l'éventail des programmes cofinancés... est très important pour le Canada.»

die et Radio-Canada, est très important pour le Canada. Qui va mettre en oeuvre les mécanismes nécessaires pour préserver l'unité si l'on octroie l'autonomie aux provinces ou aux régions?» (tr.). On a évoqué, particulièrement en Saskatchewan, l'effet symbolique des coupures de service de Postes Canada: *«Les Postes sont la seule présence fédérale dans notre localité. Il faut conserver des liens si l'on veut garder le pays entier. L'un de ces liens devrait être une Poste fédérale» (tr.).*

On a également évoqué l'importance pratique pour l'unité canadienne des réseaux de transports et de communications. *«(Les communications et les transports furent) reconnus comme des questions d'importance vitale en 1867...Il faudrait développer l'infrastructure de transport ferroviaire, routier et aérien de façon à disposer de liaisons physiques à un coût raisonnable, d'un bout à l'autre du pays, pour le transport des marchandises et des voyageurs et le tourisme» (tr.) , a estimé un participant. Selon un autre: «Le gouvernement actuel a infligé des dégâts presque irréparables à l'unité canadienne. Notre réseau ferroviaire national nous a rassemblés en tant que nation et était censé préserver la cohésion nationale. Avec son démantèlement, maintes régions sont aujourd'hui totalement isolées» (tr.).*

«Le gouvernement actuel a infligé des dégâts presque irréparables à l'unité canadienne.»

Nombre de nos compatriotes appellent également à manifester de façon visible notre fierté à l'égard de ce qu'ils jugent être un pays merveilleux. *«Récemment encore, je trouvais les Américains excessivement chauvins»*, nous a dit un participant. *«Ils brandissaient leur drapeau à la moindre occasion et je les regardais faire avec désapprobation, de mes yeux de Canadien modeste et réservé. J'ai changé d'avis depuis. J'applaudis à leur patriotisme sans complexe. Ils ont beaucoup à nous apprendre sur l'identité et la fierté nationales et il est temps que nous arrêtions de rougir pour brandir, nous aussi, notre drapeau avec enthousiasme .» (tr.)*

«Il est temps que nous arrêtions de rougir pour brandir, nous aussi, notre drapeau avec enthousiasme.»

De l'avis d'un grand nombre de participants, l'unité ne viendra pas de programmes que le gouvernement pourrait adopter pour la promouvoir; elle devra émaner du peuple lui-même, découvrant nos points communs, notre histoire partagée, ce que nous avons construit ensemble et la mesure dans laquelle nos ambitions et aspirations, pour nous-mêmes et le pays où nous vivons,

sont partagées par tous les autres qui habitent ce territoire. Les participants au Forum demandent que leur gouvernement rende possible ce partage entre citoyens.

Le régionalisme

Les forces du régionalisme au Canada ont souvent été présentées comme supérieures à celles de l'unité et néfastes à cette dernière. Pourtant, aux yeux de la vaste majorité des participants (sauf au Québec), même si cela était vrai par le passé, il n'en est plus ainsi en 1991. En dépit de leur attachement à leur province ou région, leur fidélité envers le Canada l'emporte manifestement, et très peu de nos interlocuteurs préconisent un renforcement des régions au détriment du pays dans son ensemble.

«Il nous faut un gouvernement central fort...»

De fait, la majorité des participants en dehors du Québec souhaitent un gouvernement central fort qui saura agir résolument pour guérir les maux économiques du pays, unifier ses citoyens et réduire les divisions et la discorde entre groupes ou régions. *«Il nous faut un gouvernement central fort, qui sache percevoir le bien commun au-delà de toutes les petites querelles régionales» (tr.)*, avons-nous entendu au Nouveau-Brunswick. Le même message nous a été adressé en Ontario: *«Ce serait une grave erreur que d'affaiblir les pouvoirs actuels d'Ottawa sans réfléchir pleinement à toutes les ramifications...Il ne faut pas amoindrir les pouvoirs fédéraux, plutôt les renforcer et même les élargir, si possible» (tr.)*. En Colombie-Britannique: *«Le Canada est un pays très vaste qui englobe des régions géographiques et des ethnies très diverses. Un certain degré de régionalisme est par conséquent indispensable. Toutefois, les mêmes facteurs militent pour un gouvernement central fort» (tr.)*.

«Ce serait une grave erreur que d'affaiblir les pouvoirs actuels d'Ottawa sans réfléchir pleinement à toutes les ramifications.»

Il nous apparaît clairement, pour avoir écouté les participants, qu'ils ont perdu confiance dans le système politique tel qu'il fonctionne aujourd'hui (nous verrons cet aspect plus en détail dans la partie du rapport traitant de la responsabilité des leaders et de la démocratie participative). Toutefois, cela ne signifie pas qu'ils souhaitent priver le gouvernement fédéral de ses pouvoirs et confier aux autres niveaux de gouvernement le soin de fixer les normes et les niveaux de financement des

programmes ou services essentiels. Au contraire, l'accès universel et les normes nationales qu'ils souhaitent dans des domaines tels que la santé et, pour beaucoup, l'éducation, supposent une forte présence du gouvernement central.

Il n'en demeure pas moins que les régions autres que l'Ontario et le Québec persistent à se sentir négligées par les décideurs et coupées des sources du pouvoir politique. Une lettre de l'Alberta exprime bien la susceptibilité et le mécontentement persistants à l'égard des réalités de la géopolitique canadienne: *«Le fait est que le poids démographique écrasant de l'Ontario et du Québec signifie que tout parti politique qui aspire à gouverner le Canada doit remporter la majorité des sièges dans l'une ou l'autre province, ou dans les deux. Pour cela, il doit poursuivre des politiques qui répondent aux besoins de ces provinces, fréquemment aux dépens des régions périphériques» (tr.).* On nous a dit aussi, à Fort Smith dans les Territoires du Nord-Ouest: *«Le Nord reste ignoré, et cela ne date pas d'hier» (tr.).* Un des moyens fréquemment mentionnés, dans toutes les régions (mais moins souvent au Québec qu'ailleurs), pour assurer une meilleure représentation de toutes les régions canadiennes serait un remaniement du Sénat: *«...pour ce qui est du Sénat, j'aimerais qu'on le réforme dans le sens d'une chambre de représentation régionale» (tr.)*, a confié un participant de l'Ontario. (La réforme du Sénat est traitée plus en détail à la section 9 de cette partie.)

«Le Nord reste ignoré, et cela ne date pas d'hier.»

Une autre suggestion que nous avons entendue, mais moins fréquemment, est l'idée d'une assemblée constituante qui serait chargée de refondre la Constitution. Témoin cet intervenant de Nouvelle-Écosse: *«Il faut former une assemblée constituante indépendante du gouvernement, avec une représentation équitable de chaque province (ou région) et territoire, ainsi que des autochtones. Je pense qu'une telle assemblée serait mieux à même de travailler sur les questions constitutionnelles, et, je l'espère, saurait exprimer plus clairement ce que nous, les Canadiens, souhaitons pour notre pays» (tr.).*

«Il faut former une assemblée constituante indépendante du gouvernement...»

Une minorité prône une plus grande décentralisation des pouvoirs du gouvernement fédéral. Pour reprendre les termes d'un rapport de groupe de discussion

de Colombie-Britannique: *«Une fédération large de provinces répondrait à nos besoins particuliers. Il nous faudra toujours un gouvernement fédéral pour accomplir certaines tâches, mais en évitant le chevauchement actuel des attributions, source de gaspillage» (tr.).* La plupart des participants, en revanche, évoquent une réforme des institutions et mécanismes fédéraux, plutôt que la décentralisation du pouvoir ou l'affaiblissement du gouvernement central.

«Il nous faudra toujours un gouvernement fédéral... mais en évitant le chevauchement...»

Dans l'ensemble, les intervenants ne placent pas au premier rang les intérêts régionaux. Un rapport de groupe de discussion de l'Alberta, a résumé en ces termes le point de vue de ses membres: *«Le souci de protéger l'intérêt du Canada semblait l'emporter sur la défense des intérêts régionaux. Les participants pensent que, au-delà de tout particularisme régional, le Canada est perçu par le monde comme très distinct en soi. On doit certes au Québec une bonne part de cette différence, mais beaucoup d'autres régions contribuent tout autant à notre identité d'ensemble» (tr.).* Ce point de vue est partagé par un interlocuteur de Terre-Neuve: *«Je ne vois pas de contradiction entre une culture nationale forte et des cultures régionales fortes — c'est une erreur que d'opposer les deux car elles sont complémentaires et se nourrissent l'une de l'autre. Des cultures régionales fortes font une nation forte, (mais) il importe certainement de multiplier les possibilités que nous avons de nous rencontrer et de nous parler d'une région à l'autre et, pour cela, il nous faut une bonne infrastructure de transport et de communication» (tr.).*

«Je ne vois pas de contradiction entre une culture nationale forte et des cultures régionales fortes...»

Certes, nos concitoyens apprécient la contribution des différentes régions au caractère distinct du Canada et s'identifient fortement à leur région. Cependant, il est clair à nos yeux que, ailleurs qu'au Québec, leur attachement au Canada l'emporte sur celui à la région. Au Québec même, l'allégeance au Canada est beaucoup moins forte. Écoutons ce souverainiste déclaré de Montréal, représentatif de la majorité des participants francophones du Québec: *«Être un Canadien, c'est juste une mention sur mon passeport...Ce mot n'a rien d'affectif» (tr.).* Une minorité de participants francophones du Québec nous ont dit l'intérêt qu'ils voient à rester attachés au Canada: *«Les anglophones, trop proches du géant américain, ont besoin de nous,*

«Être un Canadien, c'est juste une mention sur mon passeport... Ce mot n'a rien d'affectif.»

comme nous avons besoin d'eux, pour développer ce pays à l'échelle continentale...Il est temps que les Québécois renoncent à leur révolte adolescente pour rejoindre la nation canadienne dont ils sont l'un des peuples fondateurs et maintenant des partenaires égaux» (tr.). Nous avons aussi trouvé au Québec un attachement considérable aux valeurs décrites dans cette partie, de même qu'un ensemble d'aspirations économiques et sociales proches de celles du reste du Canada. Les mesures préconisées par de nombreux participants en vue d'améliorer le dialogue et l'entente entre le Québec et les autres provinces dérivent en grande partie de l'idée que la découverte de ces aspirations et valeurs communes pourrait contribuer largement à réduire l'éloignement mutuel actuellement ressenti par les Québécois et les autres Canadiens.

«... un pays où la langue n'est pas un problème, mais un fait, un atout culturel agréable... Un pays démocratique qui écoute ses citoyens...»

Ces valeurs et aspirations sont bien résumées dans un mémoire que nous a adressé un citoyen de Moncton, au Nouveau-Brunswick, dont la vision du Canada est celle *«d'un pays où la langue n'est pas un problème, mais un fait, un atout culturel agréable...une politique d'immigration marquée par l'ouverture et l'hospitalité. Un pays démocratique qui écoute ses citoyens...en partie le souvenir chaleureux d'un temps révolu, en partie un voeu pieux, mais c'est un idéal à poursuivre néanmoins...un pays juste et généreux. Un pays tolérant, un pays prospère, un pays civilisé» (tr.).*

Nous laissons le mot de la fin sur l'identité et les valeurs fondamentales du Canada à un citoyen de Braeside, en Ontario:

«Nous sommes pour l'humilité, l'égalité et la tolérance. Nous avons acquis douloureusement, chacun parcourant son chemin propre, sagesse et humilité. Nous sommes les "Américains tranquilles". Assemblage de minorités, nous essayons et réussissons la plupart du temps à vivre ensemble dans l'harmonie, même si ce n'est pas toujours facile. Nous avons une culture en évolution constante, faite d'un ensemble de richesses héritées du passé que nous avons su intégrer et qui nous viennent de sources innombrables: continents, pays, groupes ethniques, tribus et individus. Le monde

extérieur sait nous décrire mieux que nous n'en sommes capables nous-mêmes. C'est peut-être dû au fait que la remise en question perpétuelle de notre identité fait partie de notre identité. Cela peut être douloureux parfois, mais c'est peut-être aussi un bienfait. Nous ne pouvons pas simplement prendre l'un de nos groupes minoritaires, aussi fort ou bruyant soit-il, le déclarer supérieur et instaurer des mécanismes législatifs et socio-économiques qui vont recréer toute la population à l'image de cette culture. La culture, par définition, c'est l'ensemble des croyances coutumières, des formes sociales et des particularités matérielles d'un groupe racial, religieux ou social. L'identité, toujours par définition, c'est "le caractère de ce qui est un". Oh oui, les Canadiens ont une identité. En fait partie notre croyance que nous avons tous un droit égal d'être différents» (tr.).

«Oh oui, les Canadiens ont une identité. En fait partie notre croyance que nous avons tous un droit égal d'être différents.»

Même s'ils ont en commun de nombreuses valeurs et aspirations, les Canadiens envisagent l'avenir selon bien des perspectives différentes. Nous allons explorer dans les parties suivantes ces similitudes et différences.

4. Le Québec et l'unité canadienne

En 1965, il y a 26 ans, la Commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme lançait une mise en garde, estimant que le pays traversait la plus grave crise de son histoire. Il y a douze ans, en 1979, le Groupe de travail sur l'unité canadienne (Pépin-Robarts) réitérait l'avertissement et l'amplifiait, disant que le Canada était entré dans une phase encore plus grave et plus critique.

Le Groupe Pépin-Robarts, lui aussi, fit le constat en 1979 que: *«Une crise indéfiniment prolongée, lorsqu'elle est sans rebondissement dramatique, devient ennuyeuse.»*. Nous avons pu vérifier, tout au long de l'hiver et du printemps 1991, la vérité de cette assertion: la succession des crises commence à lasser nombre de Canadiens qui doutent, aujourd'hui encore, que le changement soit imminent et risque de prendre des formes néfastes.

Mais nous avons constaté également que les Canadiens sont beaucoup plus nombreux à considérer que l'heure n'est plus aux mises en garde, qu'il faut agir pour mettre un terme à la série de crises qui secouent notre pays et qu'une solution définitive est non seulement souhaitable, mais indispensable.

Comme dans le cas de maintes autres questions dont les Canadiens ont entretenu le Forum, il est impossible de séparer les avis sur le Québec et sa place dans la Confédération des opinions sur divers autres sujets, et particulièrement l'égalité des provinces, le bilinguisme, la responsabilité des leaders et le processus de la réforme constitutionnelle. Nous traitons de tous ces aspects successivement dans le rapport, mais il ne faut pas les considérer comme indépendants les uns des autres; chacun représente un problème complexe en soi, mais chacun est lié de près à la question du partenariat futur entre le Québec et le reste du Canada. Le bilinguisme est perçu par beaucoup comme un effort majeur consenti par le Canada anglophone afin que le Québec se sente à l'aise dans la Confédération, et les lois linguistiques du Québec sont interprétées comme un rejet massif — et même insultant — de ce geste de bonne volonté.

«Un pays qui ne peut garantir des droits égaux à ses citoyens, qu'ils habitent au Lac Saint-Jean ou à Windsor, à Matane ou à Vancouver, n'en vaut pas la peine.»

Ces lois sont considérées hors du Québec comme une offense faite aux valeurs les plus précieuses, telles que la liberté individuelle et la liberté d'expression. C'est ce qu'a exprimé un participant à un groupe de discussion qui a lancé: *«Un pays qui ne peut garantir des droits égaux à ses citoyens, qu'ils habitent au Lac Saint-Jean ou à Windsor, à Matane ou à Vancouver, n'en vaut pas la peine» (tr.).* Ces considérations, conjuguées à l'attachement tout aussi profond à la notion d'égalité des provinces, font qu'il existe d'autant moins de raisons, aux yeux de beaucoup, de négocier un statut spécial pour le Québec — qui le rendrait plus "égal" que les autres — qu'il est perçu comme ayant rendu ses citoyens propres "moins égaux" que les autres Canadiens. De ce fait, lorsque les dirigeants politiques du pays ont négocié une entente qui, apparemment, aurait donné au Québec un statut privilégié, nombre de participants ont réagi avec colère à ce qu'ils considéraient être une dérogation aux valeurs canadiennes fondamentales.

À l'intérieur du Québec, on donne une interprétation très différente de l'échec de l'Accord du lac Meech et de la place occupée aujourd'hui par les Québécois dans le coeur des autres Canadiens. On a présenté cet échec, dans la presse et ailleurs, essentiellement comme un rejet explicite des revendications minimales du Québec par le reste du Canada. Les participants ont été nombreux à conclure que, si même ce minimum est inatteignable, il ne subsiste aucun espoir d'un fédéralisme renouvelé qui soit acceptable pour le Québec: *«...si les Canadiens anglais n'ont pu se résoudre ne serait-ce qu'aux concessions minuscules et défensives de l'Accord du lac Meech, comment pourraient-ils accepter une modification substantielle de la Constitution actuelle?» (tr.),* a demandé un Québécois, se faisant l'écho de l'opinion de beaucoup d'autres. Un groupe de discussion, au Québec, a traduit l'opinion répandue dans cette province que le rejet du lac Meech équivaut à une gifle administrée au Québec et à son peuple: *«...c'est clair que le reste du Canada ne veut pas de nous: c'est donc le temps de s'affirmer».*

«...si les Canadiens anglais n'ont pu se résoudre ne serait-ce qu'aux concessions minuscules et défensives de l'Accord du lac Meech, comment pourraient-ils accepter une modification substantielle de la Constitution actuelle?»

Néanmoins, en dépit de la colère qui s'exprime face au comportement des dirigeants du Canada dans ces négociations, et malgré la croyance largement répandue chez les Canadiens hors Québec que la province est depuis trop longtemps l'enfant gâté de la Confédération, nous avons discerné beaucoup d'espoir chez les participants qu'une solution puisse être trouvée permettant au Québec de rester dans la famille canadienne. Un habitant de Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick, a ainsi lancé: *«Je ne veux pas de la séparation. Comme me l'a dit ma femme canadienne-française, avec des larmes dans les yeux: «Ne me dis pas que j'aurai besoin d'un passeport pour aller voir ma famille"» (tr.).* Un groupe de discussion de North York, en Ontario, a indiqué dans son rapport: *«La première chose qui a été dite, c'est qu'il faut refuser d'emblée toute idée de séparation entre le Québec et le Canada. Nous sommes une nation, et non pas deux» (tr.).* Plus loin, ce groupe a mis en lumière l'une des divergences essentielles entre les aspirations des Québécois et des autres Canadiens, en disant: *«Le Québec est une société distincte au sein de la nation, mais il en est de même de beaucoup d'autres régions du pays. Il l'est sur le plan de sa culture et de*

«Le Québec est une société distincte au sein de la nation, mais il en est de même de beaucoup d'autres régions du pays. Il l'est sur le plan de sa culture et de sa langue etc., mais non pas sur le plan de ses droits ou devoirs.»

sa langue etc., mais non pas sur le plan de ses droits ou devoirs» (tr.).

Pour la plupart des participants, ailleurs qu'au Québec, il ne faut pas acheter le maintien de la province dans la Confédération au prix de la destruction ou de l'atteinte à ce qu'ils chérissent le plus, et surtout pas au prix du sacrifice de l'égalité individuelle ou provinciale. Les Canadiens qui ont parlé au Forum ont lancé ce message on ne peut plus clairement. Il signifie qu'ils sont disposés à parler, à rechercher un accommodement, mais sans être persuadés qu'il puisse être trouvé.

Au bout du compte, les participants hors Québec ont conscience de la possibilité très réelle d'une séparation du Québec et déplorent profondément la perte éventuelle d'une partie importante du pays. Mais si c'est le prix à payer pour conserver un pays dans lequel ils puissent se reconnaître, ils sont prêts à le faire. Ainsi ce citoyen de Colombie-Britannique: *«Cette lettre émane d'un Canadien qui préférerait vivre en harmonie à côté d'un Québec étranger, amical, plutôt qu'avec une province mécontente et réticente. Je ne crois pas que la séparation entraîne la désintégration du reste du Canada» (tr.).* Un autre a exprimé le souhait répandu que la série de crises trouve un terme une fois pour toutes et que l'on passe à d'autres problèmes: *«N'est-il pas temps de décoloniser le Québec et de lui donner sa liberté? Certes, cela causera des perturbations, mais le Canada pourra alors s'occuper de développement et d'intégration internationale, au lieu de ces luttes intestines sur la Constitution» (tr.).* Un groupe d'Etobicoke, en Ontario: *«Nous devons être préparés à laisser aller le Québec afin de préserver ces choses auxquelles nous tenons dans notre pays, si le Québec ne veut pas les accepter; ces avantages (bons programmes sociaux, éducation, etc.) supposent que l'on paie des impôts et nous sommes disposés à débourser pour cela»* (tr.).

«Ce citoyen ne croit pas que la séparation entraîne la désintégration du reste du Canada.»

«Nous devons être préparés à laisser aller le Québec afin de préserver ces choses auxquelles nous tenons dans notre pays, si le Québec ne veut pas les accepter.»

Chez les participants du Québec, nous percevons une calme assurance que d'autres négociations auront lieu et que, quels que soient leurs résultats, ils pourront accepter l'issue. Les aspirations de leur société semblent réalisables, leurs besoins sont clairs et ils ne se satisferont plus d'aucun accord qui ne réponde pas à leurs exigences fondamentales. Un groupe de discussion composé de francophones du Québec a mis le doigt sur

ce qu'ils pensent être le principal obstacle à la réconciliation avec le reste du Canada: *«Le Canada ne peut pas être sauvé: depuis le début il y a une différence de perception — le Québec se voit comme un demi, le Canada le voit comme un dixième»*. Sur le même thème, le groupe a estimé: *«L'avenir du Québec ne doit pas se décider à Terre-Neuve — ou au Manitoba...»* *«Le Québec n'est pas une région, c'est une nation»*.

«Le Québec n'est pas une région, c'est une nation.»

Nous avons entendu chez les Québécois francophones quelque espoir qu'un moyen puisse être trouvé qui permettra au Québec de rester à l'intérieur du Canada: *«Nous sommes fiers d'être Canadiens d'expression française et souhaitons le rester»*, nous a dit un groupe, poursuivant: *«Au moment où l'Europe est en train de s'unifier, où les barrières tombent dans les pays d'Europe de l'Est, l'éventualité d'un éclatement de notre pays nous apparaît illogique»*. Toutefois, l'opinion majoritaire des Québécois francophones qui nous ont parlé est celle qu'a su rendre un participant en disant: *«Le fédéralisme canadien est un échec...parmi les différentes options qui s'offrent maintenant au Québec, l'accession à la souveraineté nous semble être la plus souhaitable»*.

«Le fédéralisme canadien est un échec...»

Le Québec fait culture à part

La réaction négative de l'opinion à l'Accord du lac Meech a été largement attribuée, dans les médias et ailleurs, aux citoyens hors du Québec qui refuseraient de reconnaître celui-ci comme une société distincte. En réalité, les Canadiens qui ont parlé au Forum, et dont beaucoup avaient une opinion très négative de l'Accord, s'y opposaient soit en raison du processus de réforme constitutionnelle suivi, soit parce qu'il aurait, selon eux, conféré au Québec des privilèges spéciaux refusés aux autres provinces. Les participants au Forum se disent très souvent disposés à reconnaître le particularisme culturel et linguistique du Québec; ce qu'ils ne peuvent accepter, c'est que le gouvernement provincial du Québec tire de la différence culturelle des pouvoirs spéciaux tels que l'on aurait deux définitions différentes des droits et obligations attachés à la citoyenneté canadienne.

L'insistance sur l'égalité de statut, comme condition préalable à l'appartenance du Québec à la famille canadienne, ne dérive pas d'un refus de sa nature spéciale. Au contraire, nos participants s'accordent en grand nombre à reconnaître les caractéristiques linguistiques et culturelles distinctes de la société québécoise. Un Ontarien nous a écrit dans un rapport individuel rédigé après une discussion de groupe: *«La plupart des gens avec qui j'en ai parlé ne veulent pas d'un pays divisé. Ils ne nient pas non plus aux Québécois le droit de préserver leur langue et leur culture» (tr.).* Un autre: *«Il faut admettre que la langue et la culture du Québec font de lui une société distincte» (tr.).*

L'existence du fait français au Canada, représenté dans une large mesure par le Québec, est vu par nombre de participants comme l'une des caractéristiques qui distinguent notre pays, et ceux qui l'apprécient le plus sont également les plus attristés à la perspective de perdre le Québec. Un habitant de Colombie-Britannique a appelé à renforcer cette particularité du Canada par le biais de l'éducation: *«Rendons donc obligatoire pour tous les Canadiens, à tout le moins, de bien connaître l'anglais et le français, vraiment bien. De façon à ce que nous comprenions la forme d'humour de l'autre, ses pièces de théâtre, ses livres, nos cultures différentes en général. Combien nous serions fiers d'être différents des Américains. Combien ce serait amusant de pouvoir nous écouter raisonner et déraisonner. Combien cela ferait de nous de vrais Canadiens» (tr.). «Le Québec fait partie de cette grande nation» (tr.),* nous a écrit un Ontarien; *«...sans le Québec et sans la langue française, je me sentirais perdu en tant que Canadien» (tr.).* Dixit un autre: *«La séparation du Québec, sous n'importe quelle forme, serait une grande perte. Il faudrait faire comprendre aux Québécois toutes les bonnes raisons qu'ils ont de rester à l'intérieur du Canada, car nous désirons sincèrement les voir membres de la famille canadienne» (tr.).* Un néo-Écossais nous a déclaré: *«Je ne peux pas plus imaginer le Canada sans le Québec que la Nouvelle-Écosse sans le Cap Breton. Le Québec représente un gros morceau de mon âme culturelle de Canadien» (tr.).*

«Il faut admettre que la langue et la culture du Québec font de lui une société distincte.»

«...sans le Québec et sans la langue française, je me sentirais perdu en tant que Canadien.»

Un certain nombre de participants hors du Québec estiment que le Canada représente le meilleur espoir de

survie culturelle pour la province: *«Le Québec ne survivrait pas pendant de nombreuses générations. Entourées d'Américains, la langue et la culture françaises dépériraient et le Québec deviendrait un état américain de plus» (tr.),* pense un participant de l'Ontario; un groupe de discussion de Nouvelle-Écosse nous a dit, en français, que le pari pour le Québec est *«d'éviter l'assimilation dans une mer anglaise. Le Québec est protégé en quelque sorte par 30 millions de Canadiens. Séparé, il sera isolé, noyé. Les Québécois devront alors apprendre l'anglais et seront plus facilement assimilés».*

«Le Québec est protégé en quelque sorte par 30 millions de Canadiens. Séparé, il sera isolé, noyé. Les Québécois devront alors apprendre l'anglais et seront plus facilement assimilés».

Bien qu'une minorité soit prête à octroyer un traitement de faveur au Québec afin de maintenir la province dans la Confédération, même cette majorité de participants hors Québec qui reconnaît la réalité de cette société distincte est convaincue qu'il faut soit protéger ce caractère distinct dans le cadre d'une confédération équitable et égalitaire, soit laisser le Québec poursuivre seul sa route. Un participant de l'Alberta a rendu l'émotion avec laquelle beaucoup formulent l'espoir que le Québec pourra accep-ter un accommodement qui convienne aux deux parties: *«Je pense que le Québec doit choisir une fois pour toutes: rester ou s'en aller. Le pays ne peut continuer à vivre sous cette menace constante. Ce n'est pas juste pour les Québécois, et ce n'est pas juste non plus pour les autres Canadiens. Le Québec, avec sa langue et sa culture propres, est ce qui rend le Canada différent. Il ne faut pas perdre cela. Je vous en prie, croyez-moi. Nous avons besoin de vous plus que jamais» (tr.).*

«Le Québec, avec sa langue et sa culture propres, est ce qui rend le Canada différent. Il ne faut pas perdre cela. Je vous en prie, croyez-moi. Nous avons besoin de vous plus que jamais.»

Les propos des participants hors Québec au sujet du caractère distinct de la province tendaient à mettre en avant surtout ce que cette différence apporte au Canada et ne traduisaient pas, dans l'ensemble, une prise de conscience du fort sentiment national et du besoin d'autodétermination que nous avons constaté chez les participants du Québec. Devant cet état de choses, le Forum a entrepris deux initiatives pour voir dans quelle mesure des contacts personnels entre Canadiens du Québec et d'ailleurs pourraient amener une meilleure compréhension de la société et des aspirations nationales des uns et des autres. L'un de ces projets a pris la forme d'un échange entre les participants à des groupes de discussion de Wain-wright, en Alberta, et de Marieville, au

Québec; dans l'autre, avec le soutien de Via Rail, des Torontois ont voyagé en wagon de chemin de fer spécial jusqu'à Montréal où ils étaient hébergés par des participants au Forum, lesquels étaient reçus la fin de semaine suivante par leurs hôtes, à Toronto.

Les résultats dans les deux cas furent frappants. Tous sortirent de l'expérience avec une bien meilleure connaissance de la société des autres, une compréhension beaucoup plus nuancée des positions et des préoccupations exprimées de part et d'autre du débat sur le Québec. Selon les mots d'un des participants de Wainwright: *«Les besoins du Québec n'affaibliront pas le pays, ils le renforceront plutôt. Ma plus grande crainte c'est que le pays ne soit pas suffisamment mûr pour s'en rendre compte et exige, avec un égoïsme enfantin, ce que le Québec ne peut donner. La balle est dans notre camp, maintenant» (tr.).* Un Montréalais francophone a fait savoir, à son retour à Montréal: *«Il est trop tôt pour dire que je ne suis plus indépendantiste, mais au moins je sais qu'il existe au Canada, chez un certain nombre de gens, cette forte volonté de garder le Québec au sein du Canada et c'est très touchant» (tr.).*

«Les besoins du Québec n'affaibliront pas le pays, ils le renforceront plutôt.»

Ces échanges ont clairement démontré, à nos yeux, que les contacts personnels entre citoyens du Québec et du reste du Canada, en favorisant la compréhension mutuelle, peuvent contribuer grandement à l'instauration d'un climat propice au dialogue et à l'accommodement.

Vive l'égalité, vive la différence!

Bien que, dans l'ensemble, les participants au Forum ne se soient pas penchés de près sur la distribution actuelle des pouvoirs entre les gouvernements fédéral et provinciaux, hors du Québec ils insistent fortement sur l'équité et l'égalité au sein de la Confédération, ainsi qu'on l'a vu plus haut. Nous n'avons en tout cas pas constaté, ailleurs qu'au Québec, un désir marqué d'une décentralisation plus grande des pouvoirs en faveur des gouvernements provinciaux; au contraire, les participants étaient plutôt portés à suggérer des domaines (notamment la santé et l'éducation) où la présence du gouvernement fédéral devrait être encore plus forte qu'à

l'heure actuelle. Un participant de Colombie-Britannique a exprimé l'opinion majoritaire en disant: *«Le Québec est une partie importante de notre pays. Il nous apporte un certain esprit, une culture et la diversité. Mais si le prix à payer pour que le Québec reste dans la Confédération est l'abandon de la plupart des pouvoirs d'un gouvernement central, c'est exclu. Il vaudrait alors mieux se séparer et voir si nous pouvons être meilleurs voisins que parents» (tr.).*

«Si le prix à payer pour que le Québec reste dans la Confédération est l'abandon de la plupart des pouvoirs d'un gouvernement central, c'est exclu.»

S'il n'est pas impossible que des mécanismes non constitutionnels puissent être trouvés pour satisfaire un certain nombre des revendications du Québec et des provinces, de l'avis des participants hors Québec, ces accords, pour être acceptables, ne pourraient intervenir que dans le cadre d'un pancanadianisme fort où tous les Canadiens jouiraient de droits égaux, de normes nationales et d'un même accès aux programmes et services. Ainsi que nous l'a écrit un Albertain: *«Nous devons faire tout notre possible pour préserver l'intégrité du Canada, mais non pas en donnant à une province quelconque plus ou moins de pouvoirs qu'aux autres» (tr.).* Les convictions très ancrées des participants quant à l'égalité individuelle et la nécessité d'une conception commune de la citoyenneté canadienne ont été bien traduites par un groupe de discussion de Colombie-Britannique qui nous a dit: *«Nul d'entre nous ne souhaite la séparation du Québec, mais nul non plus ne souhaite voir le Québec jouir de privilèges spéciaux, devenir le "chouchou du professeur". Nous sommes tous Canadiens d'abord et membres de nos régions ensuite. Chacun peut éprouver des besoins particuliers, mais la loi doit être la même pour tous» (tr.).* Les participants au Forum des élèves, eux aussi, refusaient qu'une province possède des privilèges particuliers. Un élève du Manitoba, qui trouvait que le bilinguisme était *"une idée super"*, ajouta: *«La culture française ne doit pas avoir plus de privilèges que la culture anglaise. Rien de moins...mais rien de plus» (tr.).*

«Nul d'entre nous ne souhaite la séparation du Québec, mais nul non plus ne souhaite voir le Québec jouir de privilèges spéciaux, devenir le "chouchou du professeur".»

D'un bout à l'autre du pays, mais particulièrement au Québec, l'un des grands problèmes que distinguaient les participants, sur le plan de l'organisation gouvernementale, est celui du chevauchement ou du double emploi des programmes ou services publics des divers niveaux de gouvernement. Dans les discussions portant

«...on demande un Canada moins centralisé.»

sur ce que devraient être les attributions du Québec dans l'éventualité d'un nouvel arrangement, la compétence en matière de langue et de culture était généralement mentionnée; sur le reste, cependant, les avis divergeaient grandement. La question du chevauchement et du double emploi revenait cependant souvent dans toutes les régions, témoin ce groupe de discussion de Drummondville, au Québec, qui préconisait de *«...revoir le partage des pouvoirs, éviter les duplications — toutes les provinces ne sont pas satisfaites du fédéralisme actuel — on demande un Canada moins centralisé» (tr.).*

La question de la souveraineté

Nombre de participants, tout en acceptant d'exprimer des positions de principe sur la place du Québec au Canada, se refusaient à choisir entre un fédéralisme renouvelé et la séparation, en l'absence d'une idée claire de ce que supposeraient ces deux éventualités.

Ce désir de voir abattre toutes les cartes sur la table et de participer à un débat sur des propositions concrètes plutôt que sur des considérations théoriques, est ressenti aussi bien au Québec qu'ailleurs. Un groupe de discussion francophone du Québec a dit souhaiter: *«Un débat sur les conséquences économiques advenant la souveraineté du Québec»*; un autre groupe francophone du Québec voulait connaître *«les conséquences irréparables du divorce Québec-Canada: 1) économiques, 2) politiques».*

Une lettre de l'Ontario faisait part d'un désir similaire: *«Cessons de parler dans le vague de souveraineté-association jusqu'à ce que tout le monde sache ce qu'elle représente. Les politiciens du Québec ont amené les Québécois à croire qu'ils pourront survivre en tant qu'État séparé avec tous les avantages de l'appartenance au Canada, sans connaître aucun des problèmes associés à l'indépendance. Que l'on fixe les conditions maintenant, afin que tout le monde sache bien ce que signifie la séparation véritable» (tr.).*

«Que l'on fixe les conditions maintenant, afin que tout le monde sache bien ce que signifie la séparation véritable.»

Il n'appartient pas au Forum d'apporter ces réponses, mais nous pouvons dire à ceux qui auront à formuler ces options que nos participants s'intéresseront de très près à leurs propositions en vue d'un change-

ment fondamental de la structure fédérale canadienne et en jugeront avec beaucoup de sagacité et de compétence.

Fédéralisme ou séparation, oui, souveraineté-association, non

De toutes les formules envisageables pour le statut futur du Québec qui ont été proposées au cours des dernières années, (fédéralisme symétrique, fédéralisme asymétrique, souveraineté-association, indépendance complète et quantité d'autres modèles et schémas), c'est celle de la souveraineté-association qui serait la pire selon la grande majorité des participants de l'extérieur du Québec. Voici le message qu'ils transmettent au Québec: vous pouvez rester ou partir, mais si vous partez, la rupture doit être totale. Les quelques déclarations qui suivent, faites au Forum par des Canadiens, sont représentatives de l'opinion de la majorité.

Ontario: «*On a l'impression que le Québec est comme un adolescent qui veut avoir sa propre chambre, son propre téléphone, etc., tout en s'attendant à ce que son père continue de lui donner de l'argent de poche. Si le Québec part,* ***il doit aller jusqu'au bout****, sans garder une main dans la poche du Canada.» (tr.)*

Terre-Neuve: «*Si Parizeau et ses amis veulent partir, qu'ils le fassent, et qu'ils emportent ce qu'ils peuvent porter sur leur dos, mais rien de plus.» (tr.)*

«S'ils décident de partir, la séparation doit être totale. Pas de souveraineté-association.»

Nouveau-Brunswick: «*S'ils décident de partir, la séparation doit être totale. Pas de souveraineté-association. Il faudrait que le Québec soit déclaré pays étranger et qu'il soit traité en tant que tel.» (tr.)*

Colombie-Britannique: «*Je veux que le Québec reste dans la Confédération, mais comme un égal, pas comme un supérieur. L'avidité et l'égoïsme du Québec me troublent. Si le Québec se sépare, il ne faut pas qu'il y ait de souveraineté-association, ni d'union économique, ni de monnaie commune. Si le Québec fait éclater le pays, il deviendra un ennemi, et l'on ne fréquente pas ses ennemis.» (tr.)*

Ontario: «*Je pense que la plupart des Canadiens aiment le Québec et souhaitent qu'il continue de faire partie du Canada. Cependant...j'en ai assez de leurs menaces de quitter le pays...Je dis qu'ils partent, mais seulement après avoir payé leur juste part de notre déficit. Nous ne devrions pas céder à leurs folles exigences qui détruiraient tout le système fédéral. Nous serions un Canada beaucoup plus fort sans eux.*» *(tr.)*

Alberta: «*Si (le Québec) ne parvient pas à s'adapter au cadre de notre fédéralisme, alors — et c'est plein de tristesse que j'écris ces mots — je pense que le Québec devrait être libre de partir.*» *(tr.)*

Par ailleurs, un certain nombre de participants seraient prêts à envisager la séparation du Québec, à certaines conditions.

Île-du-Prince-Édouard: «*Je pense que si le Québec se sépare, cela devrait se faire à l'amiable, mais sans maintenir d'attaches. Je n'arrive pas à croire que nous puissions réaliser des progrès avec une monnaie commune. Le Canada devrait pouvoir maintenir un couloir à travers le Québec et avoir librement accès à la voie maritime du Saint-Laurent.*» *(tr.)*

«Si le Québec se sépare, cela devrait se faire à l'amiable, mais sans maintenir d'attaches.»

Saskatchewan: «*(Si le Québec part) il devra verser sa part de la dette nationale et payer pour tous les édifices et organismes fédéraux qui s'y trouvent. Par ailleurs, ni les députés, y compris le premier ministre (M. Mulroney), ni les sénateurs, ni les directeurs d'organismes fédéraux situés au Québec ne devraient intervenir dans les négociations.*» *(tr.)*

Ontario: «*Si le Québec s'en va, le reste du Canada devra tirer un trait une fois pour toutes: pas de monnaie commune, pas de partage de la défense, mais partage de la dette fédérale et cessation des paiements de transfert et du financement de projets au Québec. Le reste du Canada ne doit pas être tenu en otage.*» *(tr.)*

Au Québec, la majorité manifeste une certaine sérénité face à l'avenir, convaincue qu'elle est que l'on parviendra d'une façon ou d'une autre à définir un arrangement satisfaisant. Un groupe de discussion au Québec

«Le Québec indépendant sera plus fort qu'actuellement...»

nous a dit *«le Québec indépendant sera plus fort qu'actuellement...Il en coûte plus cher actuellement au Québec de faire partie de la fédération canadienne. Il paie plus que ce qu'il retire du Fédéral»*. Un autre groupe a déclaré que l'accession du Québec à l'indépendance amènerait l'éclatement du Canada, mais que ce n'est pas son problème: *«Le Canada sera brisé en deux, ça ne nous regarde pas»*.

«Le Canada sera brisé en deux, ça ne nous regarde pas.»

Cette opinion n'est cependant pas universelle au Québec. En effet, l'on reconnaît généralement que la séparation de la province pourrait lui nuire. Un résident de la ville de Québec a appelé la ligne 1-800 et a résumé ainsi l'ambivalence que ressentent de nombreux Québécois: *«Le Québec donne l'impression de se croire plus avancé que le reste du Canada. S'il y a une séparation, je resterai au Québec, mais je ne veux pas avoir à choisir. C'est au Canada anglais à agir»*, tandis qu'un Montréalais a déclaré ce qui suit: *«Si le Québec se sépare, c'est le petit peuple qui va souffrir. Cette séparation ne promet rien pour les gens simples»*. Un petit nombre de participants s'interrogent sur les conditions dont serait assortie une éventuelle séparation: *«Le Canada pourrait fort bien décider qu'il serait préférable de maintenir ses responsabilités envers les autochtones vivant dans le Nord...et d'annexer aux Territoires du Nord-Ouest l'ensemble du "Nouveau Québec"» (tr.)*.

«C'est au Canada anglais à agir.»

Un assez petit nombre de Québécois francophones nous ont entretenu des raisons sentimentales de leur attachement pour le Canada, comme ce groupe de discussion de Québec: *«...c'est dans la cohabitation* ***pacifique*** *et la collaboration avec nos compatriotes de langue anglaise que...nous avons fait du Canada une société distincte, démocratique, compatissante — et différente de celle des États-Unis...un État auquel nous sommes fières de nous identifier»*.

«...le Canada sans le Québec serait exposé encore plus à l'érosion, à la dissipation et aux dissensions régionales.»

Et si le Québec se séparait...?

L'écrasante majorité des participants pense que la séparation du Québec aurait une incidence néfaste et sur le Québec et sur le reste du Canada. Cette opinion est même partagée par les non-Québécois qui s'opposent fermement à la concession au Québec d'un traitement

spécial dans le but de le retenir. Un résident du Yukon a déclaré ce qui suit: *«C'est peut-être psychologique, mais le Canada sans le Québec serait exposé encore plus à l'érosion, à la dissipation et aux dissensions régionales» (tr.).*

Certains ont des craintes bien précises. C'est le cas, notamment, des minorités francophones hors Québec qui s'inquiètent beaucoup de la place que leur reviendrait dans un Canada sans Québec. Du Nouveau-Brunswick, nous avons entendu ceci: *«Les francophones hors Québec seraient encore plus une minorité qu'à l'heure actuelle. Nous devrons lutter pour ne pas être assimilés. C'est très inquiétant pour les Acadiens du Nouveau-Brunswick — nous avons tout à craindre d'une union avec les autres provinces maritimes» (tr.).* Un participant de la Nouvelle-Écosse a dit ressentir la même menace: *«Sans le Québec...les Acadiens seront affaiblis...Sans le Québec, la notion même de multiculturalisme sera compromise. Notre taux d'assimilation est très élevé. Néanmoins, notre minorité, ajoutée à la population du Québec, constitue un groupe important. Sans le Québec, nous serons une minorité négligeable au Canada. Et les provinces, le Québec excepté, ne sont pas très conscientes des questions de bilinguisme» (tr.).* Un groupe de franco-Manitobains nous a quant à lui dit ceci: *«Si le Québec se sépare, le bilinguisme au Canada sera fini».*

«Sans le Québec...les Acadiens seront affaiblis...Sans le Québec, la notion même de multiculturalisme sera compromise.»

Les Québécois anglophones ont des préoccupations analogues quant à leur avenir advenant la séparation du Québec. S'ils sont nombreux à reconnaître et à appuyer les aspirations culturelles et linguistiques des Québécois francophones, la majorité de ceux qui ont parlé au Forum sont contre la séparation. Un participant, exprimant une opinion fort répandue: *«Si le Québec se sépare, je continuerai de me considérer d'abord comme un Canadien, et si l'on m'obligeait à choisir, ce serait sans aucune hésitation que je choisirais le Canada» (tr.).*

Pour un nombre appréciable de participants des autres provinces, le Québec et le reste du pays souffriraient d'une séparation.

«Je ne veux pas que le Québec s'en aille parce que le Canada éclaterait.»

Territoires du Nord-Ouest: *«Je ne veux pas que le Québec s'en aille parce que le Canada éclaterait et que les*

T.N.-O. seraient alors à la merci des provinces à cause du régionalisme.» (tr.)

Colombie-Britannique: «*J'aimerais que ceux qui disent "Laissez donc le Québec partir" regardent au-delà du Québec et tiennent compte des quatre provinces maritimes dont nous nous couperions en même temps.» (tr.)*

Ontario: «*Le groupe a dit beaucoup craindre que si le Québec se séparait, notre pays soit avalé par les États-Unis, et c'est l'une des raisons pour lesquelles il nous faut trouver des accommodements entre les diverses régions du pays afin d'empêcher son morcellement.» (tr.)*

«...notre pays sera avalé par les États-Unis.»

Ontario: «*Le Canada est le seul pays au monde...qui soit membre et du Commonwealth britannique et de son équivalent français, La Francophonie.» (tr.)*

Nouveau-Brunswick: «*Un Québec indépendant porterait gravement atteinte à la fierté qu'inspire à beaucoup de Canadiens leur pays uni...le Nouveau-Brunswick entretiendrait vraisemblablement des rapports moins étroits avec le Québec et il chercherait peut-être à établir des liens régionaux plus forts avec les provinces de l'Atlantique ou avec la Nouvelle-Angleterre.» (tr.)*

Terre-Neuve: «*(La séparation du Québec) aurait une incidence néfaste sur le sort futur de la province...Terre-Neuve, en tant que province, a plus à perdre que toutes les autres provinces de l'Atlantique. Nous avons des liens économiques historiques avec le Québec, c'est-à-dire le Labrador.» (tr.)*

«(La séparation du Québec) aurait une incidence néfaste sur le sort futur de la province...»

Dans leurs discussions sur les rapports futurs du Québec avec le Canada, les étudiants du secondaire qui ont participé au Forum des élèves se sont principalement attardés sur les conséquences de la séparation du Québec. Ceux qui ont abordé la question prévoient pour la plupart des conséquences négatives si le Québec vient à se séparer du reste du pays: «*Si le Québec forme un nouveau pays, cela créera des problèmes énormes pour le Québec, le Canada et le monde» (tr.)* a conclu une classe en Alberta. «*Nous perdrions nos droits de navigation sur certaines de nos principales voies maritimes, comme par exemple le fleuve Saint-*

Laurent.» (tr.). Une classe de l'Ontario a décrit de la façon suivante les conséquences d'une séparation: *«La perte possible de certaines voies maritimes et de certains chemins de fer. Peut-être aussi que les francophones vivant dans d'autres provinces se sentiraient hostiles, perdus, abandonnés. On perdrait les équipes sportives du Québec. On perdrait les ressources naturelles provenant du Québec» (tr.).*

L'éventualité d'une séparation afflige un certain nombre de participants, minoritaires mais s'exprimant avec flamme. Ainsi un correspondant de la Colombie-Britannique: *«Le Québec doit faire partie du Canada pour toujours. Perdre le Québec serait à peu près aussi grave que de perdre ses jambes. La langue française fait partie intégrante de notre patrimoine. Laissez aux Québécois leurs enseignes et leurs écoles et tout ce qui a trait à leur langue. Ils emploieront l'anglais quand ils en auront besoin. Tant pis si les autres Canadiens ne savent pas ce que signifient "sud" et "nord"» (tr.).* Pour un autre participant, de l'Alberta, cette fois-ci: *«Nos députés si arrogants ne doivent épargner aucun effort pour accéder aux désirs réalistes du Québec afin qu'il demeure une partie intégrante du Canada. Je crois que tous les Canadiens savent qu'il n'y aura pas de gagnant si le Québec se sépare» (tr.).*

«Le Québec doit faire partie du Canada pour toujours.»

«...il n'y aura pas de gagnant si le Québec se sépare.»

Nombre de participants ont toutefois l'impression que le reste du Canada pourrait survivre au choc de la séparation du Québec si le gouvernement fédéral agissait résolument pour unir ce qui resterait du pays. L'auteur d'une lettre venant de l'Ontario, représentative de l'opinion de la majorité, reconnaît que la spécificité culturelle et linguistique du Québec pourrait très bien le conduire à la séparation. Mais il exhorte le Canada anglais à consacrer sa force et son unité à l'établissement d'une interdépendance créative, que le Québec se sépare effectivement ou non. Il exprime l'opinion fort répandue qu'un gouvernement central fort est essentiel à la survie du Canada, avec ou sans le Québec: *«Seul un Canada anglais uni, non pas par la langue mais bien par ses institutions, sera de taille pour entretenir de bonnes relations avec le Québec, résister à la colonisation culturelle et économique américaine et continuer*

de se faire respecter à la place qui lui revient dans la hiérarchie mondiale» (tr.).

5. Les langues officielles

Les participants, surtout à l'extérieur du Québec (bien que la question soit également importante aux yeux des Québécois anglophones), sont nombreux à s'interroger sur la politique des langues officielles.

Nos interlocuteurs ont exprimé plusieurs préoccupations concernant la politique linguistique. Nous les résumons ici.

Le fait français au Canada, un atout?

«Le bilinguisme a échoué.»

Les avis des participants sur la coexistence de l'anglais et du français au Canada sont partagés. D'un côté, la majorité hors Québec s'oppose farouchement à la façon dont est appliquée la politique des langues officielles, qu'ils jugent souvent inutile et malavisée: *«Le bilinguisme a échoué. Le Québec devrait préserver les droits en matière d'utilisation de la langue française sur son territoire. Le reste du Canada est et demeurera anglais. Nous n'avons plus les moyens de financer cette politique. Le français devrait continuer d'être enseigné partout au pays, à condition que l'anglais soit enseigné au Québec» (tr.)*, nous a dit un groupe de discussion en Alberta. De l'autre, une minorité importante de participants, souvent les mêmes, se félicitent de ce que la population canadienne soit composée de deux groupes linguistiques différents et apprécient le caractère distinct que cela confère au pays: *«Je ne pense pas que le français doive être protégé au Québec seulement. C'est une des deux langues nationales du Canada et c'est un des facteurs de l'identité canadienne...Il faut de la tolérance de part et d'autre» (tr.)*, a déclaré un participant au Manitoba.

«Je ne pense pas que le français doive être protégé au Québec seulement.»

Les griefs quant à la façon dont la Politique des langues officielles est appliquée par le gouvernement fédéral sont légion et ils sont liés à quantité d'autres questions. Il importe cependant de faire une distinction entre les changements que les citoyens aimeraient voir apporter à *l'application* de la politique et la valeur qu'ils attachent au bilinguisme en tant qu'*objectif per-*

sonnel, pour eux-mêmes ou pour leurs enfants, ainsi qu'à l'appartenance à un pays où deux langues sont parlées et respectées. Un participant de Manotick, en Ontario, a résumé le dilemme en ces termes: *«Ce devrait être un atout que de posséder deux langues, mais l'administration du "bilinguisme officiel" a fait d'un atout potentiellement merveilleux et unificateur quelque chose de nuisible, qui engendre la division» (tr.).*

«Ce devrait être un atout que de posséder deux langues...»

La Loi 178 du Québec

L'attitude d'un grand nombre de participants de l'extérieur du Québec face à la politique sur les langues officielles repose sur leur opposition à la loi québécoise en matière d'affichage, la Loi 178, qui limite l'utilisation de langues autres que le français dans l'affichage extérieur et privilégie le français dans l'affichage intérieur. Pour eux, cette loi représente le rejet de deux décennies d'efforts visant à faire du Canada un pays officiellement bilingue.

D'autre part, la Loi 178 a été interprétée comme une approche des droits individuels qui ne cadre pas avec les valeurs exprimées par la majorité des participants vivant ailleurs qu'au Québec. Ceux-ci sont en effet nombreux à penser que l'utilisation faite par le gouvernement du Québec de la clause dérogatoire, dans le but de soustraire sa politique linguistique aux dispositions pertinentes de la Charte canadienne des droits et libertés, trahit les valeurs canadiennes qu'ils chérissent. Témoin le passage suivant d'une lettre en provenance de l'Ontario, qui résume très bien une opinion courante: *«L'antipathie canadienne envers le Québec est largement imputable à la charte des langues du Québec»* (tr.). Un groupe de discussion, réuni à Richmond, en Colombie-Britannique, a dit ce qui suit: *«...le bilinguisme est coûteux, étant donné surtout que le Québec n'autorise pas l'utilisation de l'anglais sur les enseignes» (tr.).* Un participant de l'Alberta a fait le même lien: *«J'aimerais que le Canada soit bilingue, mais je ne voudrais pas voir le bilinguisme imposé dans des régions où il n'y a pas de francophones. Je pense par ailleurs que l'affichage devrait se faire dans les deux langues au Québec» (tr.).*

«L'antipathie canadienne envers le Québec est largement imputable à la charte des langues du Québec.»

«...l'affichage devrait se faire dans les deux langues au Québec.»

Les Québécois de langue anglaise se sont montrés beaucoup moins préoccupés par les contraintes imposées par la Loi 178 que les Canadiens vivant à l'extérieur du Québec. La majorité de nos interlocuteurs québécois anglophones considèrent la protection de la langue française comme nécessaire, et pour le Québec et pour le Canada, et réclament une plus grande tolérance de part et d'autre. Ils sont nombreux à penser que la coexistence des deux groupes linguistiques au Québec est de plus en plus pacifique et à accuser les politiciens et les élites de continuer de nourrir les tensions entre eux: *«En tant qu'anglophone, je ne me sens pas menacé, bien qu'il m'arrive parfois de me sentir quelque peu "étranger". Je pense que le français devrait demeurer la première langue du Québec et que les anglophones vivant dans la province devraient être prêts à communiquer dans cette langue, tout comme des francophones habitant une province anglaise apprendraient à communiquer en anglais» (tr.).*

«En tant qu'anglophone, je ne me sens pas menacé...»

Il reste que les lois du Québec en matière de langues sont perçues par de nombreux Québécois anglophones comme excessives et une entrave à la liberté d'expression: *«Je reconnais que le français soit la langue première, la langue dominante au Québec, et j'accepte cela. Je pense également qu'il est possible de promouvoir la langue* ***sans*** *que cela nuise à la liberté d'expression. La Loi 178 m'irrite» (tr.).* Les Québécois anglophones sont, pour la plupart, convaincus que le Québec ne pourra sauvegarder la langue et la culture françaises qu'à l'intérieur d'un Canada uni, comme en témoigne la déclaration suivante, faite par l'un d'eux: *«La magnanimité démocratique du Canada a fourni un incubateur qui a permis à la langue et à la culture françaises de se développer et de s'épanouir dans le nouveau monde et elle continuera de le faire tant et aussi longtemps que le Québec demeurera une partie intégrante d'un Canada fort et uni» (tr.).*

Quant aux Québécois francophones, ils nous ont souvent entretenus des politiques linguistiques d'autres provinces, qu'ils perçoivent comme limitatives et peu généreuses comparativement à celle du Québec relative à l'anglais, qu'ils voient d'un oeil très favorable. *«Si tous les Francophones des autres provinces étaient traités comme les Anglophones du Québec, ce serait le*

«Si tous les Francophones des autres provinces étaient traités comme les Anglophones du Québec, ce serait le "Paradis"...»

"Paradis" car le bilinguisme des autres provinces est nul», nous a dit un groupe de francophones du Québec.

Des francophones hors Québec nous ont dit être très inquiets pour leur culture et leur langue et compter sur le gouvernement fédéral comme principale source d'aide dans leur lutte. Un Albertain nous a écrit: *«La plupart des Québécois, quand ils arrivent ici, sont étonnés de nous entendre parler français, et quand on leur dit qu'on est franco-albertain, souvent ils nous regardent comme si on était des martiens!»*. Dans une lettre jointe, adressée au premier ministre, le même participant pose la question suivante: *«Est-ce que nos droits en tant que minorité francophone sont inscrits dans la Charte des droits et libertés à perpétuité ou sont-ils à la merci du nombre de votes que votre parti pourra récolter ou pour plaire au Canada anglais si vous abandonnez les francophones hors Québec...»*. Un mémoire de la Commission nationale des parents francophones souligne quant à lui l'importance que ses membres attachent au maintien d'écoles de langue française pour leurs enfants, disant que le seul objectif du regroupement est *«d'assurer la mise sur pied d'un système d'éducation en français langue première pour les francophones hors Québec»*.

«Est-ce que nos droits en tant que minorité francophone sont inscrits dans la Charte des droits et libertés à perpétuité...»

Le bilinguisme fédéral

La majorité des intervenants qui ont abordé la question du bilinguisme officiel sont préoccupés par la place qu'occupent les langues officielles à l'intérieur du gouvernement fédéral, ou par leur coût. Bien que certains acceptent le principe selon lequel il faut servir les citoyens dans la langue de leur choix là où le nombre le justifie, l'opinion dominante est que le "bilinguisme officiel" a été imposé de façon inopportune et excessive, est source de gaspillage et de dissensions et devrait être sensiblement réduit ou alors carrément supprimé.

Un groupe de discussion réuni à Peterborough, en Ontario, a très bien cerné l'opinion majoritaire: *«Le bilinguisme officiel d'un bout à l'autre du pays est source de divisions, inutile, impraticable et économiquement dommageable, car l'anglais étant la langue internationale des affaires, il doit être au premier rang, mais notre système d'éducation devrait favoriser l'apprentis-*

«Le bilinguisme officiel d'un bout à l'autre du pays est source de divisions, inutile, impraticable et économiquement dommageable...»

sage d'autres langues» (tr.). Pour un groupe de Qualicum Beach, en Colombie-Britannique: *«La loi sur les langues officielles devrait être abrogée. Elle est trop coûteuse et elle n'est pas nécessaire. Le français devrait être parlé au Québec et dans les autres régions qui sont majoritairement francophones» (tr.).*

L'opposition d'un grand nombre de ceux qui se sont prononcés contre le bilinguisme est quelque peu hésitante, et elle est motivée surtout par des raisons d'ordre pratique: *«La vision de Pierre Trudeau, soit celle d'une société multiculturelle et bilingue pour le Canada, était fort noble, mais il est aujourd'hui clair qu'elle ne se réalisera pas» (tr.).*

«Je ne pense pas que le Canada soit jamais un pays bilingue.»

Un intervenant, évoquant la distinction que font certains entre le fait que le gouvernement offre des services dans les deux langues officielles et le concept d'un pays véritablement bilingue a dit: *«Je ne pense pas que le Canada soit jamais un pays bilingue. Le pays est beaucoup trop vaste. Il est insensé de s'attendre à ce qu'une personne vivant au coeur du Québec apprenne suffisamment l'anglais pour pouvoir le parler couramment si elle n'a jamais l'occasion de s'en servir. Il est insensé de s'attendre à ce qu'une personne vivant à Tuktoyaktuk apprenne le français, alors qu'elle s'y trouve entourée de gens qui parlent une langue inuit» (tr.).* Un groupe de North York, en Ontario, a cependant déclaré ce qui suit: *«Le bilinguisme forcé n'a pas du tout fonctionné. Si l'argent investi dans les cours de langue pour les fonctionnaires et pour d'autres avait plutôt été consacré à l'établissement de bons programmes de langue dans les écoles du pays, nous serions sans doute bilingues aujourd'hui» (tr.).*

«Le bilinguisme forcé n'a pas du tout fonctionné.»

«Pouvoir s'exprimer en anglais et en français devrait être un objectif personnel pour tous les citoyens du pays...»

«Pouvoir s'exprimer en anglais et en français devrait être un objectif personnel pour tous les citoyens du pays, car c'est un élément essentiel du caractère distinct de la société canadienne», a conclu un participant. *«Ce serait d'ailleurs un objectif parfaitement réalisable si seulement les politiciens avaient le courage de reconnaître que les politiques linguistiques qu'ils prônent depuis deux décennies ont lamentablement échoué et ont creusé de profondes divisions à l'intérieur du pays. Il est temps de balayer la politique du bilinguisme forcé et de panser les blessures.» (tr.)*

Les participants ont formulé de nombreuses plaintes, plus ou moins précises selon le cas, concernant la façon dont est appliquée la politique des langues officielles. Voici un échantillon de ce que nous avons entendu:

«Le coût de la prestation de services en langue française à l'échelle du pays est parfaitement absurde.» (tr.)

«Les 4 ou 5 milliards de dollars par an qui sont engloutis dans le fameux programme bi-lingue sont un horrible affront au peuple canadien.» (tr.)

«Le bilinguisme coûte 10 milliards de dollars par an aux Canadiens et tout cet argent est gaspillé.» (tr.)

«...tout cet argent est gaspillé.»

«Qu'on enlève le mot "officiel" du titre de la loi sur les langues.» (tr.)

«Qu'on enlève le mot "officiel" du titre de la loi sur les langues.»

«Qu'on ne verse plus la prime de 800$ aux fonctionnaires. Elle ne fait qu'entraîner la division.» (tr.)

«Nous ne pouvons nous empêcher de soupçonner que les organes de la Fonction publique du Canada interprètent le mot "bilingue" comme signifiant une personne dont la première langue était le français et qui se débrouille maintenant en anglais.» (tr.)

«De nombreux postes au gouvernement ont été comblés par des personnes dont la seule qualité est qu'elles connaissent le français. Qu'on mette fin à ce gaspillage destructeur!» (tr.)

«Tous les postes de pouvoir au gouvernement, dans la fonction publique, dans les forces armées et dans la GRC ont été accaparés par des francophones et les anglophones unilingues sont devenus des citoyens de deuxième classe.» (tr.)

«Tous les postes de pouvoir... ont été accaparés par des francophones...»

«Cela m'a ennuyé d'avoir à suivre des cours de français pendant toute ma scolarité dans le seul but de pouvoir poursuivre mes études. Pourquoi la connaissance du français est-elle obligatoire pour fréquenter l'université et occuper certains emplois?» (tr.)

«...politique des langues officielles qui garantisse d'être servi en anglais ou en français au niveau fédéral.»

Une minorité de participants appuient les services bilingues tels qu'ils sont présentement offerts par le gouvernement fédéral. Un groupe de discussion à Merville, en Colombie-Britannique, a recommandé *l'adoption d'une «politique des langues officielles qui garantisse d'être servi en anglais ou en français au niveau fédéral»*, poursuivant ainsi: *«au niveau provincial, le service devrait être garanti dans la principale langue de la province (il incombe à chacun d'apprendre la langue utilisée dans la région où il vit)» (tr.).* Un participant du Manitoba nous a dit ceci: *«Ma reconnaissance du caractère distinct du Québec et ma croyance que le Québec est un élément vital du Canada m'amènent à confirmer mon appui au principe de la reconnaissance de l'anglais et du français comme langues officielles partout au pays» (tr.).*

Un petit nombre de participants estiment que la politique fédérale ne devrait pas ignorer les nombreuses autres langues que parlent les citoyens du Canada. L'un d'eux a déclaré: *«Nous devons nous efforcer de tenir compte de toutes les cultures, et pas uniquement de la culture française. Il m'est impossible d'appuyer l'idée d'un statut spécial pour les franco-Canadiens. J'appuie cependant l'idée de mettre des services multilingues à la disposition de tous les citoyens du pays. En Australie, figure dans les annuaires téléphoniques un numéro que les citoyens qui ne parlent pas l'anglais peuvent composer pour obtenir des services de traduction. Voilà le genre d'égalité qui m'intéresse» (tr.).*

«...la reconnaissance de l'anglais et du français comme langues officielles partout au pays.»

Deux peuples fondateurs

Dans l'esprit d'un grand nombre de participants à l'extérieur du Québec, le bilinguisme fut un geste fait dans l'intention d'amener les Québécois à se sentir plus à l'aise à l'intérieur de la Confédération, geste auquel l'on a consacré des efforts et des ressources considérables, mais que les Québécois désireux de se séparer rejettent aujourd'hui, en même temps qu'ils rejettent le Canada. Selon un intervenant, *«Dans les années 1970, le Canada anglais a tendu la main au Québec pour l'apaiser, et c'est ainsi que naquit le bilinguisme officiel. L'histoire du bilinguisme officiel des 25 dernières années est l'histoire d'un échec, et aujourd'hui le Qué-*

bec s'en fout et est en train de préparer le terrain pour sa séparation définitive» (tr.).

D'autres, et c'était le cas surtout des minorités anglophones et francophones, ont tenu à souligner que la politique linguistique actuelle repose sur la notion des «deux peuples fondateurs». Un groupe de Franco-Ontariens a d'ailleurs rappelé au Forum que *«c'est le Canada français qui a été la "nation fondatrice" et non pas le Québec. Nos droits en tant que minorité nous reviennent en vertu de notre statut de "peuple fondateur" et, quelle que soit l'issue du débat constitutionnel en cours, cela n'y changera rien» (tr.).* Un autre groupe de Franco-Ontariens pense que *«si l'Ontario se déclare bilingue, les autres provinces lui emboîteront le pas et le Québec s'ouvrira davantage à nous» (tr.).*

«...c'est le Canada français qui a été la "nation fondatrice" et non pas le Québec.»

Le concept des "deux nations fondatrices", anglaise et française, a été contesté par de nombreux participants, comme ce résident de Peace River, en Alberta: *«...si lorsqu'on songe aux peuples fondateurs, l'on pense généralement aux Canadiens anglais et aux Canadiens français, cela est très injuste à l'égard des résidents du Canada qui étaient ici bien avant eux. D'autre part, cela va dans une certaine mesure à l'encontre du multiculturalisme, alors que le pays se vante d'être un melting-pot, une mosaïque composée de personnes représentant plus de 150 origines ethniques différentes» (tr.).* Ce concept, qui exclut les peuples autochtones, est par ailleurs considéré comme insultant pour eux, comme en témoigne la déclaration qui suit: *«Seul un raciste exclurait les autochtones des peuples fondateurs» (tr.).*

Le concept est également contesté par ceux qui ont tenu à souligner que les Canadiens qui sont d'une origine autre que française ou britannique comptent aujourd'hui pour 37 p. 100 de la population canadienne. Cette appréciation du caractère multiculturel de la société canadienne (dont on traitera de façon plus approfondie plus loin) est bien résumée par ces propos: *«Le Canada est composé de beaucoup plus que les "deux races fondatrices" officielles, les Anglais et les Français, l'Ontario et le Québec...Il nous faut faire en sorte que chacun ait le sentiment de faire partie d'un ensemble» (tr.).* Un autre intervenant a dit que *«...notre pays est un pays multiracial et les considérations constitu-*

«Seul un raciste exclurait les autochtones des peuples fondateurs.»

«Le Canada est composé de beaucoup plus que les "deux races fondatrices" officielles...»

tionnelles ou culturelles ne doivent pas s'arrêter aux rapports entre les anglophones et les francophones, entre le Canada et le Québec» (tr.). Bien que le concept des "deux nations fondatrices" jouisse de l'appui d'un petit noyau de défenseurs, comme ce Britannico-Colombien qui a déclaré que *«le Canada devrait être bilingue, français et anglais, étant donné que notre histoire reconnaît deux peuples fondateurs avec deux langues distinctes» (tr.)*, les participants sont nombreux à considérer que le Canada est un pays d'autochtones et d'immigrants (ou de descendants d'immigrants) et que tous les différents groupes ont fait de précieuses contributions au développement et à la force du Canada.

Le bilinguisme dans le système scolaire

Il importe, rappelons-le, de faire une distinction entre ce que pensent les participants de la façon dont est appliquée la politique des langues officielles et ce qu'ils pensent du bilinguisme en tant qu'atout personnel ou social. Les participants appuient dans l'ensemble les cours de langue seconde et un grand nombre d'entre eux préconisent une multiplication, à l'échelle du pays, des possibilités d'apprentissage de la deuxième langue à l'école: *«Le français devrait être automatiquement enseigné en tant que langue seconde dans les écoles, et l'anglais devrait être enseigné comme langue seconde au Québec» (tr.).* Un autre participant est du même avis: *«Personnellement, j'aimerais que les deux langues soient enseignées d'un bout à l'autre du pays, dès la maternelle» (tr.).*

«Le français devrait être automatiquement enseigné en tant que langue seconde dans les écoles...»

L'intervenant qui nous a tenu les propos qui suivent a très bien compris les vertus d'un pays bilingue et ce désir de veiller à ce que les générations futures puissent y participer pleinement: *«Nous tenons à ce que (les Québécois) sachent que... des parents font la queue pour inscrire leurs enfants dans des programmes d'immersion en français. Il nous faut leur montrer que nous avons changé d'attitude, ce afin de corriger l'impression laissée par cette poignée d'Ontariens réactionnaires qui ont foulé aux pieds et brûlé le drapeau Québécois...Le Canada est l'un des seuls pays au monde où l'on puisse à l'intérieur de ses frontières, vivre une au-*

«...des parents font la queue pour inscrire leurs enfants dans des programmes d'immersion en français.»

tre langue et une autre culture et c'est là l'une des raisons pour lesquelles ce pays m'est si précieux» (tr.).

Un résident de Terrace, en Colombie-Britannique, nous a dit ceci: *«Je suis "activement" bilingue et je participe régulièrement à des programmes d'immersion en français dans les écoles locales. Je le fais parce que je pars du principe que la langue ouvre la porte à d'autres cultures, dévoilant ainsi de nouvelles possibilités de développement personnel et, partant, social» (tr.).* Enfin, on a pu lire ceci dans un rapport de discussion de groupe tenue à Toronto: *«...plusieurs comparaisons ont été faites avec des États bilingues ou multilingues d'Europe ou d'ailleurs, dans le but premier de souligner qu'il existe dans ces pays un pouvoir central unificateur parallèlement à une grande diversité linguistique» (tr.).*

«...la langue ouvre la porte à d'autres cultures...»

Le bilinguisme: facteur d'union ou pomme de discorde?

On a maintes fois dit que la politique linguistique du Canada a beaucoup contribué à la crise actuelle (et notamment à l'animosité envers le Québec ou la langue française), que le bilinguisme est "source de divisions" et qu'il "est en train de morceler le pays", tel ce participant: *«Le bilinguisme, au-delà des dispositions originales de la Constitution, s'appuie sur des motifs politiques, est injuste, peu rentable, source de divisions et une erreur. Il ne faut pas aller plus loin, et la promotion du français à l'échelle du pays doit cesser» (tr.).* Un autre intervenant: *«...imposer le bilinguisme à l'échelle nationale nourrit la colère et rend difficile le recrutement de personnes douées» (tr.)*, et un groupe de l'Ontario: *«(Le bilinguisme) est perçu comme n'intéressant guère la plupart des Québécois, alors qu'un grand nombre de Canadiens anglais se sont sentis aliénés par la politique du bilinguisme telle qu'elle a été appliquée au cours des deux dernières décennies» (tr.).*

«...imposer le bilinguisme à l'échelle nationale nourrit la colère et rend difficile le recrutement de personnes douées.»

La plupart des participants se réjouissent néanmoins du caractère distinct que confère au Canada le fait de compter parmi sa population deux principaux groupes linguistiques: *«À mon sens, le bilinguisme est devenu une caractéristique proprement canadienne. Je n'y vois*

«À mon sens, le bilinguisme est devenu une caractéristique proprement canadienne.»

aucune menace à l'identité culturelle de quiconque» (tr.).

La plupart des participants sont beaucoup plus favorables à l'apprentissage et à l'utilisation de deux (ou plusieurs) langues qu'à l'application officielle de la politique de bilinguisme, qui engendre selon eux la discorde et le gaspillage. Témoin cet ancien Montréalais, maintenant établi en Ontario, dont l'opinion rejoint celle de bien des participants: *«C'est le fait que nous ayons pu conserver nos deux principales cultures au Canada qui nous distingue de nos voisins du Sud, et je pense que la richesse qu'apportent notre patrimoine et nos langues mérite d'être préservée» (tr.).*

«...la richesse qu'apportent notre patrimoine et nos langues mérite d'être préservée.»

Assurément, bien que l'actuelle politique en matière de langues officielles soit source d'irritation à maints égards, la plupart des participants (souvent les mêmes) admettent la nécessité pour le gouvernement fédéral de fournir au moins certains services dans la langue minoritaire. Ils reconnaissent par ailleurs que l'anglais et le français sont les deux principales langues du pays et que leur coexistence nourrit le sentiment d'appartenance nationale qui les anime.

6. La question autochtone

«...nous ne pourrons être une nation unie que lorsque les droits et les préoccupations des véritables peuples fondateurs...auront été examinés et réglés.»

La question autochtone compte parmi celles qui ont suscité le plus de préoccupations et donné lieu à une quasi-unanimité chez les participants, qui en ressentent d'ailleurs toute l'urgence: *«...nous ne pourrons être une nation unie que lorsque les droits et les préoccupations des véritables peuples fondateurs...auront été examinés et réglés» (tr.)* , a déclaré un participant. *«Le pouvoir aux autochtones» (tr.)*, a déclaré un autre.

Le guide de discussion du Forum invitait les participants à se prononcer sur trois questions: les rapports entre les autochtones et les non-autochtones; le règlement des revendications territoriales; et l'incidence de l'accession à l'autonomie politique. Les opinions des participants sur ces questions sont expliquées ci-après. Nous tenons néanmoins à souligner que de nombreux groupes et particuliers de partout au pays ont avoué être mal renseignés sur le dossier autochtone en général, et sur ces questions en particulier, ce qui explique leur

forte réticence à formuler des recommandations précises. *«Un énorme effort d'éducation des adultes s'impose si l'on veut mieux saisir la réalité des autochtones et leur histoire...AIDEZ-NOUS À COMPRENDRE!» (tr.)* a-t-on lu dans un rapport de groupe de discussion de Nouvelle-Écosse. *«Nous voulons davantage de discussion et d'éducation» (tr.)* a déclaré un groupe de Colombie-Britannique. *«Nous ignorons leurs antécédents et leurs revendications. Très peu de gens savent ce que possèdent les autochtones, ce qu'ils touchent, s'ils sont propriétaires des terres de réserve sur lesquelles ils vivent et ce que signifie l'autonomie politique.» (tr.) «Nous ne savons pas par où commencer avec les négociations. Doit-on remonter jusqu'aux droits conférés par les traités?» (tr.)*, demande un groupe du Manitoba. Les participants n'ont cessé de réclamer d'être mieux informés sur la culture et sur les questions autochtones.

«Un énorme effort d'éducation des adultes s'impose... AIDEZ-NOUS À COMPRENDRE!»

Comment faire amende honorable?

Aux yeux de la grande majorité des participants, les rapports entre autochtones et non-autochtones au Canada sont entachés d'injustices scandaleuses qu'il nous faut redresser. Comme nous l'a dit un leader déné à l'occasion d'une télé-tribune: *«Notre peuple, que nous soyons indien, autochtone ou métis, n'a jamais été défait et c'est pourquoi nous n'avons jamais véritablement tiré au clair nos arrangements avec le Canada et ne faisons pas réellement partie de la Confédération» (tr.).*

«...nous ne faisons pas réellement partie de la Confédération.»

Bien que le Forum n'ait entendu qu'un petit nombre d'autochtones, ceux-ci nous ont exposé par des propos chargés d'émotions et convaincants, les conditions économiques et sociales effroyables que connaissent la plupart des communautés autochtones. À Thompson, au Manitoba, un commissaire a pu constater par lui-même le désespoir des résidents. Un autochtone nous a lancé cet avertissement: *«Coincez un chien pendant trop longtemps et il finira par vous mordre» (tr.).*

Des membres de la Native Brotherhood Society, à Winnipeg, ont résumé ainsi les aspirations dont nous ont fait part nombre d'autochtones: *«Les autochtones devraient avoir le droit de gérer leurs propres affaires. De nouveaux leaders commencent à peine à se faire*

«Les autochtones devraient avoir le droit de gérer leurs propres affaires.»

connaître. Les autochtones devraient avoir le droit de préserver leur culture et nous devrions avoir notre propre système judiciaire, ce pour interrompre une fois pour toutes le cercle vicieux du récidivisme (de l'incarcération). Les autochtones devraient, tout comme les autres peuples du pays, avoir le droit d'exiger que les promesses faites soient respectées, le droit de gérer les ressources naturelles que recèlent leurs terres...le droit de ne pas être obligés de devenir ce qu'ils ne sont pas. Assimilation, oui, intégration, non» (tr.).

Les Canadiens non autochtones qui se sont déjà rendus dans des communautés autochtones partagent le même désarroi que les participants autochtones face aux conditions économiques et sociales qui y prévalent: *«Il y a deux étés, j'ai eu le plaisir d'avoir des contacts directs avec des autochtones»*, a-t-on pu lire dans une lettre qui nous a été envoyée de l'Ontario. *«En Ontario, j'ai visité des réserves indiennes à Moosonee, puis je me suis rendu à Régina et à Saskatoon où j'en ai visité d'autres...J'ai été scandalisé par les conditions de vie...» (tr.) «Les conditions de vie dans les réserves sont épouvantables. Tous les Canadiens devraient être égaux, sur tous les plans» (tr.)*, a déclaré dans son rapport un groupe de discussion de Nouvelle-Écosse.

«...la situation des autochtones est une "honte nationale"...»

Les participants disent que c'est la faute de la société canadienne dans son ensemble, mais plus particulièrement du gouvernement fédéral, si ces conditions ont pu s'installer et si elles persistent. *«À mon avis, les peuples aborigènes sont négligés par le gouvernement. Je pense qu'ils méritent plus que ce qu'ils reçoivent» (tr.)*, a déclaré un participant de l'Ontario. Un groupe de discussion de la Colombie-Britannique a quant à lui dit ceci: *«Comme cela est ressorti ce soir, la situation (des autochtones) est une "honte nationale" et la culpabilité collective que nous ressentons face au désordre qui règne chez nous nous empêche de jouer le rôle de champion et de gardien de la paix dans le monde qui nous revient pourtant»* (tr.).

«Je suis un "problème" depuis que je suis née...»

Les autochtones qui ont parlé au Forum avaient également un message à communiquer au reste du pays. À Whitehorse, une participante à une discussion a déclaré ceci: *«Je suis un "problème" depuis que je suis née...Il est temps que nous réécrivions les livres d'histoire afin que nous y soyons inclus, afin que les gens*

comprennent que nous ne sommes pas un problème — nous sommes un peuple qui a une riche passé» (tr.). Un correspondant des Territoires du Nord-Ouest qui a appelé la ligne 1-800 a rapporté plus explicitement que: *«Nous, autochtones, ne voulons pas perdre nos droits autochtones. Nous voulons participer à l'amélioration de la Constitution. Nous voulons nous occuper de revendications territoriales et amener les gens à s'intéresser aux questions et aux préoccupations proprement autochtones. Quant aux leaders des autochtones, ceux-ci devraient jouir d'un plus grand respect de la part des administrateurs fédéraux et provinciaux. Les autochtones devraient avoir leur propre commission et réviser la Loi sur les Indiens» (tr.).* Un intervenant de Resolute Bay, dans les Territoires du Nord-Ouest, a dit ceci: *«Certaines lois ne fonctionnent pas bien dans le haut Arctique parce que les Inuit n'ont eu que très peu ou pas du tout de possibilités d'intervenir, ce qui explique cette perception que les lois ne sont pas efficaces. La langue du gouvernement, celle utilisée pour les formulaires et les documents importants, ne tient pas compte des besoins de la majorité: ce devrait être une langue inuit» (tr.).*

«Nous voulons participer à l'amélioration de la Constitution. Nous voulons nous occuper de revendications territoriales...»

Un nombre considérable de participants aimeraient voir supprimer le ministère des Affaires indiennes et du Nord, dans le cadre d'une solution globale au problème. *«Le ministère des Affaires indiennes devrait être réorganisé ou aboli. Les revendications territoriales devraient être réglées le plus rapidement possible. Les autochtones devraient être des citoyens à part entière, égaux aux autres, mais pas plus qu'égaux» (tr.),* a rapporté un groupe de discussion de la Saskatchewan.

Les participants non autochtones ont souvent évoqué les concepts de "deux nations fondatrices" et de "société distincte" dans leur examen de la question autochtone. *«S'il y a un groupe "distinct", c'est celui des peuples autochtones du Canada»* (tr.), a déclaré un participant au Manitoba. *«Nos peuples autochtones s'offensent de ce que les Québécois soient considérés comme une nation fondatrice, et je dois avouer que je trouve extraordinaire qu'il n'en soit pas de même pour les Indiens...Cela les insulte...il importe de prendre des mesures dès aujourd'hui» (tr.),* peut-on lire dans une lettre qui nous a été envoyée du Nouveau-Brunswick.

«S'il y a un groupe "distinct", c'est celui des peuples autochtones du Canada.»

«Les Indiens et les Inuits sont une société distincte» (tr.), a souligné un participant de la Saskatchewan. *«Les autochtones étaient ici avant les Français et avant les Britanniques. Il faut tenir compte de leurs aspirations et ils devraient avoir leur mot à dire sur la façon dont le pays est dirigé» (tr.)*, a déclaré dans son rapport un groupe de discussion réuni en Colombie-Britannique. Certains participants autochtones s'inquiètent pour la survie de leurs cultures: *«La culture inuit est majoritaire, et c'est une culture plus douce si on la compare aux autres cultures canadiennes; elle aura plus de mal à se défendre» (tr.)*, nous a-t-on dit à Cambridge Bay, dans les Territoires du Nord-Ouest.

Plusieurs ont tracé des parallèles entre la situation des autochtones et celle du Québec. À l'Île-du-Prince-Édouard, on nous a rapporté ceci: *«Le Québec et la question des autochtones sont étroitement liés: c'est une question d'identité nationale et d'affirmation de son statut spécial. (Le groupe) se demande s'il est réaliste de penser que les autochtones puissent avoir une société distincte et retrouver leurs traditions d'il y a 300 ans, et si c'est cela qu'ils veulent, ou bien s'ils ne préféreraient pas avoir un mode de vie plus moderne» (tr.)*. Un participant de la Nouvelle-Écosse nous a dit ceci: *«Nous avons été si obsédés par le Québec (et le Québec a été si obsédé par lui-même) que les préoccupations non pas seulement des autochtones mais bien de tous les autres Canadiens n'ont pas été entendues» (tr.)*. A également été soulevée l'incidence qu'aurait la séparation du Québec sur le règlement des questions autochtones: *«Un autochtone dans le groupe a dit qu'une partie importante du territoire du Québec appartient à la nation crie et que si le Québec décide de se séparer, il ne devrait pas avoir le droit de prendre au Canada la nation crie et ses terres» (tr.)*.

«Le Québec et la question des autochtones sont étroitement liés: c'est une question d'identité nationale...»

D'aucuns se sont dits particulièrement préoccupés par le hiatus entre les valeurs épousées par les citoyens du pays et le traitement réservé aux autochtones par le Canada, témoin ce correspondant qui a appelé la ligne 1-800: *«Il nous faut faire la paix avec les premiers habitants et veiller à ce que soient protégés leurs intérêts, et non pas les nôtres. Ma vision du Canada est celle d'un pays tolérant, qui inclut le Québec et les auto-*

«Ma vision du Canada est celle d'un pays tolérant, qui inclut le Québec et les autoch-tones, et où l'on ne lutte pas pour le pouvoir, mais où on le partage.»

chtones, et où l'on ne lutte pas pour le pouvoir, mais où on le partage» (tr.).

Les intervenants ont également fait ressortir la contradiction qu'ils voient entre l'image que nous souhaitons projeter à l'étranger et notre honte nationale, comme cette lettre de Terre-Neuve: *«Ce pays a beaucoup critiqué le traitement infligé aux autochtones et aux minorités dans des endroits comme l'Afrique du Sud, le Brésil et l'URSS. Or, nous n'avons pas réussi à fournir à la plupart de nos autochtones et minorités les moyens de participer pleinement à la gestion du pays» (tr.).*

Cependant, même si la majorité estime qu'il importe de reconnaître les aspirations et les besoins particuliers des autochtones, cette opinion ne fait pas l'unanimité. En effet, une minorité importante pense qu'on a déjà donné assez ou trop aux autochtones et que ces "privilèges spéciaux" devraient être restreints. *«Qu'ils soient égaux, qu'on arrête de les prendre en charge et qu'on les mette au travail» (tr.),* a déclaré un groupe au Nouveau-Brunswick. *«Les Indiens devraient vivre dans nos localités, fréquenter nos écoles, obtenir de bons emplois et se battre pour les garder. C'est ainsi qu'ils acquerront le respect de soi» (tr.),* a-t-on entendu en Ontario. Un groupe du Manitoba a quant à lui déclaré: *«Les autochtones devraient s'intégrer à la société canadienne et être assujettis aux lois canadiennes. S'ils veulent pratiquer leur propre culture chez eux, dans leur maison, alors très bien» (tr.).*

La question de savoir si les autochtones devraient avoir les mêmes obligations fiscales que les autres Canadiens a maintes fois été soulevée, souvent, d'ailleurs, par ceux-là mêmes qui se disaient favorables au règlement des doléances en souffrance: *«...les autochtones devraient payer des impôts, comme le font les autres Canadiens» (tr.),* a déclaré un groupe au Nouveau-Brunswick. *«Les autochtones devraient obéir aux lois qui s'appliquent aux autres, y compris dans le domaine de la fiscalité» (tr.),* a déclaré un Albertain.

«Les autochtones devraient s'intégrer à la société canadienne et être assujettis aux lois canadiennes.»

Les participants au Forum des élèves sont davantage opposés à une reconnaissance spéciale pour les autochtones que les participants adultes. Dans l'ensemble, les étudiants abordent dans un esprit égalitariste les questions de diversité culturelle — *«Personne ne de-*

vrait être traité différemment à cause de la couleur de sa peau ou de ses origines et, à mon avis, penser le contraire serait raciste!» (tr.), a déclaré un étudiant d'école secondaire de la Colombie-Britannique — et ils ont la même attitude en ce qui concerne les peuples autochtones. En revanche, bien qu'une minorité d'entre eux pensent que les peuples autochtones constituent une société distincte, et que, comme celui-ci, *«les autochtones sont une société communautaire et leur culture occupe une place importante dans leur mode de vie» (tr.)*, la majorité estiment que les autochtones devraient s'intégrer à une société canadienne composite. *«Les réserves devraient être supprimées car elles isolent les autochtones du groupe» (tr.)*, a-t-on pu lire dans un rapport d'élèves du secondaire, deuxième cycle de Nouvelle-Écosse. *«Les gens ne devraient pas se voir accorder des droits ou des privilèges spéciaux parce qu'ils sont blancs ou...autochtones» (tr.)*, a déclaré une classe en Ontario.

«Les réserves devraient être supprimées car elles isolent les autochtones...»

Quant à l'opinion majoritaire des participants adultes, l'extrait qui suit, tiré d'une lettre du Québec, la résume très bien: *«(Nous) n'avons pas suffisamment reconnu les droits des personnes qui habitaient ce territoire lorsqu'il a été colonisé par nos ancêtres. Il nous faudrait, pour leur rendre justice, reconnaître leurs droits et les inviter à participer à la recherche d'un consensus sur l'organisation future de notre société» (tr.)*.

Priorité aux revendications territoriales

L'on ne saurait trop insister sur le consensus entourant la question des revendications territoriales des autochtones. Aucune autre question n'a fait l'objet d'un ralliement aussi clair: le message que les participants tiennent à transmettre au gouvernement est que ces revendications en souffrance sont une source d'embarras à l'intérieur du pays comme à l'étranger et qu'il importe de les régler rapidement et équitablement. *«Les revendications territoriales devraient être réglées conformément aux traités et aux promesses qui ont été faites et acceptées en toute bonne foi» (tr.)*, nous a-t-on dit au Nouveau-Brunswick. *«Les revendications territoriales doivent être réglées. Nous avons une obligation*

«Les revendications territoriales devraient être réglées conformément aux traités et aux promesses qui ont été faites et acceptées en toute bonne foi.»

morale envers les autochtones» (tr.), peut-on lire dans un mémoire de l'Alberta; *«...une priorité de tout premier ordre...régler les revendications territoriales des Indiens et des Inuit» (tr.)*, nous a-t-on dit en Ontario. *«Les revendications territoriales des autochtones et les traités devraient être honorés et réglés le plus rapidement possible» (tr.)*, a-t-on entendu au Manitoba. *«Les revendications territoriales des autochtones méritent notre attention immédiate» (tr.)*, nous ont confié des Britannico-Colombiens. Ou encore à Terre-Neuve: *«Toutes les revendications territoriales en souffrance doivent être réglées le plus rapidement possible» (tr.).*

«Toutes les revendications territoriales en souffrance doivent être réglées le plus rapidement possible.»

Les participants autochtones nous ont entretenus de l'importance capitale qu'ils attachent au règlement de leurs revendications territoriales ainsi que des difficultés que connaissent ceux d'entre eux qui ont quitté leur réserve. Témoin cet extrait du mémoire d'un groupe représentant 850 autochtones de la région de Clinton, en Colombie-Britannique, et dont la plupart sont membres de l'ancienne bande de Clinton, de la bande High Bar et d'autres bandes de la région: *«Nous sommes préoccupés par l'insuffisance ou l'absence de fonds pour les autochtones vivant dans la région. Le ministère des Affaires indiennes devrait fournir des services d'éducation, de logement, de développement économique et de santé et de bien-être social. Or, la plupart des gens de la région ne reçoivent aucun service. Le ministère des Affaires indiennes a pour politique de ne pas aider les autochtones vivant ailleurs que dans les réserves. Pourtant, année après année, on nous met au courant des fonds qui sont disponibles pour les autochtones, mais nous n'y avons pas accès» (tr.).*

«...année après année, on nous met au courant des fonds qui sont disponibles pour les autochtones, mais nous n'y avons pas accès.»

Les participants n'ont, dans l'ensemble, pas discuté dans le détail de l'actuel processus de règlement des revendications territoriales, qu'il s'agisse de signaler ses lacunes ou de recommander des solutions de rechange. Ils se sont plutôt attardés sur l'incurie ou sur l'indifférence apparente du gouvernement face au problème. Tout en se disant très préoccupés par l'insuffisance des progrès réalisés au cours des dernières années, les intervenants ont cherché à concilier les principes d'équité auxquels ils adhèrent et l'égalité individuelle et collective, avec la nécessité absolue d'accorder un traitement spécial à un groupe de la société. Ils estiment, pour la

plupart, que des mesures particulières s'imposent si l'on veut redresser les injustices passées, par exemple: *«Ces gens, qui ont si souvent été oubliés, doivent disposer d'une plus grande liberté afin qu'ils puissent contrôler leur destinée. Un plan plus cohérent et plus honorable de règlement de leurs revendications territoriales est justifiable» (tr.).* Ou encore: *«Les traités doivent être honorés dans leur intégralité. Les revendications territoriales doivent être examinées en toute bonne foi, avec au moins le même respect et la même générosité que ceux que l'on offre aux gouvernements étrangers» (tr.).*

Un groupe de discussion réuni à Penticton, en Colombie-Britannique, a rapporté ceci: *«Le groupe estime que les peuples autochtones n'ont pas été traités de façon juste et que les revendications territoriales doivent être réglées le plus rapidement possible, la priorité étant donnée aux revendications les moins compliquées» (tr.),* tandis qu'un groupe de Toronto a lancé: *«Culpabilité, honte et colère face aux injustices du passé; volonté d'accéder à la plupart des demandes correspondant à des revendications territoriales fondées» (tr.).*

«...les peuples autochtones n'ont pas été traités de façon juste...»

En revanche, une forte proportion des partisans d'une résolution rapide et équitable des revendications territoriales tempèrent leur soutien de considérations d'ordre pratique ou financier ou encore pour des questions de droits ou de responsabilités. *«Les gouvernements fédéral et provinciaux devraient régler le plus tôt possible toutes les revendications territoriales légitimes. Cela devrait néanmoins être assorti de la condition suivante: que les autochtones assument les mêmes droits et responsabilités que tous les autres citoyens du pays» (tr.),* a expliqué un participant en Ontario, tandis qu'un groupe de discussion réuni en Alberta a déclaré: *«Réglez toutes les revendications territoriales des autochtones dans l'année! Si cela suppose la création pour les autochtones de nouveaux pays à l'intérieur du Canada, alors il faudra passer par là. Mais si c'est cette voie là qui est choisie, alors plus de distribution de fonds illimités. (tr.).*

«...régler le plus tôt possible toutes les revendications territoriales légitimes. Cela devrait néanmoins être assorti de la condition suivante: que les autochtones assument les mêmes droits et responsabilités que tous les autres citoyens du pays.»

Une petite minorité de participants ont exprimé un appui plus modéré à l'égard du règlement des revendications territoriales, ajoutant que tous les citoyens devraient être égaux entre eux, qu'aucun Canadien ne de-

vrait se voir accorder de statut spécial ou encore que les autochtones doivent être "Canadien d'abord". Comme l'a dit l'un d'eux: *«Nous devrions négocier des règlements, étant donné qu'ils étaient ici avant nous, mais il faut faire preuve de prudence lorsqu'il s'agit de conférer des droits spéciaux à un quelconque groupe au sein d'une société libre et démocratique» (tr.).*

Et s'ils faisaient bande à part?

Même si le principe de l'autonomie gouvernementale jouit de l'appui de la plupart des participants, il s'agit d'une question au sujet de laquelle les intervenants non autochtones hésitent à trancher, faute, nous ont-ils dit, d'une connaissance suffisante du dossier.

Un certain nombre d'autochtones nous ont expliqué les raisons pour lesquelles l'autonomie politique est nécessaire à leurs yeux et comment ils envisagent les principes en fonction desquels cette autonomie devrait être exercée. On a entendu, de Cranbrook, en Colombie-Britannique: *«Pour les Kt'unaxa/Kinbasket, l'autonomie politique est la capacité de nous gouverner nous-mêmes sans l'ingérence d'un quelconque gouvernement extérieur...La responsabilité quant à la préservation et la promotion des langues aborigènes doit être partagée entre les gouvernements fédéral et provinciaux, étant donné que ce sont ces deux paliers de gouvernement qui ont, ensemble, détruit les langues des premiers habitants de ce territoire... Les gouvernements des Premières nations doivent pouvoir gouverner en s'appuyant sur les lois établies par leurs ancêtres» (tr.).* Un membre de la bande Norway House nous a dit: *«...les gens sont nombreux à ne pas être favorables à l'idée d'un système de gouvernement autochtone établi à Ottawa et au niveau provincial...Cela ne fera que multiplier les administrations et les frais. Nous croyons en l'autonomie politique au niveau communautaire, mais seulement si nous avons une voix, si nous vivons dans un régime d'autodétermination à l'intérieur d'une démocratie, où il nous est possible de planifier et de nous épanouir ensemble» (tr.).*

«...l'autonomie politique est la capacité de nous gouverner nous-mêmes sans l'ingérence d'un quelconque gouvernement extérieur...»

«Nous croyons en l'autonomie politique au niveau communautaire, mais seulement si nous avons une voix...»

A également été soulevée par des autochtones la question de savoir si l'autonomie gouvernementale est un droit inhérent souverain ou bien s'il s'agit d'une

question de compétences juridiques, comme dans le cas des gouvernements municipaux. Des représentants des Premières nations qui ont rencontré le Forum ont catégoriquement rejeté la notion qu'une simple loi suffirait à leur reconnaître l'autonomie politique législative: *«Nous ne demandons pas aux Canadiens, à titre d'aumône, de nous reconnaître une compétence dans ce domaine» (tr.)*, nous a-t-on dit au Nouveau-Brunswick. *«Nous voulons la reconnaissance constitutionnelle de notre compétence, qui n'a jamais été cédée» (tr.).* L'Assemblée Haïda nous a, quant à elle, dit ceci dans les Îles-de-la-Reine-Charlotte, en Colombie-Britannique: *«Notre état de nation est un fait établi. Vous ne pouvez ni nous l'accorder, ni le définir pour nous. Tout ce que nous demandons, c'est du respect, celui-là même que nous avons offert, afin que nous puissions nous asseoir et négocier une façon de vivre ensemble» (tr.).*

«Nous voulons la reconnaissance constitutionnelle de notre compétence, qui n'a jamais été cédée.»

Bien que l'interprétation de ce que signifie l'autonomie gouvernementale varie beaucoup chez les non-autochtones, la plupart l'envisagent *«comme s'inscrivant à l'intérieur des lois et du système politique canadiens» (tr.).* Un groupe de Colombie-Britannique nous a dit: *«L'autonomie politique dans les réserves est acceptable, mais elle doit respecter les lois du pays» (tr.).*

La plupart des participants non autochtones conçoivent quant à eux l'autonomie politique des Indiens comme un régime qui fonctionnerait un peu à la manière des gouvernements municipaux: *«Les réserves devraient se convertir à l'autonomie politique en suivant le modèle municipal...l'idée devrait être de les rendre aussi autonomes que possible et de faire en sorte qu'à un moment donné elles financent une partie de leur budget au moyen de taxes ou d'impôts» (tr.).* Ou encore: *«Un gouvernement municipal (élu) par quiconque vit sur des terres des traités, même s'il s'agit de non autochtones...(pour) la prestation de services municipaux» (tr.)* et *«un fonds auto-administré pour gérer l'héritage commun à tous les membres de la bande» (tr.).*

«...des gouvernements municipaux devraient être établis dans les réserves.»

«Le groupe estime que des gouvernements municipaux devraient être établis dans les réserves» (tr.), a-t-on pu lire dans le rapport d'un groupe de discussion réuni en Ontario. *«L'autonomie politique des autoch-*

tones, si cela prenait la forme d'un gouvernement municipal, serait acceptable et encouragée. Par contre, ne serait pas acceptable une formule en vertu de laquelle les autochtones seraient exemptés des lois et des responsabilités provinciales ou fédérales» (tr.), de dire un groupe de la Colombie-Britannique.

Une question qui n'a été que très rarement évoquée est celle de la différence entre un régime autonome où la base territoriale est clairement définie et un régime où le lien entre le territoire et la compétence est plus flou, comme ce serait le cas dans des régions urbaines. La plupart des participants qui ont discuté de l'autonomie gouvernementale estiment que pareille formule conviendrait aux territoires clairement définis. Comme l'a dit un intervenant, *«l'autonomie politique est très logique pour les vastes territoires situés dans le Nord, qui pourraient traiter sur un pied d'égalité avec les provinces. Là où il y aurait des problèmes, ce serait du côté des territoires plus petits. On pourrait établir des fonctions municipales» (tr.)*.

«...l'autonomie politique est très logique pour les vastes territoires situés dans le Nord, qui pourraient traiter sur un pied d'égalité avec les provinces.»

D'autres encore reconnaissent que le modèle municipal n'offre peut-être pas suffisamment de latitude pour satisfaire les aspirations politiques, culturelles et sociales des autochtones: *«Si ce qui est envisagé est un genre de gouvernement municipal au sein d'une province, ce serait sans doute faisable et cela n'aurait probablement aucune incidence sur les provinces ni sur le Canada. Mais ce serait vraisemblablement inacceptable aux yeux d'un grand nombre d'autochtones, surtout de ceux qui veulent aller plus loin, pour asseoir leur indépendance et leur identité» (tr.)*.

Comme pour la question du règlement des revendications territoriales en souffrance, un petit nombre de participants s'opposent carrément à l'idée d'autonomie politique pour les autochtones. Voici ce qu'en a dit un groupe de discussion réuni au Nouveau-Brunswick: *«L'autonomie gouvernementale ne semble pas être très pratique» (tr.)*. De l'avis d'un autre, *«Il faudrait tout de suite écarter toute possibilité que des groupes autochtones se soustraient de la compétence des provinces ou du gouvernement fédéral. Les autochtones devraient obéir à toutes les lois qui s'appliquent aux autres» (tr.)*.

«Il faudrait tout de suite écarter toute possibilité que des groupes autochtones se soustraient de la compétence des provinces ou du gouvernement fédéral.»

La majorité des participants pensent que dans ce dossier comme dans celui du règlement des revendica-

tions territoriales, le gouvernement fédéral devrait agir, et ce dans les plus brefs délais. Ils reconnaissent que des accommodements s'imposent de part et d'autre. Dans une lettre envoyée du Yukon, un frère catholique, dont le père était Français et dont la mère était Klingit, parle avec passion de l'attachement de ses ancêtres à la terre et de son espoir que l'on parvienne à des solutions acceptables pour tous: *«Les citoyens canadiens ont pour responsabilité et pour obligation de reconnaître aux autochtones les droits qui leur reviennent. Cela pourrait exiger des sacrifices. Il n'est pas toujours facile ni indolore de faire ce qui est juste et bon. Le sacrifice sera cependant plus facile à faire si les gens comprennent que sur le plan moral, c'est la seule possibilité, et que cela bénéficiera au bout du compte à tous. Les autochtones doivent comprendre qu'il est impossible de tout avoir. Ils devront céder sur certaines choses» (tr.).*

«Il n'est pas toujours facile ni indolore de faire ce qui est juste et bon. Le sacrifice sera cependant plus facile à faire si les gens comprennent que sur le plan moral, c'est la seule possibilité...»

Un intervenant du Yukon a résumé de la façon suivante le traitement réservé par les gouvernements à la question autochtone au cours des dernières années: *«Il est incompréhensible qu'après 17 années de discussions et 40 million de dollars l'on n'ait pas encore réglé les revendications territoriales ni la question de l'autonomie gouvernementale...Chaque jour que le gouvernement traîne coûte de l'argent aux contribuables. Il faut que ça s'arrête!» (tr.)* Les participants ont dit haut et fort qu'il est urgent que ces questions soient réglées.

7. La diversité culturelle

Pour la majorité des participants, la diversité ethnique et culturelle de la population canadienne constitue un de ses principaux attraits. Par contre, notre politique multiculturelle essuie de sévères critiques.

«...nous passons beaucoup trop de temps à nous différencier et pas assez à cultiver notre identité nationale.»

Le principal reproche qu'on lui fait, pour reprendre les termes d'un rapport de groupe de discussion d'Oakville, en Ontario, c'est que: *«Le multiculturalisme est une source de division en soi...nous passons beaucoup trop de temps à nous différencier et pas assez à cultiver notre identité nationale» (tr.).* Pour un très grand nombre de participants, *«Des contacts plus fréquents avec diverses cultures favorisent la tolérance, la compréhension et la coopération et, par conséquent, l'acquisition*

d'un sentiment d'identité nationale» (Mississauga, Ontario), mais beaucoup, qui sont souvent les mêmes, partagent l'avis de ce groupe de Richmond, en Colombie-Britannique: *«D'une façon générale, il est bon d'être fier de son héritage culturel. La mosaïque que nous formons est un des traits caractéristiques de notre pays, qui nous différencie du creuset américain. Il faut célébrer l'art, la musique ainsi que les traditions culturels et ethniques, comme au Folklorama de Winnipeg. Nous devons toutefois rester Canadiens avant tout et cultiver cette identité par le biais de l'éducation et par l'organisation de manifestations culturelles. Il faut nourrir ce sentiment d'appartenance pour ne pas oublier qui nous sommes» (tr.).*

«D'une façon générale, il est bon d'être fier de son héritage culturel. Nous devons toutefois rester Canadiens...»

C'est là l'opinion de l'énorme majorité des participants qui nous ont rappelé que, pour édifier un pays uni, il convient de mettre l'accent sur nos traits communs plutôt que de nous accrocher à nos différentes origines:

Québec: *«Notre groupe est convaincu qu'il faut s'efforcer de préserver la diversité culturelle dans notre pays et qu'il faut tolérer la spécificité ethnique. Il trouve, par contre, que...c'est aux groupes minoritaires qu'il appartient de promouvoir leur propre langue et leur culture à la maison et dans leur milieu culturel. À notre avis, la promotion de ces différences ethniques, culturelles et linguistiques NE DEVRAIT ABSOLUMENT PAS SE FAIRE À COUPS DE SUBVENTIONS GOUVERNEMENTALES.» (tr.)*

Ontario: *«Notre gouvernement fait preuve de négligence en subventionnant officiellement le maintien des traditions étrangères tout en coupant les vivres à des institutions culturelles nationales comme Radio-Canada et les Conseil des arts du Canada.» (tr.)*

«Notre gouvernement fait preuve de négligence en subventionnant officiellement le maintien des traditions étrangères tout en coupant les vivres à des institutions culturelles nationales...»

Alberta: *«Ce n'est pas dans les rituels visibles ni dans la langue que réside la véritable culture; c'est plutôt une philosophie personnelle de la vie. L'État ne devrait pas contribuer au financement d'activités multiculturelles, car c'est une source de discorde qui compromet l'unité du pays.» (tr.)*

Certains déplorent que l'on mette moins d'ardeur à forger un caractère national distinctif et à mettre en valeur notre patrimoine canadien qu'à préciser l'origine des citoyens et à célébrer leur culture ancestrale. Pour ceux-là, *«Le gouvernement fédéral fait la promotion du multiculturalisme au détriment d'une véritable identité canadienne. Il faut laisser aux néo-Canadiens la liberté de préserver leur culture et d'utiliser leur langue au sein de leur collectivité, mais le gouvernement doit faire comprendre clairement à tous les immigrants que pour devenir citoyen canadien, il faut avant tout faire preuve de loyauté envers le Canada et respecter ses lois» (tr.).* Certains participants trouvent qu'on modifie ou qu'on affaiblit les symboles du patrimoine canadien pour accommoder les nouveaux arrivants, si bien qu'il nous reste bien peu de symboles nationaux typiques qui reflètent nos traditions.

«...l'uniforme de la GRC est un symbole de notre identité nationale et doit le rester.»

"Cela débouche sur le port du turban par des agents de la GRC en uniforme", a estimé un citoyen de la Colombie-Britannique exprimant ainsi le sentiment d'inquiétude d'un très grand nombre de participants au sujet d'un de nos symboles les plus visibles. *«Je suis sidéré que l'on en ait fait un problème racial dans les milieux judiciaires. À mes yeux, et aux yeux de bien d'autres Canadiens, l'uniforme de la GRC est un symbole de notre identité nationale et doit le rester.» (tr.)* Ainsi qu'on l'a vu dans le chapitre sur les valeurs canadiennes, la crainte que les droits des groupes minoritaires n'érodent les droits individuels des Canadiens en général est fort répandue. Nombre de groupes et de particuliers, tout en appréciant la diversité culturelle du Canada, admettent mal que nos symboles ou nos institutions historiques ne soient pas considérés comme permanents. *«On fait davantage pour la culture des néo-Canadiens que pour celle des Canadiens» (tr.),* regrette un interlocuteur de Niagara Falls, en Ontario.

«On fait davantage pour la culture des néo-Canadiens que pour celle des Canadiens.»

Le financement des programmes de multiculturalisme

Un très grand nombre de participants voient dans le financement des programmes de multiculturalisme un exemple concret de la tendance du gouvernement à attiser les discordes causées par nos origines culturelles, au

lieu de promouvoir l'unité. Les critiques formulées sur l'aide de l'État au maintien des cultures ancestrales sont généralement très directes, témoin ce groupe de discussion ontarien: *«Le groupe trouve que les deniers publics ne devraient pas servir à favoriser la survie d'une autre culture. C'est aux différents groupes culturels qu'il appartient de préserver leur langue et les autres aspects de leur culture ancestrale» (tr.).* Un groupe de la Colombie-Britannique considère que: *«Les aspects intéressants d'une culture, quelle qu'elle soit, survivront et se répandront sans l'aide du gouvernement, si les gens veulent les préserver» (tr.).* Un groupe du Nouveau-Brunswick a déclaré dans son rapport qu'*«il faut permettre (aux communautés multiculturelles) de poursuivre leurs activités culturelles, mais à leurs propres frais» (tr.).*

«...les deniers publics ne devraient pas servir à favoriser la survie d'une autre culture.»

Maints participants, dont nombre de néo-Canadiens, ont dit au Forum qu'ils préféreraient que l'État subventionne des cours de langue et d'autres programmes visant à faciliter l'intégration des néo-Canadiens. *«Personnellement, je suis très heureux de faire partie d'une société multiculturelle. Je trouve, en revanche, qu'il faut prendre des mesures face à la nouvelle diversité ethnique..., autrement dit, financer des programmes spéciaux là où ils sont nécessaires et garantir le respect des droits de tous les citoyens»*, nous a confié un participant. *«Il faut mettre fin au gaspillage et aux extravagances et adopter des programmes qui facilitent vraiment l'intégration des nouveaux arrivants, sans les assimiler.» (tr.)*

«...financer des programmes spéciaux là où ils sont nécessaires et garantir le respect des droits de tous les citoyens,... mettre fin au gaspillage...»

Canadiens "tout court"

Un des souhaits les plus fréquents des participants est que l'on perde l'habitude, très répandue chez nous, de préciser l'origine ethnique des citoyens. La plupart, les néo-Canadiens comme les autres, demandent au gouvernement de comprendre que nos citoyens veulent être des *Canadiens "tout court"*.

Le Muslim Women's Study Circle nous a dit: *«Les Canadiens membres d'une minorité ethnique éprouvent de la difficulté à se considérer comme des Canadiens parce qu'on leur demande toujours de quelle origine ils sont» (tr.).* Un monsieur d'Ottawa a dit ceci: *«Mes ori-*

«...je ne suis pas venu au Canada avec l'idée de m'accrocher à ce passé, mais plutôt avec celle de faire mon possible pour devenir Canadien.»

gines se situent en Europe du Nord — Allemagne, Russie, Danemark et Angleterre — et je ne suis pas venu au Canada avec l'idée de m'accrocher à ce passé, mais plutôt avec celle de faire mon possible pour devenir Canadien» (tr.). Certains s'expriment franchement pour ou contre la diversité culturelle mais la plupart l'apprécient tout en critiquant l'attitude des autorités: *«J'aspire à une société qui comprenne et qui accepte les différences apportées par chaque citoyen et par chaque culture» (tr.).* Un autre: *«Le résultat de votre "multiculturalisme", c'est que personne n'est Canadien; tous les gens conservent l'identité qu'ils avaient avant d'arriver au Canada et le terme "canadien" s'applique uniquement à la monnaie et au passeport» (tr.).* Un autre: *«...si nous aspirons à former une nation, ce n'est pas en se contentant d'être des "Canadiens-ceci" ou des "Canadiens-cela" qu'on y arrivera» (tr.).* Un autre encore: *«il ne devrait pas y avoir de Canadiens français, Canadiens juifs, Canadiens irlandais...nous sommes tous des "Canadiens tout court"» (tr.).*

«...personne n'est Canadien; tous les gens conservent l'identité qu'ils avaient avant d'arriver au Canada...»

Ailleurs qu'au Québec, beaucoup pensent qu'il faut être "Canadien avant tout"; par contre, dans l'esprit de la majorité des participants québécois, les nouveaux venus doivent s'adapter à la culture du Québec et s'attacher à la langue et aux symboles de la province. Un groupe de discussion de Drummondville a écrit dans son rapport: *«Favoriser l'intégration des cultures. Peur pour les francophones du Québec. Favoriser le fait français du Québec».* Les francophones ont moins tendance que les Canadiens anglophones à considérer la politique du multiculturalisme comme un obstacle à l'unité culturelle: *«Nous croyons que nous les acceptons bien mais on a l'impression qu'eux ils viennent au Canada sans vouloir être Canadiens ou Québécois. Ils forment des communautés et se renferment dans une petite Italie, une petite Grèce, une petite Chine, etc. Ils devraient faire un effort pour s'intégrer à nous».*

«...ils viennent au Canada sans vouloir être Canadiens ou Québécois. Ils forment des communautés et se renferment...»

Les jeunes participants au Forum des élèves n'ont pas tout à fait la même opinion que les adultes sur la diversité culturelle du Canada. Ils ont beaucoup moins tendance qu'eux à se préoccuper de l'attachement des nouveaux venus au Canada et ils sont beaucoup plus enclins à considérer le racisme comme un grave problème. *«Le Canada est un arc-en-ciel dans lequel on*

retrouve toutes sortes de gens et toutes sortes de lieux» (tr.), a dit un élève de quatrième année de London, en Ontario, dont la réflexion reflète la tolérance des jeunes en général à l'égard de la différence d'autrui. *«Il faut résoudre le problème du racisme" (tr.)*, réclame un élève de douzième année de Bedford, en Nouvelle-Écosse; *«Nous sommes une société raciste, comme on peut le voir aux nouvelles et dans la vie quotidienne» (tr.)*, pense un élève de dixième année de Kitchener, en Ontario.

«Nous sommes une société raciste, comme on peut le voir aux nouvelles et dans la vie quotidienne.»

Du côté des adultes également, certains voient dans le racisme et la discrimination raciale dans la société canadienne un problème contre lequel il faut lutter. Ainsi le Conseil ethnoculturel du Canada: *«Pour une partie de l'opinion publique, les Canadiens sont* ***"gouvernés à outrance"****. Par contre, aux yeux des minorités ou des personnes victimes d'injustices ou de discrimination, c'est le contraire qui est vrai. La lutte que mènent les communautés ethnoculturelles minoritaires vise principalement à faire renverser la vapeur, en partant du principe que, si la société évolue, il n'en est pas de même pour les institutions» (tr.).*

«...si la société évolue, il n'en est pas de même pour les institutions.»

8. L'économie canadienne

Les discussions de groupe du Forum ont souvent été dominées par des préoccupations économiques. Les participants ont exprimé un sentiment d'insécurité profonde devant la conjoncture et les perspectives économiques du Canada. Bon nombre n'acceptent pas les bouleversements causés par des mesures dictées par les forces du marché international. *«Ce qui préoccupe les gens dans l'immédiat, c'est de savoir s'ils auront un emploi demain, ce sont les taxes et les impôts, ainsi que la qualité de la vie dans leur région. Le bricolage constitutionnel n'est pas une de leurs priorités» (tr.)*, a dit un participant de la Colombie-Britannique dont l'opinion reflète celle de la plupart des participants. Pour la grande majorité, les citoyens n'ont aucun contrôle sur les facteurs économiques, mais c'est l'État qui doit créer un climat économique propice à leur prospérité et à celle de leur famille.

«Ce qui préoccupe les gens dans l'immédiat, c'est de savoir s'ils auront un emploi demain,... Le bricolage constitutionnel n'est pas une de leurs priorités.»

D'une manière générale, les participants ont parlé de certains aspects précis de l'économie et ne se sont pas lancés dans une discussion sur les causes du malaise économique, ni sur l'interaction entre les différents volets de la politique économique. Quelques-uns seulement ont parlé de l'économie en général. *«Avec toutes ses richesses, le Canada devrait être le pays le plus prospère du monde, mais il accuse un recul économique de plus en plus marqué» (tr.)*, avons-nous lu dans une lettre venant de l'Ontario, dans laquelle on ajoute ceci: *«Cette régression est due à son sous-développement industriel qui vient de ce que le Canada n'a jamais été un pays uni, bien géré, et qu'il constitue la somme de dix pays différents, partiellement sous-développés et à moitié indépendants, qui sont souvent déchirés par des querelles et qui vivent au-dessus de leurs moyens à coups d'expédients politiques. S'il existe un certain "libre-échange" entre le Canada et les États-Unis, aussi douteux soit-il, il n'y en a toujours pas à l'intérieur du pays» (tr.)*. Un Terre-Neuvien nous a confié: *«Les barrières commerciales interprovinciales, le manque d'uniformité des codes et normes provinciaux, ainsi que l'incompatibilité des systèmes d'enseignement et des services sociaux prouvent bien que le Canada n'est pas parvenu à former une nation...La décentralisation devrait être justifiée par l'évaluation rationnelle d'une répartition judicieuse des pouvoirs, au lieu d'être motivée par des réactions viscérales face à l'échec du régime fédéral» (tr.)*.

«...le Canada n'a jamais été un pays uni, bien géré...»

«La décentralisation devrait être justifiée par l'évaluation rationnelle d'une répartition judicieuse des pouvoirs, au lieu d'être motivée par des réactions viscérales...»

Un nombre considérable de participants ont relié leurs préoccupations économiques à ce qu'ils considèrent comme le contrat social fondamental de la fédération canadienne. Dans l'esprit d'un de nos correspondants ontariens, *«Le Canada a été fondé à un moment où l'on avait foi dans un gouvernement actif interventionniste. Ce n'est pas que cela ait toujours donné des résultats intéressants, et les barrières interprovinciales sont là pour l'attester, mais il reste que l'on a édifié tout un système et tout un mode de vie sur des prémisses différentes de celles sur lesquelles se basent Brian Mulroney et d'autres chantres du "libéralisme" économique...Cette contradiction vient de la croyance (conservatrice à l'origine) que le gouvernement doit prendre la société en charge et que le rationalisme éco-*

«Le Canada a été fondé à un moment où l'on avait foi dans un gouvernement actif interventionniste.»

nomique est mal adapté au milieu canadien et ne sert pas l'intérêt public, ou bien commun, en raison de la situation socio-économique et géographique particulière du Canada» (tr.).

«Quand on a un bon système de valeurs, on ne mesure pas la réussite d'un pays d'après sa performance sur les marchés internationaux», nous a dit un participant. *«Un pays réussit s'il arrive à nourrir et à éduquer ses enfants, à prendre soin des malades, des handicapés et des vieillards et à promouvoir une vie sociale et culturelle saine permettant à tous les citoyens de s'épanouir et de jouir d'un niveau de vie décent. La concurrence est un outil économique qui peut nous aider à obtenir un tel résultat. Par contre, en faire une fin en soi, comme le gouvernement fédéral aujourd'hui, est contraire à l'esprit de coopération et de partage nécessaire à l'épanouissement social.» (tr.)*

«...on ne mesure pas la réussite d'un pays d'après sa performance sur les marchés internationaux...»

Dans les régions autres que l'Ontario et le Québec, beaucoup de participants trouvent que les décisions officielles à caractère économique sont motivées par les besoins du centre du pays et qu'Ottawa ne se soucie guère des conséquences qu'elles peuvent avoir sur les autres régions. Un participant de l'Alberta estime: *«La récente politique fédérale de crédit cher est un exemple. Elle visait à lutter contre l'inflation. Où y avait-il de l'inflation? En Ontario. Y avait-il un problème d'inflation dans les provinces de l'Ouest ou dans les Maritimes? Non. Les résidents de ces provinces ont-ils dû payer des taux d'intérêt élevés? Oui» (tr.).* Au Manitoba, nous avons entendu ceci: *«À l'heure actuelle, c'est en Ontario et au Québec qu'il y a le plus d'argent, le plus d'entreprises, le plus de pouvoir et c'est là que la population est la plus forte. Ces régions ne voient que leur intérêt, même s'il est au détriment d'autres régions du Canada» (tr.).*

«...c'est en Ontario et au Québec qu'il y a le plus d'argent, le plus d'entreprises, le plus de pouvoir et c'est là que la population est la plus forte.»

Somme toute, les participants considèrent que la politique économique est l'affaire des gouvernements; leur dilemme en ce moment, c'est que dans ce domaine capital, leur sort est entre les mains de ces mêmes gouvernements auxquels ils ne font guère confiance, ni en matière fiscale et budgétaire, ni lorsqu'il s'agit de consulter le peuple avant de modifier des règles fondamentales: un groupe de Scarborough, en Ontario, nous a dit: *«Nous avons besoin de leaders qui soient des vi-*

sionnaires, des leaders capables de nous guider. Nous ne pouvons plus compter sur nos ressources non-renouvables pour assurer la prospérité économique du pays» (tr.).

Les déficits gouvernementaux

Dans le contexte économique, c'est la question du déficit qui revient le plus souvent. En sus de la réduction du déficit, sujet de préoccupation générale, les participants ont souvent recommandé d'imposer certaines restrictions interdisant au gouvernement d'accumuler des déficits importants, de limiter les dépenses gouvernementales ou de les surveiller de près, et d'équilibrer le budget. Un groupe de discussion de Hay River, dans les Territoires du Nord-Ouest, pense que : *«Nous vivons au-dessus de nos moyens. C'est notre incapacité de réduire notre dette qui causera la perte du Canada» (tr.).* Un autre groupe de discussion de Waterloo, en Ontario, écrit dans son rapport: *«Le Canada est un pays riche, assez riche pour aider les autres encore plus qu'à l'heure actuelle. Nous avons toutefois contracté des dettes monumentales, tant à l'échelle collective qu'individuelle. Nous ne pouvons vraiment pas continuer à maintenir ce train de vie. Si nous ne mettons pas sérieusement un frein au gaspillage, à nos extravagances, ne modérons pas nos besoins et nos attentes, nous courons à la ruine collective et individuelle et nous ne serons peut-être pas en mesure de donner quoi que ce soit à qui que ce soit» (tr.).* Un citoyen qui a appelé la ligne 1-800 a résumé ainsi la situation: *«Le gouvernement mène la grande vie alors qu'il n'en a pas les moyens» (tr.).*

«C'est notre incapacité de réduire notre dette qui causera la perte du Canada.»

Pour bien des gens, il faut imposer aux gouvernements une limite quelconque sur les déficits. Extrait d'une lettre: *«Il faut insérer dans la Constitution une clause qui limite strictement les dettes que peuvent contracter les gouvernements fédéral et provinciaux dans une année ainsi, que les dettes qu'ils peuvent accumuler. Acheter des voix en refilant les factures à la génération suivante est un moyen odieux d'obtenir le pouvoir; il faut donc éviter que cela se reproduise.» (tr.)*

«Le gouvernement mène la grande vie alors qu'il n'en a pas les moyens.»

La taxe sur les produits et services

La quasi-totalité des commentaires sur la TPS sont négatifs. D'une façon générale, les participants trouvent que la TPS leur a été imposée de force et que l'on n'a pas suffisamment tenu compte de l'opposition générale manifeste. Un interlocuteur à la ligne 1-800 se demande: *«Comment voulez-vous que les Canadiens arrivent à influencer le gouvernement par l'intermédiaire du Forum des citoyens, alors qu'il a allègrement ignoré leurs opinions sur la TPS et sur le libre-échange?» (tr.)* Un autre, de l'Alberta, dans une lettre: *«Son seul effet (la TPS), c'est qu'elle me rappelle que je hais cordialement le gouvernement chaque fois que je paie un article ou une facture» (tr.).* Un citoyen du Manitoba recommande: *«Il faut réduire le déficit national, mais pas en employant des moyens (la TPS) qui appauvrissent une bonne partie de la population» (tr.).*

«Acheter des voix en refilant les factures à la génération suivante est un moyen odieux d'obtenir le pouvoir...»

Un mince pourcentage des participants acceptent la taxe dans une certaine mesure, particulièrement si elle sert à réduire le déficit, témoin l'auteur de cette lettre de l'Ontario: *«Il faut que la TPS serve à abaisser le déficit» (tr.).*

«Son seul effet (la TPS), c'est qu'elle me rappelle que je hais... le gouvernement...»

Les dépenses publiques

Les participants sont très inquiets au sujet des dépenses gouvernementales, qu'ils considèrent souvent comme un gaspillage qui ne résout pas les véritables problèmes du pays. Bon nombre d'entre eux approuvent les dépenses dans des domaines tels que les services sociaux, la péréquation économique régionale, les communications, l'éducation et l'environnement; ils trouvent même qu'il faut les augmenter, comme cet Ontarien qui nous a confié qu'il fallait *«...la volonté politique d'unir le pays, sous la direction d'un gouvernement central fort, en offrant un régime d'assurance-maladie universel, un régime de sécurité de la vieillesse, un régime d'assurance-chômage, des services de garderie et en donnant des chances égales à tous dans le domaine de d'éducation» (tr.).*

«...un gouvernement central fort, en offrant un régime d'assurance-maladie universel, un régime de sécurité de la vieillesse, un régime d'assurance-chômage...»

En revanche, nombre de participants trouvent que, dans bien d'autres domaines, le gouvernement dépense l'argent à tort et travers. Un participant de la Colombie-

Britannique nous a dit que c'est surtout à ce niveau que le bât blesse: *«À propos des dépenses gouvernementales, je trouve qu'on permet aux fonctionnaires de dépenser trop d'argent, sans contrôle, alors qu'il y a des gens qui meurent de faim» (tr.).* Un néo-Écossais, qui exprime l'opinion très répandue que le Québec reçoit une trop grosse part du gâteau, nous a confié ceci: *«Le gouvernement fédéral peut déverser des milliards de dollars sur Lavalin et Bombardier, alors qu'il coupe les crédits aux provinces de l'Atlantique ou de l'Ouest» (tr.).*

Les disparités économiques régionales

«...on permet aux fonctionnaires de dépenser trop d'argent...»

Les écarts qui existent entre les différentes régions du Canada sur le plan économique préoccupent bon nombre de participants. Même si le sujet revenait plus souvent sur le tapis dans les provinces de l'Atlantique qu'ailleurs, les citoyens ont conscience des disparités économiques dans toutes les régions du pays et restent disposés à lutter contre elles.

On ne saurait exagérer le sentiment d'angoisse des citoyens des provinces de l'Atlantique face à la situation et à l'avenir économiques de leur région. Bien que l'esprit d'entreprise y soit très répandu, ils sont conscients de leur faiblesse sur le plan démographique et de la nécessité de compter sans cesse sur l'aide économique des autres régions du pays, mais ils trouvent généralement qu'Ottawa les traite en parents pauvres. Un groupe de discussion de la Nouvelle-Écosse se plaint dans son rapport: *«Le sentiment général est que le gouvernement fédéral attache peu d'importance aux intérêts des Maritimes: la réduction des paiements de transfert au titre de l'éducation, l'apparente suppression progressive des subventions fédérales au titre de l'assurance-maladie, les coupures imposées à Via Rail et d'autres initiatives de ce genre attestent une certaine indifférence à l'égard des préoccupations régionales. Le gouvernement fédéral s'efforce bien plus d'apaiser le Québec que de régler le problème des inégalités régionales». «...Les provinces des Maritimes sont des parents pauvres...elles n'ont jamais été mises sur un pied d'égalité avec les autres» (tr.),* nous a-t-on confié au Nouveau-Brunswick, où l'on considère aussi que *«Les*

«...le gouvernement fédéral attache peu d'importance aux intérêts des Maritimes... Le gouvernement fédéral s'efforce bien plus d'apaiser le Québec que de régler le problème des inégalités régionales.»

provinces de l'Atlantique devraient être exemptées des restrictions budgétaires fédérales» (tr.).

Une lettre qui nous a été envoyée de Terre-Neuve fait ressortir certaines différences d'interprétation, entre les diverses régions du Canada, des notions de récession et de prospérité: *«L'été dernier, j'ai passé plusieurs semaines en Ontario, principalement à Toronto, à Oshawa et à Ottawa. Cette région traversait une récession, c'est du moins ce qu'on nous a dit. J'ai pourtant vu quantité de maisons en construction; dans les grands magasins, j'ai vu des acheteurs comme on en voit uniquement durant la période de Noël à Corner Brook; j'ai vu plus de voitures neuves dans un terrain de stationnement de superficie moyenne qu'ici chez les concessionnaires. Je n'ai qu'une chose à dire: on en voudrait, des récessions comme celle-là, à Terre-Neuve!» (tr.)*

Dans l'Ouest, et surtout au Manitoba et en Saskatchewan, on nous a également entretenus de la crise agricole.» *Les exploitations agricoles font faillite" (tr.),* nous a-t-on dit à maintes et maintes reprises. Un groupe de discussion du Manitoba a demandé que *«l'on se préoccupe davantage des régions agricoles et des agriculteurs du Manitoba, sinon il n'y aura plus d'agriculteurs» (tr.).* Un autre groupe préconisait d'adopter *«un système de répartition des richesses permettant aux régions les plus démunies de jouir des mêmes privilèges que les provinces riches» (tr.).*

«...un système de répartition des richesses permettant aux régions les plus démunies de jouir des mêmes privilèges que les provinces riches.»

Dans les provinces nanties, très peu de citoyens sont contre l'idée de continuer à aider les régions moins favorisées; par contre, en Colombie-Britannique et en Alberta, nous avons entendu beaucoup de récriminations contre l'aide gouvernementale accordée à l'économie et aux entreprises de l'Ontario et du Québec. *«Je voudrais voir un gros changements dans les relations économiques entre le centre (l'Ontario et le Québec) et l'Ouest» (tr.),* nous a dit un participant de la Colombie-Britannique dont la réflexion est typique; *«Il faut que la domination et l'exploitation économique de l'Ouest par le centre cesse immédiatement. J'accepterais que l'Ouest continue à subventionner les Maritimes, mais pas le centre» (tr.).* Et même en Ontario, peu de gens ont réclamé une aide directe de l'État aux entreprises

«Il faut que la domination et l'exploitation économique de l'Ouest par le centre cesse immédiatement.»

ontariennes et québécoises; le sujet n'a pas été abordé très souvent par les participants du Québec.

L'Accord de libre-échange

L'Accord de libre-échange avec les États-Unis est un sujet qui intéresse et qui préoccupe beaucoup les participants; les opinions favorables sont très rares, sauf au Québec où l'Accord jouit d'une meilleure réputation. *«Il faut se retirer de l'Accord de libre-échange qui profite uniquement aux banques et aux compagnies internationales» (tr.)*, nous a dit un groupe de la Colombie-Britannique. Aux yeux des participants, un trop grand nombre d'entreprises vont s'établir ailleurs qu'au Canada, l'Accord ne contient pas de clauses spécifiques sur les ressources en eau, il coûte trop d'emplois aux Canadiens et les États-Unis en sont les bénéficiaires principaux ou exclusifs. Commentaire typique: *«Le libre-échange est une catastrophe pour les Canadiens: certaines usines ferment leurs portes ou déménagent aux États-Unis où le marché est plus favorable. Il faut renégocier cet accord pour être sur un pied d'égalité. Il avantage trop les États-Unis.» (tr.)*

«Le libre-échange est une catastrophe pour les Canadiens:... Il avantage trop les États-Unis.»

Les participants ont manifesté leur inquiétude et leur colère à l'égard du gouvernement qui, selon eux, n'a pas réglé les problèmes découlant de l'Accord: un groupe de discussion du sud-ouest de l'Ontario nous a dit qu'une des ses préoccupations majeures *«est l'Accord de libre-échange et les effets qu'il a dans une région comme Windsor, où l'on retrouve une forte concentration d'entreprises du secteur de l'automobile. Le gouvernement doit aider la région à atténuer les dégâts qui seront causés par l'Accord de libre-échange» (tr.)*.

9. La responsabilité des leaders et la démocratie participative

Un des messages dominants, c'est que les participants ont perdu confiance à la fois dans le régime et dans leurs dirigeants politiques. Ils ne pensent pas que leurs élus, surtout au fédéral, gouvernent selon la volonté du peuple ni que les citoyens aient actuellement les moyens de remédier à cela. Nombre d'entre eux, sur-

tout à l'extérieur du Québec, souhaitent et sont prêts à appuyer une réforme profonde du système politique, pour autant qu'elle débouche sur un régime politique humain et efficace et des gouvernants réceptifs et responsables.

Les participants désirent de tels changements parce qu'ils ont perdu confiance dans le système politique actuel et parce qu'ils doutent que les dirigeants prendront des décisions qui reflètent leurs valeurs et leurs aspirations. Ils exigeraient moins la participation directe aux décisions si des réformes parvenaient à rétablir leur confiance dans le système. Autrement dit, ils voudraient que les grandes décisions qui les touchent soient prises en toute connaissance de cause en tenant compte des opinions et en pensant au bien-être des citoyens en général. Voici quelques interventions typiques:

«...le Parlement est un théâtre burlesque où chacun essaye d'avoir la vedette.»

Un couple d'Ontariens âgés d'environ 70 ans: «*Les principes directeurs doivent être l'honnêteté et le dévouement envers le peuple: rien ne se fera sans cela. Pour le moment, le Parlement est un théâtre burlesque où chacun essaye d'avoir la vedette.*» *(tr.)*

Un groupe du Manitoba: «*Le groupe veut que les élus se remuent le derrière et se mettent à diriger le pays.*» *(tr.)*

«Les politiciens ont dressé les Québécois contre le reste du Canada et, dans une mesure moindre, les régions les unes contre les autres.»

Extrait d'une lettre venant de la Saskatchewan: «*Le sectarisme politique a provoqué une réaction d'hostilité de la part du Québec et divisé le pays. Les partis politiques ont faussé les perceptions des Québécois: "Dites-leur tout ce qu'ils veulent entendre, l'essentiel c'est qu'ils votent pour nous. Dites au Québec qu'il est différent du reste du Canada et que notre parti est le seul à pouvoir défendre ses intérêts". Les politiciens ont dressé les Québécois contre le reste du Canada et, dans une mesure moindre, les régions les unes contre les autres.*» *(tr.)*

«Nos dirigeants politiques ont failli; ils n'ont ni vision, ni légitimité.»

Un groupe du Manitoba: «*On n'arrivera pas à nous faire croire qu'il suffit de trouver la bonne formule pour que tout aille bien. Nos dirigeants politiques ont failli; ils n'ont ni vision, ni légitimité.*» *(tr.)*

Un élève du premier cycle secondaire de l'Ontario: «*Nous ne pouvons absolument rien faire. On met au pouvoir un gouvernement qui s'engage à améliorer la situation et ce genre de choses...Quand un gouvernement a-t-il jamais tenu ses promesses? Ce que je pense n'a aucune importance, j'ai 14 ans et personne ne m'écoute...*» *(tr.)*

«Ce que je pense n'a aucune importance, j'ai 14 ans et personne ne m'écoute...»

Un groupe de l'Ontario: «*Nos représentants se comportent d'une façon épouvantable au Parlement; on dirait des enfants indisciplinés. Ils se comportent comme de mauvais garnements, n'ont aucune retenue et ne cessent de se quereller entre partis. Pourquoi ne se serrent-ils pas les coudes et n'exploitent-ils pas leurs meilleures idées?*» *(tr.)*

Un groupe du Nouveau-Brunswick: «*Les priorités politiques ne sont pas nécessairement les priorités nationales...Il faut consulter davantage les organisations populaires.*» *(tr.)*

Extrait d'une lettre venant du Québec: «*Il y a un vide politique: les gouvernants n'ont aucune vision précise, aucune suite dans les idées, aucune notion de notre destin national; les pots-de-vin, la corruption et l'incompétence dominent une bureaucratie alourdie par les complications juridiques et fiscales.*» *(tr.)*

«Il y a un vide politique: les gouvernants n'ont aucune vision précise, aucune notion de notre destin national...»

La nécessité d'avoir des leaders réceptifs et responsables n'est pas un thème qui a été abordé isolément. Il apparaît au contraire en filigrane dans tous les commentaires que nous avons entendus sur toute une série de sujets: gestion de l'économie, traitement réservé aux peuples autochtones, réforme constitutionnelle et place du Québec dans la fédération, bilinguisme et multiculturalisme. Dans tous ces domaines les citoyens nous ont dit qu'ils n'avaient pas l'impression d'être gouvernés selon leurs désirs ni selon leurs valeurs fondamentales.

Nombre de participants ont dit aux commissaires que les médias portent une lourde responsabilité à l'égard des problèmes et des difficultés auxquels le Canada se trouve confronté du fait qu'ils ne s'efforcent pas suffisamment de fournir des informations de base fiables et ne donnent pas de nous-mêmes une image constructive. C'est le cas de ce citoyen d'Islington, en

Ontario, qui a lancé: *«Les médias, source de désinformation et de confusion par excellence» (tr.).*

Les participants sont souvent d'avis que les médias ont la fâcheuse tendance de faire dégénérer les problèmes en crises en exagérant les conflits et en déformant les faits: *«Les médias nous ont fait beaucoup de tort en montant en épingle le sentiment séparatiste au Québec et le lac Meech. Les médias ont versé dans l'exagération et dans le sensationnalisme» (tr.)*, a déclaré un groupe de discussion du Manitoba. Un participant de Merville, en Colombie-Britannique: *«(les) médias doivent cesser de mettre l'accent sur nos différences et s'attacher davantage à faire ressortir ce que nous avons en commun et ce qui nous unit» (tr.).* À nos yeux, il est clair que les participants au Forum investissent non seulement les dirigeants politiques, mais aussi les médias, de la responsabilité d'adhérer aux valeurs canadiennes fondamentales.

Les valeurs fondamentales impératives

Les valeurs canadiennes fondamentales qui ont été expliquées de long en large au Forum nous aident à mesurer la désaffection du peuple pour le régime politique. Pour l'écrasante majorité des citoyens qui nous ont parlé, le pays n'est pas gouverné selon les valeurs qu'ils embrassent et qui, dans leur esprit, caractérisent notre société.

Les trois valeurs fondamentales les plus impératives sont l'égalité, l'équité et la coopération.

Premièrement, la notion d'égalité s'applique aussi bien aux individus qu'aux provinces, aux territoires et aux régions. L'égalité des citoyens est une notion qui s'est beaucoup répandue au Canada depuis l'entrée en vigueur de la déclaration des droits et libertés. Les participants jugent sévèrement les politiques gouvernementales qui semblent faire passer les droits collectifs avant les droits individuels ou restreindre ceux-ci davantage pour un groupe de citoyens que pour un autre. Comme nous l'avons déjà signalé à propos du Québec et de l'unité canadienne, les Canadiens qui ont parlé au Forum ne sont pas disposés à tolérer des inégalités flagrantes entre les provinces, ni l'octroi de "privilèges spéciaux" à une ou plusieurs d'entre elles.

Deuxièmement, une réflexion qui revient très souvent dans la bouche des participants est que le Canada est un pays où les citoyens et les gouvernements devraient essayer de prendre des décisions qui soient justes envers la population en général, les diverses provinces et régions ainsi que les différents groupes qui chevauchent les frontières géographiques et politiques. Nous avons entendu dire à maintes reprises que certains groupes, notamment les autochtones, mais aussi les Acadiens, les anglophones du Québec, les francophones hors Québec, ainsi que les citoyens de l'Ouest et des Maritimes, avaient été traités de façon injuste. À l'inverse, aucun groupe ne devrait jouir d'un traitement de faveur injustifié.

Troisièmement, une bonne partie des interlocuteurs du Forum ont par ailleurs mis l'accent sur la nécessité de faire un effort collectif si l'on veut édifier un pays conforme à nos désirs. Un thème récurrent dans l'histoire et la littérature canadiennes est que nos formons un pays improbable, construit à coups de compromis et à force de coopération, en dépit des rigueurs de son climat et d'une configuration géographique ingrate. L'incarnation moderne de ce thème sous-jacent est l'acceptation du fait que le Canada est un pays relativement peu peuplé, exposé à la domination éventuelle d'un voisin très imposant, et que toute initiative qui réduit notre capacité de faire bloc nous nuira davantage qu'elle ne nous profitera. Par ailleurs, les participants préconisent non seulement une coopération passive, faute de choix, mais aussi un effort concerté de conciliation de nos intérêts dans un esprit de paix et de coopération.

La grande majorité des interlocuteurs du Forum ne pensent pas que leurs dirigeants actuels aient gouverné le pays selon des valeurs fondamentales. Si d'aucuns le déplorent et manifestent leur déception, un nombre bien plus grand de citoyens sont furieux, et leur colère est surtout dirigée sur les politiciens fédéraux. Le premier ministre est la cible préférée des critiques et nombre de participants ont même réclamé sa démission. Voici quelques déclarations qui donnent une idée du ton et du contenu du message général:

«...l'absence de vision est la véritable raison pour laquelle le Forum a été créé. Le premier ministre, son

Cabinet, son parti et, à vrai dire, tous les partis et toutes les assemblées législatives, manquent de vision. Aucun d'entre eux n'a été ni n'est capable d'envisager un avenir nouveau pour le Canada, et quand nous réclamons des propositions, ils avouent qu'ils n'en ont pas à faire.» (tr.)

«Le premier ministre, son Cabinet, son parti et, à vrai dire, tous les partis et toutes les assemblées législatives, manquent de vision.»

«...il y a un autre problème, c'est que le premier ministre est incapable de garder le contact avec le public. La plupart des gens étaient contre le libre-échange, contre la TPS, contre les réductions (pour ne citer que quelques exemples), mais cela ne l'a pas empêché de nous les imposer de force, que nous le voulions ou non.» (tr.)

«Nos trois chefs politiques ne privilégient pas l'intégrité intellectuelle.» (tr.)

«Les négociations du lac Meech se sont déroulées dans le secret. Cela ne doit plus jamais se reproduire.» (tr.)

«Le gouvernement est seul responsable du sentiment généralisé de désunion qui règne au Canada.»

«Le gouvernement est seul responsable du sentiment généralisé de désunion qui règne au Canada. La façon dont il essaie de régler les problèmes qui compromettent l'unité canadienne est déplorable.» (tr.)

«Ce sont les politiciens, et surtout notre premier ministre, qui n'ont pas compris le message, et ils ne veulent pas l'entendre. Le premier ministre fera des pieds et des mains pour réaliser la décentralisation, même si cela provoque l'éclatement du pays. S'il perd le Québec, il perd son principal allié. Le plus inquiétant, c'est que ce scénario qui prévoit l'octroi de pouvoirs plus étendus aux provinces, ne déplaît pas du tout à bien des premiers ministres provinciaux.» (tr.)

«Ce sont les politiciens, et surtout notre premier ministre, qui n'ont pas compris le message...»

Le désenchantement des Canadiens à l'égard de leurs dirigeants actuels est très net d'un bout à l'autre du pays, tout comme leur profond désir d'être gouvernés en conformité avec leurs valeurs fondamentales par des gens responsables et réceptifs qui ont le sens de l'honneur.

«Qu'on nous écoute!»

Nombre de Canadiens qui ont abordé la question du leadership n'apprécient pas les contraintes qui sont imposées à leurs représentants élus et qui empêchent ceux-ci d'être réceptifs aux désirs des électeurs. Le sentiment que le Parlement ne signifie pas grand-chose, parce qu'il est sous la coupe du gouvernement et que les autres représentants élus n'ont que peu ou pas du tout d'influence, est très répandu. Des participants nous ont dit que cette situation serait tolérable si seulement le gouvernement actuel respectait son programme électoral; en l'occurrence, il n'existe presque aucun rapport entre celui-ci et les mesures prises par la suite par le gouvernement. En effet, au cours de son mandat, il élabore et applique des politiques d'envergure jamais évoquées, ou à peine, pendant la campagne. Comme l'a si bien dit un participant, *«...on a généralement l'impression qu'il existe un manque de communication entre la population en général et le gouvernement, que les politiciens ne se sentent plus obligés de rendre des comptes au peuple une fois qu'ils ont été élus» (tr.).*

«...on a généralement l'impression qu'il existe un manque de communication entre la population en général et le gouvernement...»

Comme la population ne donne pas son aval à ces politiques pendant les campagnes électorales et comme les représentants élus, qui sont là théoriquement pour défendre les opinions de leurs commettants, semblent n'avoir que peu ou pas du tout d'influence ou de liberté, on juge qu'il est nécessaire de trouver des moyens a) d'obliger les députés à consulter leurs mandants sur les grandes questions, et, b) de leur donner une plus grande marge de manoeuvre ou d'exiger d'eux qu'ils votent conformément aux désirs de leurs électeurs. Un groupe de discussion de l'Ontario a exprimé le consensus obtenu dans la plupart des discussions du Forum: *«Il faut changer de gouvernement. Il faut un système permettant à nos représentants élus de représenter vraiment leurs électeurs et de tenir compte de leurs désirs» (tr.).*

«Il faut changer de gouvernement. Il faut un système permettant à nos représentants élus de représenter vraiment leurs électeurs et de tenir compte de leurs désirs.»

Souvent, les participants ont préconisé des solutions bien précises. Ils sont en faveur du vote libre presque systématique et d'un relâchement de la discipline de parti, perçue comme une contrainte majeure qui empêche les représentants élus de défendre les intérêts de leurs électeurs et de redresser éventuellement un pro-

gramme gouvernemental qui ne tient pas compte des préoccupations des citoyens.

Un groupe de discussion de l'Ontario reflète le souhait, fréquemment formulé, que les citoyens participent davantage: *«... la soumission aveugle à la discipline de parti qui est imposée à nos députés a fait de la Chambre des communes un théâtre de marionnettes...Dans un pays moderne où le niveau d'instruction de la population est élevé, il est inadmissible d'invoquer l'excuse que l'on a été élu pour prendre des décisions et que l'on n'a pas besoin de connaître l'opinion des électeurs» (tr.).* Un Néo-Écossais nous a confié *ceci: «Il faut davantage de "votes libres" et il faut s'affranchir de la ligne du parti. Un député n'est pas libre de voter selon les désirs de ses électeurs/électrices. Le député transmet le message d'Ottawa à sa circonscription. Il faut plutôt qu'il transmette le message de sa circonscription à Ottawa!!!» (tr.).* Un correspondant de l'Alberta a déclaré: *«Je voudrais élire au Parlement le représentant qui devrait faire le mieux mon affaire. Celui-ci peut toutefois très bien ne pas être dans le bon parti...Si je vote pour un parti, je sanctionne automatiquement toute sa plate-forme électorale, que je sois d'accord ou non» (tr.).* Un autre participant abonde dans le même sens: *«Dans le régime démocratique actuel, les abus sont monnaie courante, à l'échelle tant fédérale que provinciale; c'est le principal problème. Nos politiciens ne nous écoutent pas et leur conduite est dictée par la solidarité de parti» (tr.).* La réflexion suivante a été faite au cours d'une discussion de groupe, au Yukon: *«Nous avons le droit de parole deux fois tous les dix ans seulement. On se fait dire ensuite "les Canadiens m'ont élu, donc...", ce qui est humiliant. Nous en sommes arrivés à nous méfier de cette méthode. Les politiciens n'ont pas à modifier la trame du pays...Ils doivent écouter le peuple au lieu de s'en remettre à une armée de conseillers. Ce n'est pas possible avec les sondages d'opinions. Socrate a démontré que les questions appellent les réponses» (tr.).*

Nous avons également souvent entendu dire qu'il faudrait obliger les députés à consulter leurs électeurs et à tenir compte de leurs opinions quand ils votent. Pour un correspondant de la Saskatchewan, *«Il faut obliger les députés à tenir compte des désirs des électeurs de*

«Il faut davantage de "votes libres" et il faut s'affranchir de la ligne du parti. Un député n'est pas libre de voter selon les désirs de ses électeurs/électrices. Le député transmet le message d'Ottawa à sa circonscription. Il faut plutôt qu'il transmette le message de sa circonscription à Ottawa!!!»

«Il faut obliger les députés à tenir compte des désirs des électeurs de leur région au lieu de voter selon leur conscience ou selon la ligne de leur parti.»

leur région au lieu de voter selon leur conscience ou selon la ligne de leur parti» (tr.). Un participant de la Colombie-Britannique a dit: *«Les députés qui sont élus devraient rendre des comptes à leurs électeurs et se comporter aux Communes, conformément à l'avis de la majorité d'entre eux pour les questions d'importance nationale» (tr.).*

Un grand nombre de participants, y compris des élèves des premier et deuxième cycles du secondaire, ont proposé de limiter le nombre de mandats que peuvent faire les élus. *«Il faut faire en sorte que personne ne soit autorisé à faire plus de deux mandats successifs comme premier ministre» (tr.),* avons-nous lu dans une lettre venant de Terre-Neuve, *«sinon ils ont tendance à ignorer le public et à croire qu'ils sont investis d'un droit divin» (tr.).*

Ceux qui préconisent une réforme du Sénat souhaitent généralement que le Parlement soit davantage à l'écoute des besoins régionaux. Les avis sont par contre plus partagés quant aux solutions. Beaucoup sont en faveur d'un Sénat élu ou dont les membres seraient nommés autrement qu'à l'heure actuelle, ce qui permettrait d'équilibrer la distribution régionale du pouvoir, mais les partisans de l'abolition pure simple du Sénat sont nombreux également. On semble être davantage préoccupé par la réforme du Sénat dans les autres régions qu'au Québec:

«...les sénateurs devraient être élus et toutes les provinces devraient jouir d'une représentation égale, quelle que soit leur population.»

Nouveau-Brunswick: *«Là où des changements immédiats s'imposent le plus, c'est au Sénat...les sénateurs devraient être élus et toutes les provinces devraient jouir d'une représentation égale, quelle que soit leur population.» (tr.)*

Ontario: *«Sauf exception, le Sénat, sous sa forme actuelle, coûte probablement trop cher pour ce qu'il fait, et pourtant, en l'espace d'une vingtaine d'années, la capacité du Parlement de retarder un mauvais projet de loi a tellement diminué qu'il est nécessaire d'avoir un système de poids et contrepoids, sans quoi un gouvernement majoritaire peut faire énormément de tort. Il nous faut un Sénat élu, égal et plus efficace, des sénateurs élus pour une période de huit ans, sans tenir*

compte des allégeances politiques; il suffirait d'être citoyen pour pouvoir se faire élire.» (tr.)

Alberta: «*Les Sénateurs ne devraient pas être choisis parmi les membres du parti au pouvoir; ils devraient être élus par le peuple.» (tr.)*

Colombie-Britannique: «*Il faut abolir le Sénat, qui représente une charge de plus en plus lourde pour les contribuables du Canada. S'il faut un Sénat, que l'on s'arrange pour élire des représentants de toutes les provinces et pour qu'il y ait beaucoup moins de sénateurs.» (tr.)*

«S'il faut un Sénat, que l'on s'arrange pour élire des représentants de toutes les provinces...»

Bien des participants qui ont abordé la question de la réforme du Sénat ont critiqué la nomination de sénateurs supplémentaires dans le but de faire adopter le projet de loi sur la taxe sur les produits et services ou le comportement des sénateurs lors du débat sur ce celui-ci. «*La pagaille qui régnait au Sénat pendant le débat sur la TPS n'était vraiment pas digne de gens civilisés» (tr.)*, a dit un participant de l'Ontario. «*C'est la belle preuve que le Sénat est absolument inutile à l'heure actuelle» (tr.)*. Un interlocuteur de la Colombie-Britannique nous a confié ceci: «*La seule chose ou presque pour laquelle je féliciterais l'actuel gouvernement, c'est la décision de John Fraser de dire aux sénateurs qu'ils ne pouvaient pas toucher 163 $ du simple fait de se présenter au travail» (tr.)*.

Même si un nombre considérable de participants ont parlé de réforme ou d'abolition du Sénat, il n'y voient pour la plupart pas une panacée. Ils ont souvent préconisé d'autres solutions, qui seront exposées plus loin.

«Qu'on nous rende des comptes!»

Les participants réclament des moyens de réprimander les représentants élus, autrement qu'une fois tous les quatre ou cinq ans seulement, s'ils font la sourde oreille et refusent de tenir davantage compte des voeux des électeurs. Bon nombre d'entre eux prônent un système permettant de révoquer un député sur présentation d'une pétition signée par un nombre suffisant d'électeurs de sa circonscription. Nombre de participants pré-

conisent également d'instaurer un système qui permette aux citoyens de destituer directement le premier ministre en place, au lieu de réserver ce privilège aux membres de son parti.

Une lettre de la Colombie-Britannique résume ainsi des opinions très répandues: *«Les représentants élus doivent rendre compte davantage aux électeurs, sans quoi il faut les révoquer et les remplacer» (tr.).* D'après un intervenant, *«Les députés ont tendance à faire passer leurs désirs et leurs voeux personnels avant ceux des citoyens. Les citoyens devraient avoir le pouvoir de révoquer un député s'il ne sert pas les intérêts du pays, s'il ne propose pas de projets de loi ou s'il ne défend pas les droits des citoyens et n'essaie pas d'améliorer leur situation ni celle du pays» (tr.).* Un Ontarien a confié ceci au Forum: *«Il faut modifier la Constitution pour trouver un moyen de destituer les politiciens qui ne gouvernent pas selon les voeux de leurs électeurs. S'ils n'accomplissent pas la mission qui leur a été confiée par ceux-ci, il faut les remplacer» (tr.).* Un autre a exprimé avec flamme les sentiments de nombreux participants: *«Il faut pouvoir révoquer le gouvernement et l'obliger à rendre directement des comptes aux électeurs. Vous ne nous gouvernez pas, vous travaillez pour nous. Cessez de nous faire des cachotteries et essayez d'être francs et honnêtes. Les gens de ce pays aspirent à avoir un gouvernement honnête» (tr.).*

«Les citoyens devraient avoir le pouvoir de révoquer un député s'il ne sert pas les intérêts du pays...»

«Il faut modifier la Constitution pour trouver un moyen de destituer les politiciens qui ne gouvernent pas selon les voeux de leurs électeurs.»

La participation directe

Le troisième élément souhaité par les participants dans le cadre d'une réforme politique, c'est l'établissement d'un ou de plusieurs mécanismes qui permettent aux citoyens d'avoir leur mot à dire dans les décisions importantes qui les touchent de très près. Comme nous l'a dit un groupe de discussion du Québec: *«Il faut tenir compte des opinions et des commentaires des citoyens sur "leur" pays et sur son avenir. Il est temps que les citoyens jouent un rôle actif dans le façonnement de l'avenir du Canada au lieu de s'en remettre aux seuls politiciens!» (tr.)*

Cette soif d'ouverture et de démocratisation vise surtout le processus de réforme constitutionnelle, mais presque autant d'autres politiques importantes. Comme

nous l'avons déjà signalé, si l'on adopte certains changements qui obligent le gouvernement à être plus ouvert et plus réceptif, les citoyens ne réclameront peut-être pas de façon aussi pressante le droit d'intervenir dans la prise de décisions. Plusieurs solutions ont toutefois été suggérées, en l'absence de tels changements, voire en sus. Les deux suggestions faites le plus souvent sont un recours plus fréquent aux référendums pour consulter la population sur les grandes politiques et la création d'une assemblée constituante ou d'un autre mécanisme extra-parlementaire. *«La tenue de référendums, à l'initiative des citoyens, pour obliger les députés à rendre des comptes à leurs électeurs, constituerait un excellent moyen de mettre un frein à leurs extravagances» (tr.)*, a dit un participant de l'Ontario. *«Il faut créer une assemblée constituante indépendante du gouvernement, dans laquelle les diverses provinces (ou régions) et territoires ainsi que les groupes autochtones seront représentés de façon équitable» (tr.)*, nous a écrit un citoyen de la Nouvelle-Écosse, qui a ajouté ceci: *«Mettez fin au fédéralisme exécutif!» (tr.)* On semble toutefois insister davantage sur le fait que le gouvernement doive avoir la volonté de gouverner selon les désirs et les valeurs des citoyens.

«La tenue de référendums, à l'initiative des citoyens, pour obliger les députés à rendre des comptes à leurs électeurs...»

Un participant de la Colombie-Britannique résume ainsi les aspirations qui s'inscrivent en filigrane des témoignages de nombre de participants réclamant les changements dont il a été question ci-dessus: *«Les Canadiens veulent plus qu'un gouvernement stable et une économie prospère; ils désirent une démocratie mieux adaptée à leurs besoins. Les Canadiens désirent une démocratie qui leur permette de participer davantage. Ils désirent une démocratie qui n'empêche plus certains groupes d'occuper la place qui leur revient de droit dans notre riche patrimoine et dans notre société. Ils désirent une démocratie qui repose sur les principes de l'égalité, de la justice et de la coopération» (tr.)*. Nos interlocuteurs nous ont dit sans ambages que le maintien de leur foi en leur pays est conditionnel à l'avènement d'une démocratie renouvelée.

«Les Canadiens désirent une démocratie qui leur permette de participer davantage.»

10. Conclusion

Au début de nos consultations, bien des gens avaient des doutes au sujet du processus du Forum et se demandaient si on les écouterait vraiment. Aucune région ne se distingue plus que les autres à cet égard: les mêmes hésitations et les mêmes craintes ont été exprimées aux quatre coins du pays.

Comme nous l'avons dit dans la Partie I, pendant les consultations nous avons été inondés de réactions au Forum lui-même, et, surtout, à la méthode des groupes de discussion. Laissons la parole aux participants.

À propos du Forum

Territoires du Nord-Ouest: «*J'étais heureux que l'on ait demandé aux Inuit de participer.*» *(tr.)*

«J'ai participé dernièrement à une tribune locale et j'ai trouvé l'expérience très intéressante.»

Colombie-Britannique: «*J'ai participé dernièrement à une tribune locale et j'ai trouvé l'expérience très intéressante. Les seize participants ont apparemment fort apprécié cette consultation directe sur l'avenir du pays et la discussion a été animée; le consensus a été surprenant.*» *(tr.)*

Colombie-Britannique: «*Aux yeux de beaucoup de citoyens de l'Ouest, ce Forum est davantage un exercice cynique de relations publiques qu'une étude utile.*» *(tr.)*

«...ce Forum est davantage un exercice cynique de relations publiques qu'une étude utile.»

Ontario: «*Vous trouverez ci-joint mon propre témoignage et celui de quinze amis et voisins. Je juge bon de préciser que les signataires ne sont pas le genre de personnes à fréquenter assidûment les assemblées publiques et qu'ils hésiteraient à exprimer leurs opinions en public, sauf en très petit comité. Nous l'aimons, notre pays, et croyons qu'il est grand temps d'intervenir vigoureusement pour qu'il puisse guérir de ses maux.*» *(tr.)*

Ontario: «*Je dois avouer avoir l'impression que ce processus est inutile, car j'ai peine à croire que le gouvernement actuel écoutera les citoyens.*» *(tr.)*

Québec: *(Ce que les membres du groupe sont disposés à faire) «Participer davantage, participer au Forum des*

citoyens. (Pour plusieurs, c'était l'activité la plus politique de leur vie).» (tr.)

Nouveau-Brunswick: «*Le Forum doit aider les Canadiens à vaincre leur sentiment d'impuissance grandissant; ils ont cessé de croire (et certains n'ont jamais cru) que le gouvernement se souciait du peuple, ni qu'il était apte à le diriger.» (tr.)*

Terre-Neuve: «*De l'avis unanime, si nous avions le choix entre dépenser chaque année 27 millions de dollars pour le Forum, et le Parlement qui nous en coûte 295...et si la loi obligeait nos dirigeants à appliquer ses recommandations, nous opterions pour un Forum permanent.» (tr.)*

«...si nous avions le choix entre dépenser chaque année 27 millions de dollars pour le Forum, et le Parlement qui nous en coûte 295... nous opterions pour un Forum permanent.»

Terre-Neuve: «*Je trouve inadmissible qu'un gouvernement doive sonder l'humeur des citoyens qu'il gouverne. La décision de créer une commission, qui a été prise "en haut lieu", est non seulement la reconnaissance du fait qu'il existe un manque de communication entre le gouvernement et le peuple, mais c'est aussi une manifestation des abus qui en sont la cause. Ces objections de principe ne sont toutefois pas une excuse suffisante pour ne pas participer; les objectifs de votre Commission sont trop importants pour qu'on les ignore.» (tr.)*

À la rescousse du Canada

Québec: «*Le gouvernement fédéral a été trop calme et trop timide pendant des dizaines d'années, ce qui a permis aux politiciens du Québec de se comporter en dictateurs. Comme tout le monde semble se réveiller au Canada, on ne peut plus arrêter d'en parler; il faut s'acharner, jour après jour, jusqu'à la tenue d'un référendum ou des prochaines élections, aussi longtemps qu'il y a de l'espoir. Cela vaut la peine de se battre pour le Canada.» (tr.)*

«Cela vaut la peine de se battre pour le Canada.»

Ontario: «*Nous devons faire en sorte que notre pays soit encore là dans dix mille ans ou plus. C'est ce que je veux et c'est ce que veut ma famille. J'ai le courage de mes opinions. Il faut que tous les Canadiens aient voix au chapitre. Si je suis le seul à en parler, c'est que*

la situation est lamentable. Je ne crois pas que ce soit le cas. Les Canadiens de toutes les couches de la société ne sont pas et ne seront jamais disposés à laisser ce pays aller à la dérive sans broncher.» (tr.)

«Les Canadiens de toutes les couches de la société ne sont pas et ne seront jamais disposés à laisser ce pays aller à la dérive sans broncher.»

Ontario: «*J'ai soixante-douze ans, je suis de race blanche et je suis anglo-saxon...J'enverrai une copie de cette lettre au premier ministre B. Mulroney, au premier ministre Bob Rae, au premier ministre Clyde Wells, à Audrey Mclaughlin, à Jean Chrétien et à mon député...Je fais un sacrifice, car je suis pensionné et j'ai conscience du fait qu'une de ces copies ou toutes ne seront peut-être jamais lues par qui que ce soit, sauf par le préposé au courrier, mais vous ne pourrez pas dire que les gens s'en fichent.» (tr.)*

Ontario: «*L'idée dominante de toute la discussion, c'est que les citoyens doivent intervenir davantage dans les décisions qui les concernent directement ou qui concernent leur région et le pays.» (tr.)*

«Il faut susciter un sentiment de fierté chez les jeunes, NOUS SOMMES L'AVENIR...»

Saskatchewan: (groupe d'élèves du secondaire) «*Il faut susciter un sentiment de fierté chez les jeunes, NOUS SOMMES L'AVENIR, et si la situation ne change pas, l'avenir ne sera pas brillant.» (tr.)*

Alberta: «*C'est malgré tout le pays le plus formidable. Demandons ce que nous pouvons faire pour le Canada et pas ce que le Canada peut faire pour nous. Mettons-nous au travail.» (tr.)*

Colombie-Britannique: «*En conclusion, quand je me demande si mes opinions ont quelque influence,...je trouve que mes chances sont encore moins grandes que les vôtres, mais j'ai au moins essayé. Je trouve que tous les citoyens ont le droit, le devoir et l'obligation de faire un effort à cet égard, sinon, nous ne méritons pas de vivre dans ce pays.» (tr.)*

Colombie-Britannique: *(résumé des discussions de huit adultes qui se sont réunis tous les quinze jours pendant quatre mois dans la maison de l'un d'entre eux, à tour de rôle) «Nous serions disposés à faire des sacrifices financiers si les particuliers, l'industrie et le gouvernement en faisaient autant. Nous serions disposés à consacrer une partie de notre temps et de notre énergie*

à défendre toute cause qui puisse renforcer l'unité canadienne.» (tr.)

Nous espérons que ceux qui ont participé au Forum se reconnaîtront dans cette partie intitulée "Ce que nous avons entendu". À vous la parole encore une fois. Écoutons les élèves d'une classe du secondaire, premier cycle, de la Saskatchewan, animés du même désir que les autres Canadiens qui ont voulu s'adresser à leur gouvernement par l'intermédiaire du Forum:

«Nous pouvons essayer d'inciter les adultes à nous écouter et leur dire ce que nous pensons; cela les fera peut-être réfléchir et ils cesseront de ne penser qu'à eux. Peut-être que pour une fois le premier ministre et tous les gens importants nous écouteront et que le Canada y gagnera.» (tr.)